

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES TRAITÉS INÉGAUX DE LA CHINE et l'attitude des Puissances



THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Vendredi 15 Mars 1929, à 14 heures

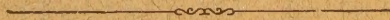
PAR

CHANG CHUNG TAO

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Suffragants... { M. BASDEVANT.
 { M. LE FUR.



P A R I S

Librairie des Sciences Politiques et Sociales

Marcel RIVIÈRE

31, Rue Jacob, 31

—
1929



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LES TRAITÉS INÉGAUX DE LA CHINE
ET L'ATTITUDE DES PUISSANCES**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES TRAITÉS INÉGAUX DE LA CHINE et l'attitude des Puissances



THÈSE DE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Vendredi 15 Mars 1929, à 14 heures

PAR

CHANG CHUNG TAO

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Suffragants... { M. BASDEVANT.
 { M. LE FUR.

PARIS

Librairie des Sciences Politiques et Sociales

Marcel RIVIÈRE

31, Rue Jacob, 31

1929



INTRODUCTION

L'histoire des relations entre la Chine et les Puissances remonte à près d'un siècle, lorsque les Européens sollicitèrent des autorités chinoises l'autorisation de faire du commerce avec leur pays. Les Chinois opposèrent à cette demande un refus catégorique, non pas par haine des étrangers, comme on l'a dit et écrit trop souvent, à tort, en Occident, mais tout simplement, parce que, de leur point de vue, ils n'en admettaient pas la nécessité, pas plus que celle d'autoriser des étrangers à résider sur leur territoire. La Chine avait vécu, repliée sur elle-même, depuis de longs siècles, sans aucun contact avec le monde extérieur; et c'est d'une incompréhension et d'une méfiance réciproques, que naquirent les premières hostilités entre la Chine et les Puissances décidées à lui imposer leur volonté par la force.

Le premier traité proprement dit, dans l'histoire des relations diplomatiques de la Chine avec les Etats européens, est celui de Nankin de 1842, qui termina la guerre de l'opium entre les Chinois et les Anglais. Ensuite, viennent les traités de Pékin et de Tien-Tsin, qui constituent, jusqu'à présent, la base des relations contemporaines entre la Chine et les Puissances, mais qui sont également le résultat des guerres de 1856 entre la Chine et la coalition franco-anglaise. Le traité de Shimonoseki fut conclu en 1894, après la défaite de la Chine par le Japon. Le protocole de Pékin est la conclusion de la guerre de 1900.

Il n'est pas exagéré de dire que la plupart des anciens traités ont été imposé à la Chine, par les Puissances, et que, par conséquent, il n'y a pas de réciprocité et d'égalité dans les relations sino-étrangères.

Par ces traités unilatéraux, les puissances arrachaient à la Chine divers privilèges politiques et économiques : la juridiction consulaire, la convention internationale du tarif douanier, les concessions, les territoires à bail, les sphères d'influence, le droit de navigation sur les fleuves intérieurs, la clause de la nation la plus favorisée, sans réciprocité, et le droit de faire occuper certains territoires chinois par des troupes étrangères. En un mot, tous ces privilèges portant atteinte à la souveraineté et à l'indépendance d'un Etat, furent successivement imposés à la Chine, et toujours par la force, ou sous menace de violence. Tous les traités, stipulant les privilèges en question, constituent ce que nous appelons des traités inégaux.

Au cours des 50 dernières années, la Chine a, peu à peu, adopté les idées modernes et entrepris des réformes dans tous les domaines. L'évolution et les progrès de la Chine se manifestèrent très rapidement, malgré les rivalités entre les généraux. Un nouvel esprit inspire la Chine actuelle. D'un côté, le peuple chinois désire collaborer avec les puissances et, d'autre part, il aspire se voir traité sur un pied d'égalité. Ce même esprit se retrouve dans tous les domaines de l'activité nationale et dans tous les mouvements populaires depuis une vingtaine d'années. La Chine participa à la Grande guerre de 1914 aux côtés des Alliés, et envoya une délégation à la Conférence de la Paix, à Paris. Elle est membre de la Société des Nations, depuis sa fondation, et n'a jamais refusé de participer à aucune œuvre de collaboration internationale. La Chine actuelle s'inspire d'un idéal de solidarité humaine et du principe de l'interdépendance des nations. Elle fait tout son possible pour remplir dignement ses devoirs d'Etat moderne. Malheureusement son développement politique rencontre beaucoup d'obstacles, découlant des traités inégaux, dont ses dirigeants s'efforcent de libérer le pays, depuis de nombreuses années.

A la Conférence de la Paix, en 1919, à la Conférence de Washington, en 1922, à la Société des Nations, en 1925, et même à chacune des puissances séparément, le gouvernement chinois n'a cessé de réclamer, avec insistance, la revision des anciens traités conclus depuis près d'un siècle, d'autant plus que ces traités ont cessé de correspondre à la situation actuelle. Depuis que la Chine a réalisé son unification, ses

relations avec les Puissances sont entrées dans une nouvelle phase. Le grand problème des traités inégaux sera vraisemblablement résolu, à bref délai, dans un esprit d'équité et de réciprocité.

Nous ne pouvons entrer ici dans tous les détails que nécessiterait une étude approfondie de cette vaste et épineuse question, les relations entre la Chine et les Puissances étant extrêmement compliquées.

« Probablement nulle part ailleurs, dans le monde, dit M. Willoughy dans son ouvrage *« Foreign Rights and Interests in China »*, il n'existe un pareil mélange de droits territoriaux et de privilèges, d'accords étrangers, d'engagements purement politiques et de concessions économiques et financières, d'intérêts étrangers, en conflit l'un avec l'autre, et avec ceux de l'Etat nominalemeut souverain. » Mais, si compliquée que soit cette question, nous nous efforcerons d'en indiquer les traits saillants et les points essentiels sans négliger ni les faits ni la théorie. Le sujet est d'autant plus délicat à traiter, pour un Chinois, parce qu'il concerne l'intérêt vital de sa propre patrie. Nous éviterons le plus possible de nous laisser influencer par de légitimes sentiments patriotiques, en nous basant uniquement sur les réalités et les principes du droit international.

Cette étude se divise en 4 parties : Dans la première partie, nous exposons comment les traités furent conclus dans le passé. Dans la seconde, nous analysons les clauses des traités sino-étrangers en soulignant leur inégalité flagrante. Dans la troisième partie, nous considérons plus particulièrement la situation actuelle de la Chine, depuis qu'elle a entrepris des réformes dans tous les domaines politique, judiciaire et social. Enfin, dans la quatrième, nous étudions l'attitude du peuple chinois à l'égard des traités inégaux. Dans la conclusion, nous tâcherons d'examiner, surtout du point de vue juridique et pratique, cette question importante.

En terminant, nous nous faisons un devoir d'exprimer nos remerciements les plus sincères, à l'éminent Professeur Geouffre de Lapradelle, qui a bien voulu diriger notre travail, et accepter la présidence de cette modeste thèse.

PREMIERE PARTIE

Aperçu historique des Traités inégaux imposés à la Chine

L'histoire des traités inégaux imposés à la Chine débute en 1842 et se termine en 1915, c'est-à-dire qu'elle embrasse une période qui va du traité de Nankin avec la Grande Bretagne, jusqu'aux « Vingt et Une Demandes » du Japon.

Pendant le dernier siècle, la Chine a subi trois guerres importantes, la guerre sino-anglaise de 1840, la guerre sino-franco-anglaise de 1856 et la guerre sino-japonaise de 1894, qui ont exercé une grande influence sur les relations entre la Chine et les pays étrangers. C'est pour cette raison que nous diviserons l'histoire de ces traités inégaux en trois périodes :

CHAPITRE I^{er}

PREMIERE PERIODE (1840-1858)

Avant le XIX^e siècle, il n'existait aucune relation officielle entre la Grande-Bretagne et la Chine. En 1817, le gouvernement anglais envoya, à Pékin, M. Amherst, en vue d'établir des relations directes entre les deux pays, mais cette mission ne fut pas couronnée de succès. Les Anglais obtinrent toutefois la permission de faire du commerce à Canton. Malheureusement à ce moment, la principale marchandise, sinon l'unique, importée par les Anglais en Chine, était l'opium. L'opium est un véritable poison. Pour sauvegarder la santé de ses nationaux, le gouvernement Chinois fit, à plusieurs reprises, des proclamations pour en interdire l'entrée et défendre au peuple de le fumer. Le gouvernement Chinois avait, en outre, un autre motif d'interdire l'entrée de l'opium au point de vue de l'économie nationale. Les sorties d'argent chinois augmentaient d'année en année, en proportion directe avec l'importation de l'opium. D'après un mémoire remis à la Cour de Pékin par le Commissaire Impérial Lin, l'argent en espèces, sorti du seul port de Canton, chaque année, s'élevait à plusieurs millions de taëls avant 1823.

à 18.000.000	de taëls de 1823 à 1831
à 30.000.000	» de 1831 à 1834
à plus de 30.000.000	» de 1834 à 1838.

Si l'on compte les autres ports du Fou-Kien, du Tche-Kiang, du

Chan-Toung et Tien-Tsin, le chiffre total de l'argent sorti du pays chaque année atteignait quelques centaines de millions de taëls. Par conséquent, les pièces d'argent disparurent graduellement. D'après M. Liou, les commerçants anglais ont importé en Chine 3.210 caisses d'opium en 1816, 18.750 caisses en 1830 et plus de 27.000 caisses en 1836. En conséquence, le gouvernement chinois fut contraint de prendre des mesures rigoureuses et nomma M. Lin Tseu-Siu Haut Commissaire Impérial au Kuang-Toung avec des pouvoirs exceptionnels, afin d'enrayer l'importation de l'opium. Ce Commissaire était un fonctionnaire honnête et énergique. Dès son arrivée à Canton, le 10 mars 1839, il donna de suite aux étrangers l'ordre de remettre aux autorités chinoises, tout l'opium qu'ils détenaient. Un délai de trois jours francs fut accordé aux étrangers pour obtempérer à cet ordre. Le 28 mars, le Capitaine Anglais Elliot déclarait au Haut Commissaire qu'il était prêt à remettre les 20.283 caisses d'opium appartenant à ses nationaux. Le 3 juin suivant, 20.291 caisses furent livrées et détruites par ordre impérial.

En signe de protestation contre la vigoureuse mesure prise par M. Lin, le Capitaine Elliot quitta Canton pour Macao, avec ses nationaux. L'interdiction de l'importation générale ayant été levée, M. Lin permit à nouveau aux étrangers de faire du commerce en Chine, à condition de ne plus importer d'opium. Tous les étrangers, commerçants américains et commerçants portugais, acceptèrent cette condition, mais les Anglais s'y opposèrent toujours. Devant cette attitude, M. Lin donna l'ordre d'interdire l'entrée des bateaux et des marchandises britanniques à Canton. Le Capitaine Elliot se trouva dans une situation difficile : d'une part les commerçants anglais lui réclamaient des dommages pour la perte subie par la destruction de leur opium, d'autre part le gouvernement anglais refusait d'indemniser ses nationaux. Pour sortir de cette difficulté, il n'y avait qu'un moyen, c'était de faire la guerre à la Chine. Le Capitaine Elliot demanda à son gouvernement d'envoyer des navires de guerre pour contraindre la Chine à accorder la liberté du trafic de l'opium. Au début, le gouvernement anglais hésita, parce que cette cause de guerre avec la Chine avait un caractère fort injuste. Ce fut même l'objet d'un débat des plus violents à la Chambre des Communes. Malgré l'opposition de certains députés, la proposition fut

cependant votée, avec 9 voix de majorité, en faveur d'Elliot, afin de sauver le prestige de la Grande-Bretagne en Extrême-Orient.

L'Amiral George Elliot fut nommé premier commissaire anglais : Il arriva en Chine, au mois de juin 1840, avec 4 navires armés et deux régiments de 4.000 soldats. Il envoya d'abord M. Thom, comme délégué auprès des autorités chinoises de Canton pour réclamer la liberté du trafic de l'opium, et une indemnité pour l'opium confisqué par M. Lin. La Chine refusa de se plier à de telles exigences, et les Anglais bombardèrent la ville de Canton. Comme ils ne pouvaient attaquer Canton avec succès, ils remontèrent le long des côtes chinoises et firent le blocus de Ning-po. Après avoir occupé Changhaï, les Anglais s'emparèrent de Nankin sur le Yang-Tsé.

Devant les forces victorieuses des Anglais, le gouvernement chinois accepta toutes les exigences. Le 29 août 1842, le traité fut signé par MM. Ki-Ying et I-li-pou pour la Chine, et Sir Pottinger pour l'Angleterre. Il se composait de 13 articles. Par l'article 2, la Chine acceptait d'ouvrir 5 ports : Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Ning-po et Changhaï au commerce anglais, et d'y établir un consul pour sauvegarder les intérêts des commerçants. Par l'art. 3, la Chine cédait l'île de Hongkong à l'Angleterre pour servir de base et de lieu de réparation des navires. Par l'article 4, elle versait une indemnité de 6 millions de dollars, représentant la valeur de l'opium saisi à Canton en mars 1839. Par l'article 5, l'Empereur de Chine abolissait le Cohang, qui était seul autorisé à faire du commerce avec les étrangers, et promettait de payer trois millions de dollars pour les dettes que cette société avait contractées vis-à-vis des sujets anglais. Par l'article 6, la Chine consentait à payer douze millions de dollars comme indemnité de guerre. Par l'article 10, l'Empereur de Chine s'engageait à laisser entrer les marchandises anglaises, qui, après avoir acquitté des droits de douane dans un des cinq ports, pourraient désormais être transportées partout, dans l'intérieur de l'Empire, en payant encore des droits de transit, lesquels ne devraient pas excéder un certain pourcentage du tarif représentant la valeur des marchandises. L'article 12 autorisait le maintien des forces anglaises pour l'occupation des deux îles de Koolangsoo et de Chusan, tant que le paiement ne serait pas liquidé et l'ouverture des cinq ports complé-

tement réalisée. En 1843, l'Angleterre conclut des règlements commerciaux relatifs aux cinq ports et un traité supplémentaire par lesquels elle obtenait encore plus d'avantages et de privilèges que dans le traité de Nankin. L'article 13 de ces règlements accordait la juridiction consulaire à l'Angleterre. En 1858, lorsque la Chine conclut le traité de Tien-Tsin avec l'Angleterre, ces règlements furent abolis, mais le sens de l'article 13 dudit règlement fut maintenu et inséré dans le traité de Tien-Tsin sous les articles 15, 16 et 17.

La Chine ayant rempli les obligations prescrites par le traité de Nankin, les troupes anglaises se retirèrent de Chusan en 1846, et un accord relatif à l'évacuation fut conclu entre les deux nations. L'article 1^{er} de cette convention stipulait que la Chine ne céderait jamais Chusan à une autre puissance, et l'article 2, que si Chusan était attaquée par une puissance quelconque, l'Angleterre viendrait la défendre. L'île de Chusan est un territoire chinois, par conséquent, c'était à la Chine de la défendre contre toute attaque d'un autre pays. Il n'y avait aucune raison pour que l'Angleterre intervint. En réalité, le but du Gouvernement anglais était de considérer Chusan comme une sphère d'influence.

La Chine traitait toutes les puissances sur un pied d'égalité, et elle accordait également des avantages et des privilèges aux autres puissances. Le 3 juillet 1844 un traité de commerce fut conclu entre les Etats-Unis et la Chine, par M. Cushing pour les Etats-Unis et M. Ki-Ying pour la Chine. C'est le traité de Wanghia. Il se compose de 34 articles, dont la plupart ne sont que la reproduction des traités conclus entre la Grande-Bretagne et l'Empire Chinois. La France ne pouvait pas rester indifférente, aussi, nomma-t-elle M. Théodore de Lagrené, comme Ministre plénipotentiaire, en vue de négocier avec la Chine un traité qui fut signé le 24 octobre 1844 par le Ministre de France et M. Ki-Ying pour la Chine. Les ratifications furent échangées, à Macao, le 25 août 1845. Ce traité est connu sous le nom de traité de Whampoa et contient 36 articles, tous calqués sur ceux des traités sino-anglais et sino-américains, mais il y avait en plus un article particulier et caractéristique : c'est l'article 22 qui autorise la propagande catholique en Chine. Il n'existait pas de traité entre la Belgique et la Chine,

mais une ordonnance fut édictée conférant aux Belges, comme aux autres puissances, le droit de faire du commerce avec la Chine. La Suède et la Norvège conclurent également, le 20 mars 1847, un traité par lequel la Chine leur accordait des avantages analogues.

En somme, la guerre de l'opium ne peut être expliquée que par des intérêts commerciaux. Depuis les temps les plus reculés, les commerçants n'étaient pas considérés en Chine. Il y avait une sorte de pensée physiocratique qui s'était perpétuée depuis cette époque lointaine jusqu'à la fin du xix^e siècle. Les commerçants étaient regardés comme une classe improductive, menteuse, et certains philosophes traitaient les commerçants de « voleurs » parce qu'ils considéraient le commerce comme un vol. En 1834, un édit destiné au Cohang, déclarait, « que le gouvernement chinois nomme des fonctionnaires civils pour administrer le pays et des fonctionnaires militaires pour intimider les mauvaises gens ; quant au commerce, c'est une affaire peu importante, qui doit être laissée à la direction des commerçants eux-mêmes. Les fonctionnaires n'ont pas à s'occuper de cette question. » C'est là, bien clairement exprimée, la vieille idée chinoise sur le peu de valeur du trafic commercial, auquel les hauts fonctionnaires doivent refuser de prêter attention.

Par contre, depuis le xviii^e siècle, le gouvernement anglais s'efforçait de faire de l'expansion commerciale.

L'Angleterre avait déjà conquis les Indes, qui produisaient annuellement une énorme quantité d'opium, et possédaient une industrie textile assez bien développée. Pour exporter l'opium et ses produits industriels, elle était obligée de chercher des débouchés. La Chine, avec une population de 400 millions d'habitants et un territoire de 11 millions de kilomètres carrés, était un marché idéal pour les Anglais, qui convoitaient la conquête de ce marché par n'importe quel moyen. La guerre de l'opium doit s'expliquer, non seulement par les dommages que l'Angleterre avait subis commercialement, mais encore et surtout par la divergence de conception du commerce entre les deux nations.

Pendant les deux premiers tiers du xix^e siècle, l'Angleterre avait

exporté de l'opium en Chine et importé du thé et de la soie. Les principales marchandises exportées par nous (anglais), dit M. Sargent, ne sont pas des cotons ou des laines, mais l'opium et des produits hindous. Les importations de soie et de thé de la Chine ont été largement augmentées de 1844 à 1850, mais elles ont été payées entièrement avec de l'opium et des épices ». Pour sauvegarder les bonnes mœurs et la santé de ses nationaux, la Chine fut obligée d'interdire l'entrée de l'opium. Sans tenir compte de la souveraineté de la Chine et de la critique de l'opinion publique, l'Angleterre déclara la guerre à la Chine à cause de l'opium. C'est une tache ineffaçable dans l'histoire de la Grande-Bretagne. M. Cordier dit à ce sujet : « Si la position des étrangers en Chine allait devenir intolérable et ne répondait nullement à l'état de civilisation des Européens au milieu du XIX^e siècle, un prétexte était facile à trouver pour commencer les hostilités ; mais il était peu digne pour une nation chrétienne de chercher ce prétexte dans l'effort fait par le souverain d'un pays soi-disant barbare, pour arrêter un commerce profondément immoral. » — Dans un mémoire présenté au gouvernement anglais, lord Shaftsbury conclut ainsi : « la Grande-Bretagne est seule responsable du trafic de l'opium, qui est déshonorant pour notre religion, notre caractère national et préjudiciable à nos intérêts commerciaux. Il aura des conséquences fâcheuses, étant même pire que le trafic des esclaves. » — Un grand homme d'Etat anglais, M. Gladstone, déclarait aussi : « En tout cas on ne peut justifier la guerre de l'opium. » Malgré tout, l'Angleterre fut vainqueur, et elle arracha beaucoup d'avantages et de privilèges à la Chine, d'après le droit de conquête. Les Etats-Unis et la France obtinrent chacune les mêmes avantages, par leur diplomatie.

Le gouvernement chinois était tout à fait ignorant des affaires extérieures et il se produisait souvent entre les autorités centrales et les autorités locales des divergences de vues sur ces mêmes questions. Les traités sino-français et sino-américain furent conclus entre le Gouverneur Général de Deux-Kiang, Ki-Ying et les représentants étrangers. Les concessions furent accordées dans les mêmes conditions, c'est-à-dire entre le Consul étranger et le Tao-Tai de Changhaï.

Ce n'était pas toujours sous la menace de la force que la Chine

accordait des avantages aux étrangers, mais souvent par générosité. Malgré sa défaite après la guerre de l'opium, elle possédait encore assez de forces pour résister, parce que cette dernière guerre n'avait été, après tout, qu'un conflit local.

Avant la guerre de l'opium, la Chine n'avait jamais traité ou considéré aucun pays étranger sur un pied d'égalité. Elle s'était repliée sur elle-même, dans son isolement, s'imaginant qu'elle était le Céleste Empire ou l'Empire du milieu, qu'aucune puissance ne pourrait avoir la prétention d'égaliser. Après sa défaite, elle fut obligée de reconnaître l'égalité des autres pays, qu'elle considérait soit comme des barbares, soit comme des vassaux. F. L. Haurks Pott écrivait que « La première guerre avec la Chine n'était que le commencement de la lutte entre l'Extrême-Orient et l'Occident. L'Orient refusait de traiter sur un pied d'égalité, diplomatiquement et commercialement, avec les nations occidentales, et l'Occident insistait sur son droit d'être ainsi traité. » D'après les textes des traités signés entre l'Empire Chinois et les autres puissances, les parties contractantes s'engageaient à se considérer avec une égalité réciproque, et, le Gouvernement Chinois, consentait à ne plus employer le mot « barbare », dans les notes diplomatiques, mais en fait la Chine fut placée dans une position inférieure, par rapport à celle des cosignataires. L'autonomie douanière et la souveraineté juridique de la Chine furent limitées par les traités. La diplomatie des nations occidentales fut très habile en exigeant, du Gouvernement Chinois, l'exécution immédiate de la clause des concessions. Quant au Gouvernement Chinois, il céda avec la conviction qu'il accordait une faveur aux étrangers. Les puissances attendaient le moment opportun pour forcer la Chine à reconnaître ces concessions, non plus comme des faveurs, mais comme des obligations qu'elle devrait remplir, ce que les guerres de 1858 et de 1860 devaient confirmer.

CHAPITRE II

DEUXIEME PERIODE (1858-95)

Les clauses du traité de Nankin furent très onéreuses pour la Chine. Hongkong cédé à l'Angleterre, une lourde indemnité à payer et le droit de tarif douanier limité. Cependant, la convoitise des puissances n'était pas encore satisfaite. Les Anglais cherchaient tous les prétextes pour demander la révision des traités, afin d'arracher encore de nouveaux avantages. Dans ce but, un projet fut élaboré à Londres, d'accord avec la France et les Etats-Unis et, le 13 février 1854, lord Clarendon énumérait, dans ses instructions à sir John Bowring, les conditions essentielles qu'il devait exiger du Gouvernement Chinois. Les clauses principales du projet étaient les suivantes : 1° Accès de l'intérieur de la Chine et des villes côtières ; 2° Liberté de navigation sur le fleuve Yangtse et accès des grandes villes situées dans la vallée du fleuve, ainsi que celles situées le long des côtes de la province du Tché-Kiang ; 3° Légalisation de la vente de l'opium ; 4° Abolition du droit de transit ; 5° Répression de la piraterie dans les mers de Chine ; 6° Réglementation de l'émigration des ouvriers chinois ; 7° Obligation pour la Chine de pourvoir à la résidence des envoyés étrangers à Pékin ; 8° Garantie de transmission urgente et directe pour les correspondances échangées entre les deux gouvernements ; 9° Facilité d'accès pour les envoyés étrangers auprès du Gouvernement central ; 10° Interprétation des traités selon le texte des langues étrangères. Si la Chine avait accepté, la plupart de ces exigences auraient porté une grave

atteinte à sa souveraineté nationale. La demande de révision fut refusée d'abord par le Gouverneur Général Yé à Canton. Les Ministres des trois pays arrivèrent sur le Peï-Ho, le 15 octobre, et tentèrent de négocier directement avec la Cour. Mais le Gouvernement Chinois porta à leur connaissance, que la clause de révision ne comportait pas de modifications aussi considérables. Le Dr. Peter Parker, envoyé des Etats-Unis, rédigea, ensuite, un projet plus modéré, mais il se heurta à l'opposition de sir Bowring. D'après ce dernier « les navires de guerre sont absolument nécessaires pour étendre et améliorer les relations avec la Chine ». L'Angleterre formulait des demandes appuyées, non pas sur le droit, mais, comme toujours, sur la force. Cependant, cette fois, elle n'employa pas ses canons pour imposer ses exigences, parce qu'elle était entraînée dans la guerre de Crimée. Une fois la guerre terminée, elle reprit sa méthode traditionnelle du gun-policy envers la Chine.

Le 8 octobre 1856, une lortcha (bâtiment à coque européenne, mais à mâture et voiles chinoises), battant pavillon anglais, fut arrêtée sur la rive droite de Canton, par des officiers chinois, qui saisirent douze marins sur quatorze chinois, les accusant d'avoir commis un acte de piraterie contre un navire marchand, le 6 septembre, à San-Tchéou-Tang, dans l'île de San-Tchouen.

L'Angleterre prétendait que la Chine avait violé le traité supplémentaire dont l'article 9 stipulait que tout malfaiteur chinois réfugié à bord d'un navire anglais serait réclamé par l'intermédiaire des autorités britanniques.

Or, « l'Arrow » avait été saisie directement par les autorités chinoises sans l'intervention des autorités britanniques. Le consul d'Angleterre envoya à M. Yé, Gouverneur général de Canton, un ultimatum conçu en ces termes : « Si dans les 48 heures il n'a pas été fait droit à ma réclamation, d'accord avec les autorités navales, je prendrai telles mesures nécessaires afin d'obtenir réparation ».

Le propriétaire de la lortcha était chinois. Elle avait été enregistrée à Hongkong comme un bateau anglais, mais sa licence était expirée depuis le 27 septembre, soit une dizaine de jours avant cet incident.

Comme les autorités chinoises ne pouvaient accepter la réclamation

de l'Angleterre ; les forces anglaises ouvrirent les hostilités. Le 23 octobre, l'amiral Seymour s'empare des quatre forts de la Barrière, le 24 les opérations continuent et, le 27, le feu est ouvert sur le Yamen du Commissaire Impérial ; tandis que des obus sont lancés sur les troupes chinoises campées sur les hauteurs derrière la cité ; le 28 et 29 le bombardement de la ville recommence. M. Yé lance proclamation sur proclamation, mais la lutte se poursuit. La rue des Treize Factoreries et plus de mille boutiques chinoises furent détruites.

Après avoir si bien manifesté leur puissance destructive, les Anglais se trouvèrent obligés de suspendre les hostilités. La raison en était que leurs effectifs étaient épuisés et qu'ils devaient attendre des renforts et des munitions de la Métropole. D'autre part, ils redoutaient un conflit avec d'autres puissances, qui possédaient également en Chine des intérêts considérables. Les Anglais avaient ouvert les hostilités, sans consulter aucune autre puissance ; mais, par tous les moyens, l'Angleterre cherchait à les entraîner dans la lutte avec elle, en vue d'une action commune en Chine. Le Dr Parker, envoyé spécial des Etats-Unis, répondit à la Grande-Bretagne, le 17 novembre 1856 « qu'il n'avait pas le droit de déclarer la guerre à la Chine, sans avoir obtenu l'assentiment du Congrès de Washington ». Quant à la France, qui suivait en Europe une politique commune avec l'Angleterre, elle se trouva inévitablement entraînée dans les desseins des Anglais contre la Chine. L'assassinat du Missionnaire Chapdelaine, au Kouang-Si, le 29 février 1856, sur lequel les autorités chinoises avaient ouvert une enquête, servit de prétexte aux Français, pour déclarer la guerre à la Chine.

L'attaque de Canton par les troupes franco-anglaises commença le lundi matin du 28 décembre 1857 : le 29, à deux heures de l'après-midi, tout était fini. Canton était aux mains des Alliés, qui firent leur entrée dans la ville, le 5 janvier, et se livrèrent au pillage des archives et de la trésorerie. Après avoir occupé Canton comme gage deux Etats alliés, la France et l'Angleterre, et deux Etats neutres, les Etats-Unis et la Russie, adressèrent, simultanément, au premier Ministre de Chine, M. Yu-Tscheng, quatre notes, qui réclamaient des concessions dans l'intérêt général de la communauté occidentale, et dans lesquelles

chacune des puissances envisagea aussi ses intérêts particuliers.

Dans la note anglaise, un point essentiel est à relever : « la demande de l'installation permanente d'un Ministre à Pékin ». Les autres puissances se contentaient de l'admission de leurs ministres à la Cour quand il y aurait des divergences de vues. D'après M. Cordier, ce fut la cause de la guerre de 1860 : « pour s'être montré trop exigeant du premier coup et avoir voulu remporter un succès trop complet et trop rapide, les Anglais compromirent l'avenir de leurs pénibles négociations ». Cet article, relatif à la résidence permanente des agents étrangers à Pékin, suffisait, à lui seul, à rendre le traité inacceptable à l'orgueil de l'Empereur Mandchou.

Dans la note amérïcaine, M. Reed, au nom des Etats-Unis, exprimait le vœu de voir garantir à la Chine son intégrité territoriale, mais, en revanche, il souhaitait que celle-ci adoptât la politique de la « porte ouverte ». Cette politique des Etats-Unis, vis-à-vis de la Chine, qui s'est affirmée, dès le milieu du xix^e siècle, s'est continuée, jusqu'à présent, sans aucune modification. Malgré la médiation de la Russie et de grandes concessions de la part de la Chine, les deux ambassadeurs, le baron Gros et lord Elgin, décidèrent de faire occuper les forts de Ta-Kou par les forces alliées, préalablement à l'ouverture des négociations avec la Chine, à Tien-Tsin. Sans déclaration de guerre, le 20 mai, les canonnières anglaises et françaises entrèrent en action et, après avoir échangé un feu violent avec la garnison chinoise, les forces alliées occupèrent les forts. Le 31 mai, les quatre plénipotentiaires alliés arrivèrent à Tien-Tsin pour y attendre l'ouverture des négociations, tandis que cinq mille hommes de troupes alliées occupaient la ville. Les deux commissaires impériaux envoyés par le gouvernement chinois n'arrivèrent à Tien-Tsin que le 3 juin 1858.

Le premier traité fut signé, avec la Russie, le 13 juin. Il contenait 12 articles. Dans l'art. 2, les deux gouvernements russe et chinois s'engageaient à communiquer entre eux, non plus, comme autrefois, par l'intermédiaire du Grand Conseil et du Li-Fan-Yuen, bureau des affaires relatives aux pays tributaires, sorte de ministère des colonies, mais par l'intermédiaire du Ministre des Affaires Etrangères russe, et du premier membre du Conseil Suprême de l'Empire, et sur une base de

parfaite égalité. L'article 3 spécifiait que le commerce entre la Russie et la Chine pourrait s'effectuer désormais, non seulement par voie de terre, dans les anciennes localités limitrophes, mais aussi par voie maritime. Par l'art. 5, le gouvernement russe obtenait le droit de nommer des consuls, dans certains ports, s'il le jugeait à propos. Il pouvait y envoyer aussi des bâtiments de guerre, pour veiller au maintien de l'ordre, défendre les sujets russes séjournant dans les ports ouverts et sauvegarder l'autorité des consuls. Dans l'art. 7, aucune affaire entre sujets russes et chinois, dans les ports ouverts au commerce, ne pourrait être instruite et jugée par le gouvernement chinois, autrement que de concert avec le consul de Russie ou, avec la personne représentant l'autorité du gouvernement russe dans ces localités. Les sujets russes, accusés d'un délit ou d'un crime quelconque, seront jugés d'après les lois russes. Dans l'art. 12, tous les droits et privilèges politiques commerciaux et autres, qui pourraient être acquis à l'avenir en Chine, par les Etats les plus favorisés, seront par le fait même étendus à la Russie, sans qu'il y ait lieu pour elle d'entamer de nouvelles négociations à ce sujet.

La Russie jouait un double rôle, à ce moment. D'un côté, elle accordait, son appui moral aux Alliés, sans avoir participé à l'action militaire ; de l'autre, elle prétendait manifester son amitié vis-à-vis de la Chine, en servant de médiateur, dans l'espoir d'arracher plus d'avantages que l'Angleterre et la France. Préalablement au traité de Tien-Tsin du 16 mai 1858, la Russie avait déjà signé, à Aïgoun, un traité réglant la question des frontières. Ce traité contenait 3 articles. L'article 1, accordait à la Russie, sans aucune compensation, un immense territoire, sur la rive gauche du fleuve Amour.

Le traité de Tien-Tsin est le premier traité qui règle la situation de la Russie, en Chine, à l'instar de celle des autres puissances. On peut dire, que le traité signé par le comte Poutiatine, place la Russie, en Chine, au niveau des autres grandes puissances et que, à ce point de vue, il constitue la base des relations modernes entre la Russie, en tant que grande puissance, et la Chine, en tant que pays riche forcé — bien à contre-cœur — de se conformer à un devoir de solidarité internationale en partageant ses richesses avec les autres puissances.

Ce passage extrait des « Relations conventionnelles entre la Russie et la Chine », du Docteur Hoo-Chi-Tsai, explique clairement l'état des relations entre la Russie et la Chine avant la Révolution russe de 1917.

L'attitude des Etats-Unis était comparativement plus modérée, bien qu'ils n'étaient pas indifférents à la recherche de quelques avantages, en profitant de la situation difficile de la Chine. Le 18 juin, un traité fut signé, à Tien-Tsin, par Kouei-Liang pour la Chine, et William B. Reed pour les Etats-Unis. Il comportait 30 articles. D'après l'article 5, le Ministre des Etats-Unis avait le droit de se rendre et de séjourner à Pékin, toutes les fois qu'il le jugerait nécessaire, mais il ne se rendrait dans la capitale chinoise, qu'une fois par an, avec une suite de vingt personnes, à la condition expresse d'annoncer sa visite par l'entremise du Bureau des Rites. De plus, il traiterait les affaires, dans le plus court délai, et ne pourrait, sous aucun prétexte, prolonger inutilement son séjour dans la capitale.

L'article 6 garantissait aux Etats-Unis, « que si la Chine permettait au représentant d'une autre nation, de résider à Pékin, pour une période de temps plus ou moins longue, le Ministre américain jouirait, automatiquement, du même privilège, sans que cela nécessitât de nouvelles négociations ou une autorisation spéciale ».

Suivant l'article 2, les sujets chinois coupables de crimes vis-à-vis des citoyens américains, devront être jugés par les autorités chinoises, d'après la loi chinoise. Les sujets américains, qui, sur terre ou sur mer, porteront atteinte à la propriété ou à la personne des sujets chinois, devront être punis par le consul ou les fonctionnaires, autorisés par le gouvernement américain et d'après les lois des Etats-Unis. Les autorités des deux pays auront également compétence pour procéder à leur arrestation.

L'article 30, accorde aux Etats-Unis, en Chine, le privilège de la clause de la nation la plus favorisée. De plus, les Etats-Unis ont conclu avec le gouvernement chinois huit articles additionnels au traité de Tien-Tsin le 28 juillet 1868.

D'après l'article 7 relatif à la collaboration intellectuelle entre les deux nations, les citoyens américains jouiront en Chine des privilèges de la nation la plus favorisée dans les Instituts officiels, et auront le

droit d'établir des écoles dans les villes où les étrangers sont autorisés à résider d'après les traités, et ceci réciproquement pour tous les sujets chinois résidant aux Etats-Unis.

Les négociations entre les délégués Français et Chinois eurent lieu du 15 au 23 juin. Un accord fut conclu, mais le traité ne fut signé que le 27 du même mois, parce que la France se refusait à signer le traité, avant la conclusion de l'accord entre la Chine et l'Angleterre. Les négociations entre les Anglais et les Chinois furent plus pénibles et l'accord ne fut conclu qu'avec difficulté, en raison des prétentions exagérées des Anglais. Lord Elgin insistait pour obtenir le droit d'établir une légation permanente à Pékin, et la liberté de commerce directement dans l'intérieur de l'Empire Chinois. Finalement, la Chine se résigna à céder devant la menace d'une reprise des hostilités, et le traité fut signé, le 26 juin, par Kouei-Liang, Commissaire Impérial pour la Chine, et lord Elgin pour la Grande-Bretagne. Il se composait de 46 articles et, par l'article 3, la Grande-Bretagne obtenait, pour son ministre, le droit de résidence à Pékin.

Le traité avec la France comprenait 42 articles, et, par l'article 2, la Chine permettait aux agents diplomatiques Français de se rendre éventuellement à Pékin, lorsque des affaires importantes les y appelleraient. Au cas où une puissance quelconque obtiendrait, pour ses agents diplomatiques, le droit de résider définitivement à Pékin, la France jouirait immédiatement du même privilège. Cette clause était identique à l'article 6 du traité avec les Etats Unis.

L'article 13 stipulait que la religion chrétienne, ayant pour objet essentiel de porter les hommes à la vertu, les membres de toutes les communautés chrétiennes jouiront d'une entière sécurité, pour leurs personnes, leurs propriétés et le libre exercice de leurs pratiques religieuses, qu'une protection efficace sera donnée aux missionnaires qui se rendront pacifiquement dans l'intérieur du pays, munis de passeports réguliers. Aucune entrave ne sera apportée par les autorités de l'Empire Chinois au droit reconnu en Chine, à tout individu, d'embrasser, s'il le désire, le Christianisme, et d'en suivre les pratiques, sans être passible d'aucune peine infligée pour ce fait.

L'article 8 des traités russe et anglais et l'article 29 du traité américain contenaient une clause analogue.

Dans le traité de Whampoa, l'article 22 avait déjà spécifié que la propagation du Christianisme était tolérée à l'intérieur de l'Empire Chinois. Cette clause avait une grande importance, aussi bien pour les affaires extérieures de la Chine que pour les affaires intérieures.

Les négociations de Tien Tsin aboutirent à la conclusion de quatre traités et, de ce fait, toutes les questions pendantes se trouvèrent résolues. Il ne s'agissait plus que d'obtenir un délai d'un an pour échanger les ratifications des parties contractantes. Mais, dans l'intervalle, des changements de ministres provoquèrent de nouveaux incidents entre la Chine et les pays étrangers. M. Bruce remplaça lord Elgin, comme envoyé extraordinaire en Chine le 1^{er} mars 1859, et M. de Bourboulon fut nommé Ministre de France par son gouvernement. M. Bruce était un homme plus ambitieux et plus exigeant que son prédécesseur, il avait du reste reçu de son gouvernement des nouvelles instructions pour revendiquer le privilège que lord Elgin avait abandonné. Lorsque M. Bruce arriva à Changhaï, le 6 juin 1859, avec le Ministre de France, M. Kouei-Liang, Commissaire Impérial et Gouverneur Général des deux Kiangs, qui prévoyait les conséquences funestes du voyage des Ministres dans le Nord, les supplia de rester quelques jours à Changhaï, pour procéder à l'échange des ratifications et liquider les questions laissées en suspens par lord Elgin. Mais, pour ne pas retarder son voyage vers le Nord, M. Bruce se refusa même à une entrevue avec le Commissaire Impérial. Le 17 juin, l'amiral Hope, avec toutes ses forces navales, arrivait à l'embouchure de Pei-Ho, les opérations militaires avaient été préparées, en secret, il n'y avait plus qu'à attendre l'arrivée des deux Ministres pour rompre les relations diplomatiques et rouvrir les hostilités. Lorsque les Ministres arrivèrent à l'embouchure du Pei-Ho, M. Bruce décida de se rendre précipitamment à Pékin avec l'appui des forces britanniques, pour franchir la route de Ta-Kou à Tien-Tsin et, sans attendre l'arrivée des Commissaires chinois, qui étaient en route. Mais M. de Bourboulon était moins belliqueux, il estimait que toutes les questions pendantes pouvaient être réglées par la voie diplomatique,

et que l'échange des ratifications ne rencontrerait, de cette manière, aucune difficulté.

Depuis la guerre de 1858, la défense des forts de Tan-Kou avait été mise en état et la route de Ta-Kou à Pékin était solidement barrée. (Cette préparation défensive ne pouvait pas être interprétée comme une menace pour les Alliés). La Chine n'avait pas eu l'intention de barrer spécialement la route pour empêcher l'entrée des Ministres étrangers à Pékin. A Changhaï, son représentant, M. Kouein-Ling, après leur avoir souhaité la bienvenue, avait désigné aux diplomates la route de Pé-Tang à Pékin, par laquelle ils pourraient être conduits avec toute la courtoisie et toute la sécurité désirables. Malgré tout, les Ministres étrangers ne suivirent pas les conseils du gouvernement Chinois et de ses Commissaires. L'entêtement de M. Bruce ne pouvait s'expliquer que par l'intention de provoquer une nouvelle guerre avec la Chine, afin de pouvoir satisfaire ses exigences exagérées. En dépit de la situation tendue, la Chine avait usé de tous les moyens en son pouvoir pour éviter un conflit armé, mais dès l'arrivée des Ministres Alliés, l'amiral Hope somma la Chine de leur ouvrir la route, sinon ce serait la guerre dans un délai de trois jours. Le 26 juin, à 2 heures et demie, l'amiral Hope donnait le signal de l'attaque et ouvrait le feu sur les forts de Ta-Kou. La canonnade dura jusqu'à 6 heures sans interruption. Les forts avaient répondu avec vigueur à l'attaque des Alliés. Les pertes subies par les Anglais et les Français s'élevaient à 432 hommes tués ou blessés et, pour éviter un plus grave échec, il ne restait plus aux Alliés qu'à battre en retraite. M. Cordier écrit à ce propos : « il faut bien reconnaître que les Anglais s'étaient montrés très imprudents et trop pressés, rien ne stipulait qu'ils dussent prendre la route de Ta-Kou plutôt que celle de Pé-Tang pour se rendre à Pékin ; il y eut de la part de M. Bruce un véritable entêtement causé peut-être par les instructions de lord Malweshury (Ministre des Affaires étrangères de l'Angleterre), qui a sa part de responsabilité dans les affaires de juin 1859. »

Malgré ses succès militaires, la Chine employa tous les moyens de conciliation avec les Alliés, mais les gouvernements de Londres et de Paris décidèrent, à tout prix, de venger leur défaite de Ta-Kou. Le 13 novembre 1859, le général de division Cousin-Montauban était

nommé Commandant en chef des forces Françaises de terre et de mer : les Anglais désignèrent le Major Général sir Hope Grant, comme commandant de leurs troupes. Le 14 avril 1860, les Alliés recommençaient la guerre avec la Chine. Ils prirent d'abord Chousan et, le 21 et 22 août, détruisirent les forts de Ta-Kou, après un combat violent avec la garnison chinoise. Après la prise de Ta-Kou par l'armée Alliée, la Chine demanda aux Alliés, à plusieurs reprises, la cessation des hostilités et l'ouverture de nouvelles négociations, mais l'accord, sur ce point, fut difficile, en raison des exigences vraiment exagérées des Alliés.

Le Ministre des Etats-Unis, M. Ward, qui avait offert sa médiation aux belligérants, en invitant les Ambassadeurs d'Angleterre et de France à se rendre à Pékin, comme lui-même y était allé, renonça à son rôle de médiateur, devant les exigences des Alliés, et quitta Tien-Tsin pour Changhaï. Au lieu d'arrêter les hostilités, lord Elgin demanda au commandant en chef d'user de mesures plus rigoureuses pour gagner Tien-Tsin. Le 23, les amiraux alliés remontèrent le Pei-Ho et s'emparèrent de Tien-Tsin, sans coup férir. Le 3 octobre 1860, les Alliés, qui avaient reçu des renforts, se mirent en marche vers Pékin, avec chacun quatre mille hommes. Le 12 octobre, ils lancèrent une proclamation aux habitants de la capitale, prévenant ceux-ci que, si la paix n'était pas signée le lendemain, à midi, la ville serait attaquée. Terrorisés par cette proclamation, les habitants se décidèrent à céder et, le 13, à midi, Ngan Ting Men (la porte du sud), était ouverte. Dès le 6, les soldats alliés occupaient déjà le Palais d'été, situé aux environs de Pékin, et se mirent à piller tout ce qu'il y avait de précieux. Les Alliés regrettèrent de n'avoir pu emporter qu'une minime partie de ces richesses, entassées dans deux cents voitures ! Après le pillage, le Palais d'été, une des merveilles du monde (contenant entre autres des collections complètes et uniques de livres chinois), fut brûlé sur l'ordre de lord Elgin, malgré l'opposition de son collègue, le baron Gros. Comme nous l'avons déjà dit, la Russie jouait toujours double jeu, son Ministre, Ignatiev, ayant suivi l'avance des Alliés, avait pénétré dans la capitale, avec le désir d'intervenir. D'un côté, il donnait aux Chinois des conseils de prudence, leur persuadant de signer la paix, afin d'éviter la chute de la dynastie : d'autre part, il réclamait et obtenait, à titre de

rémunération, des avantages précieux du gouvernement chinois.

Les négociations furent entamées entre la Chine d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre, sous forme de correspondance. Le 16 octobre, lord Elgin adressa un ultimatum au Prince Kong, qui était alors le seul maître à Pékin — l'Empereur s'étant déjà enfui à Jéhol — et lui accorda un délai de 48 heures, pour y répondre. Dans sa note, il prétendait que les Anglais avaient le droit absolu, non seulement de piller le Palais d'été, mais encore de le raser complètement, parce que la marche des Alliés avait été justifiée par le refus du gouvernement chinois d'accéder aux conditions posées par eux.

La France et la Russie ne voulaient pas renverser la dynastie Mandchoue. Le baron Gros conseillait à lord Elgin de modérer ses exigences, pendant que le général Ignatiev persuadait au Prince Kong de céder.

Le 20, le gouvernement chinois cédait donc sur tous les points. Le 24, après l'échange de leurs pleins pouvoirs, eut lieu, au Ministère des Rites, à Pékin, entre le prince Kong et lord Elgin, la signature de la convention anglaise, suivie de l'échange des ratifications du traité de 1858. La convention comprenait 9 articles, dont voici les principaux :

Art. 3, la Chine paye 8.000.000 de taëls aux Anglais comme indemnité ;

Art. 5, la Chine autorise l'émigration ;

Art. 6, la Chine cède à l'Angleterre une partie de Kowloon (Kiou-Long), en face de Hong-Kong, dans l'Est du Koangtong ;

Art. 7, la Chine confirme les obligations du traité de 1858, à l'exception de clauses modifiées par la présente convention.

Le 25, la convention française fut signée par le baron Gros et le prince Koung. Cette convention comprenait 10 articles, un de plus que la convention anglaise. L'art. 3 confirme l'exécution des clauses du traité de 1858, sauf, bien entendu, les modifications que peut y apporter la présente convention. Cet article était analogue à l'art. 7 de la convention anglaise. L'art. 4 stipulait que l'art. 4 du traité secret de Tien-Tsin, par lequel Sa Majesté l'Empereur de Chine s'engage à faire payer au gouvernement une indemnité de deux millions de taëls, est annulé et remplacé par le présent article, qui élève, à la somme de huit millions de taëls, le montant de cette indemnité.

L'article 6 stipulait que les établissements religieux et de bienfaisance, qui avaient été confisqués aux Chrétiens, pendant les persécutions, seraient rendus à leurs propriétaires.

L'article 9 concernait le droit d'émigration.

Pour récompenser le général Ignatiev de sa médiation au cours des négociations de la paix, un traité additionnel au traité de Tien-Tsin fut signé le 14 novembre 1860 à Pékin, entre la Chine et la Russie. Par ce traité les territoires situés entre l'Oussouri et la mer, suivant le traité d'Aïgoun, qui devaient être possédés en commun par la Chine et la Russie, appartiendraient désormais uniquement à cette dernière. La plupart des articles se rapportaient à des questions de frontières ou de commerce terrestre entre les deux pays. Le traité de Pékin marque la délimitation définitive de la frontière sino-russe, délimitation prévue, mais non opérée, par le traité de Tien-Tsin. Ce traité est appelé officiellement « traité additionnel de Pékin », parce qu'il complète en quelque sorte le traité de Tien-Tsin. Les traités de Tien-Tsin, d'Aïgoun et de Pékin ont été la base des relations contemporaines de la Chine et de la Russie jusqu'à la Révolution russe de 1917.

Les Etats-Unis, par l'intermédiaire de leur Ministre M. Ward, avaient échangé les ratifications du traité de Tien-Tsin, en 1859, sans cependant réclamer un traité additionnel de Pékin, comme les trois autres puissances.

Depuis sa défaite de 1860, la Chine ne réussit plus à maintenir son isolement traditionnel et fut obligée d'entretenir des relations officielles avec les pays étrangers. Tous les autres Etats, grands ou petits, demandèrent la conclusion des traités d'amitié, de commerce et de navigation avec la Chine, sur le modèle des traités précédents.

La Chine signa des traités d'amitié et de commerce successivement : avec la Prusse, le 2 septembre 1861 ; avec le Danemark, le 13 juillet et les Pays-Bas, le 6 octobre 1863, avec l'Espagne, le 10 octobre 1864, la Belgique, le 2 novembre 1865, l'Italie, le 26 octobre 1926, le Pérou, le 26 juin 1874, l'Autriche-Hongrie, le 2 novembre 1869, le Brésil, le 3 octobre 1881, le Japon, le 29 juillet 1871. Le 13 août 1862, un traité avait été signé entre la Chine et le Portugal, mais il ne fut pas ratifié, parce que le texte chinois ne concordait pas avec le texte français : dans la

clause 2, relative à Macao, la Chine, considérant ce territoire comme faisant partie de la province du Kouang-Toung et le Portugal le regardant comme affranchi de son ancien vasselage ; ce ne fut que par le traité du 1^{er} décembre 1887 que la Chine reconnut la possession de Macao aux Portugais, sous engagement de la part de ces derniers de ne jamais le céder à une autre puissance, sans avoir reçu, au préalable, l'assentiment de la Chine. Tous ces traités sont calqués sur les traités français et anglais de Tien-Tsin, et leurs clauses sont encore actuellement en vigueur à l'exception de celle des traités avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Belgique et l'Espagne. L'œuvre diplomatique des traités de Tien-Tsin est donc la base des relations contemporaines entre la Chine en ses cocontractants. Mais il y a une autre catégorie de traités, conclus dans cette deuxième période, par lesquels la Chine perdit ses pays vassaux et accorda des avantages considérables aux puissances.

Le royaume des Iles Liou-Kiou était un des pays vassaux de la Chine, depuis 1371. Sous le règne du premier Empereur Chouen-Tché, de la dynastie Tsing, le prince des Liou-Kiou, renvoya le sceau que le premier Empereur avait octroyé aux îles, et en réclama un nouveau, ainsi qu'un renouvellement de l'investiture.

En 1662, l'Empereur Kan-Hi nomma San-Tsen, prince des Liou-Kiou, et lui donna une nouvelle investiture ; le monarque des Liou-Kiou devait envoyer tous les deux ans, à Pékin, le tribut dont il était redevable. Le Japon voulant mettre la main sur ces îles, prétendit qu'elles appartenaient à l'Empire du Soleil-Levant. En décembre 1871, une grande barque de pêche, originaire des îles Liou-Kiou, ayant fait naufrage sur la côte orientale de Formose, habitée à cette époque par des peuplades sauvages, tandis que quarante-quatre matelots étaient massacrés. Les autorités chinoises firent rapatrier les matelots survivants. A la faveur de cet incident, le Japon protesta auprès du gouvernement Chinois contre le massacre de soi-disant sujets japonais, par les sauvages de Formose. La Chine répondit que l'archipel des Liou-Kiou étant un des pays vassaux de la Chine, il était du devoir du gouvernement chinois d'assurer la protection des habitants de ce pays et que, par conséquent, le Japon n'avait pas à s'en mêler. En 1874 le

gouvernement Japonais envoya une expédition dans l'île de Formose, sous prétexte d'assurer la libre navigation de ses sujets. A son tour, le gouvernement Chinois expédia immédiatement des troupes, dans le Nord et l'Ouest de Formose, tout en protestant énergiquement auprès du gouvernement Japonais. Les relations devinrent très tendues ; mais, grâce aux bons offices de sir Wade, Ministre d'Angleterre, une convention fut signée le 31 octobre 1874.

Cette convention comprenait trois clauses.

1° L'expédition ayant été entreprise par le Japon dans le but humanitaire d'assurer la sécurité de ses propres sujets, la Chine n'a pas à blâmer cet agissement.

2° La Chine accordera une somme de 100.000 taëls commé compensation aux familles des naufragés japonais, qui ont été massacrés à Formose, et payera une somme de 400.000 taëls pour les routes et l'érection des bâtiments, que la Chine conservera pour son propre usage.

3° La Chine prendra les mesures nécessaires à la surveillance sérieuse des tribus sauvages de Formose, en vue d'assurer la sécurité de la navigation le long des côtes et d'empêcher toute nouvelle atrocité de leur part.

Le Japon voulait, non seulement, mettre la main sur les îles de Liou-Kiou, mais aussi, occuper l'île de Formose, qui possède de grandes richesses naturelles. Le premier but seulement fut atteint. D'après les clauses de l'article premier et de l'article 2 de la convention, la Chine renonçait à sa souveraineté sur les îles Liou-Kiou, et reconnaissait les habitants de ces îles comme Japonais. En 1879, le Japon changea le nom de cet archipel en celui de Aukilo-Kain et, prétextant qu'il faisait désormais partie de son Empire, le plaça sous l'autorité du ministère de l'Intérieur.

En 1875, le gouvernement de l'Inde envoya une mission en Chine, pour explorer le pays, en vue de développer les relations commerciales. Après avoir traversé plusieurs régions, sur la frontière Sud-Ouest de la Chine, elle arriva à Tang-Yué dans la province de Yun-Nan, et fut attaquée par une bande de brigands. Son interprète, M. Margary fut assassinée, avec quatre de ses domestiques chinois. Ce n'était qu'une

affaire locale et il semblait que les choses auraient dû s'arranger facilement entre le Tsoung-li-Yamen et la légation d'Angleterre à Pékin. Mais comme l'Angleterre cherchait toujours des prétextes, en vue d'exiger de nouvelles concessions du gouvernement chinois, elle ne pouvait laisser échapper cette occasion d'en faire son profit. Au cours des négociations, qui eurent lieu le 11 août, à Tien-Tsin, et dans le but d'obtenir des dommages pour l'attaque de la mission et l'assassinat de M. Margary, sir Wade, Ministre d'Angleterre, s'écarta de la question, en demandant l'ouverture de nouveaux ports au commerce, et l'extention du droit consulaire. Afin de maintenir les bonnes relations entre les deux pays, la Chine accepta toutes les demandes anglaises. Une convention fut signée, le 13 septembre 1876, à Tché-Fou, par Li Houn-Tchang, pour la Chine, et sir Wade, pour l'Angleterre. Cette convention comprenait les trois stipulations suivantes :

1° La Chine accorde une indemnité de 200.000 taëls et enverra, en Angleterre, une mission spéciale, pour porter un message impérial exprimant des regrets au sujet de l'incident au Yun-Nan ;

2° Dans les cas de litiges mixtes, les contestations seront jugées dorénavant par le représentant de la nationalité du défendeur, le représentant de la nationalité du plaignant pourra y assister pour surveiller la procédure. Si ce magistrat ou consul n'est pas satisfait de la procédure, il a le droit de protester. Quand un crime quelconque, relatif à la personne ou à la propriété d'un sujet anglais, a lieu dans l'intérieur de la Chine, le Ministre d'Angleterre a le droit d'envoyer des délégués sur place pour participer à l'enquête ;

3° Le « likin » sera perçu dans les ports ouverts, sauf dans les concessions étrangères, et le gouvernement chinois promet d'ouvrir les ports de Y-Tchang, Wou-Hou, Wenntchéou et Pé-Hai au commerce étranger. De plus, les navires à vapeur seront autorisés à faire escale, pour débarquer ou embarquer des passagers ou des marchandises, en certains points, sur le Yang-Tsé-Kiang, par exemple : Ta-Toung, An-King, Han-Kéou. Wou-Sué, Lou-chi-Kéan et Cha-Chih. La Chine paya donc très cher l'assassinat d'un interprète par des brigands, et l'Angleterre en obtint des concessions considérables. La section 3 de la convention

porte spécialement une grave atteinte à la souveraineté juridique de la Chine.

Depuis les défaites de 1858 et 1860, la dynastie Tsing avait perdu tout prestige et les souverains mandchous ne pouvaient plus rétablir l'ordre et maintenir la sécurité dans leur empire. La rébellion de Tai-Ping n'était pas même encore calmée que les Musulmans se révoltaient dans le Nord-Ouest, et la Russie, profitant des troubles intérieurs de la Chine, envoya des troupes qui occupèrent Ili, le Tien-Chan-Pé-Lou, le 4 juillet 1871.

Lorsque la Chine eut réprimé la révolte des Musulmans, elle envoya, à deux reprises, son Ministre plénipotentiaire en Russie, pour négocier la restitution d'Ili, territoire chinois. Après des négociations laborieuses, un traité fut signé le 24 février 1881, à Saint-Pétersbourg, par le marquis Tseng, pour la Chine, et M. de Giers, pour la Russie ; les ratifications furent échangées le 19 août de la même année.

Le traité comprenait 20 articles. D'après l'art. 1^{er}, la Russie consent au rétablissement de l'autorité chinoise dans le pays d'Ili, temporairement occupé par les armées russes, depuis 1871. La Russie reste en possession de la partie occidentale de ce pays. L'art. 6 stipule que la Chine payera au gouvernement russe la somme de neuf millions de roubles métalliques, destinée à couvrir les frais des troupes russes et les pertes des biens des sujets russes, sur le territoire chinois. L'art. 10 dit que le droit reconnu au gouvernement russe, par les présents traités, de nommer des consuls à Ili, à Tarbagataï, à Kachgar et à Ourga est étendu, dès à présent, aux villes de Sou-Tchéou et de Tourfan. Dans les villes suivantes : Kobdo, Ouliassoutai, Khami, Ouroumtsi et Goutchen, le gouvernement russe établira des consulats au fur et à mesure du développement de son commerce, et après entente avec le gouvernement chinois. Dans l'art. 11 il stipule que, dans les litiges commerciaux, les deux parties pourront régler leurs différends à l'amiable, au moyen d'arbitres désignés de part et d'autre. Si l'entente ne peut se faire par ce moyen, l'affaire sera examinée et réglée par les autorités des deux Etats. L'art. 12 déclare que les sujets russes sont autorisés à faire du commerce, en franchise de droits, dans la Mongolie soumise à la Chine. Les sujets russes jouiront également de la faculté de faire le

commerce, en franchise de droits, dans les villes et autres localités des provinces d'Ili, de Tarbagataï, de Kachgar, d'Oroumtsi et autres, situées sur les versants Nord et Sud de la chaîne du Tien-Chan, jusqu'à la Grande Muraille. Cette immunité sera abrogée, lorsque le développement du commerce nécessitera l'établissement d'un tarif douanier, conformément à une entente à intervenir entre les deux gouvernements.

Par le traité de Saint-Petersbourg, la Russie restitua une grande partie des territoires occupés par elle à la Chine, mais non pas à titre gratuit, vu que le gouvernement chinois dut lui verser une forte indemnité, et lui accorder de grands avantages commerciaux sur son territoire.

Le traité de Tché-Fou inaugura une nouvelle phase dans l'histoire diplomatique de la Chine, car les traités qui interviendront désormais auront principalement un caractère politique. — « La question (chinoise) change de forme », écrit M. de Lapradelle, « de commerciale elle devient territoriale, d'économique elle devient politique ». — Nous verrons comment les puissances vont s'emparer des pays vassaux de la Chine et dévoiler ainsi leurs ambitions territoriales.

Le royaume d'Annam était, depuis très longtemps, un des pays vassaux de la Chine. Lorsque la France perdit sa base coloniale des Indes, elle essaya de s'emparer de l'Annam. Le 15 mars 1874, un traité avec l'Annam fut signé à Saïgon par l'amiral Krantz. L'article 2 de ce traité stipulait que la France, reconnaissant la souveraineté de l'empereur d'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère, quelle qu'elle soit, lui promet aide et assistance et s'engage à lui accorder, sur sa demande et gratuitement, l'appui nécessaire, pour maintenir, dans ses états, l'ordre et la tranquillité, se défendre contre toute attaque et supprimer la piraterie. L'article 3 porte que l'Annam s'engage à conformer sa politique extérieure à celle de la France, et à ne rien changer à ses relations diplomatiques actuelles. Ce traité tendait non seulement à méconnaître la suzeraineté de la Chine sur l'Annam, mais aussi placer ce pays sous le protectorat de la France. Le marquis Tseng, alors Ministre de Chine, en France, protesta auprès du gouvernement français, à Paris, contre la violation du droit

de suzeraineté de la Chine sur l'Annam, mais le Ministre des Affaires étrangères, M. de Freycinet, lui répondit « que le gouvernement de la République, soucieux de faire respecter un acte qu'il a signé, avait donné aux autorités coloniales en Cochinchine, l'ordre d'assurer l'exécution du traité conclu entre la France et l'Empire annamite, en 1874. » Les hostilités ne tardèrent pas à éclater entre les deux pays. Au cours de la guerre même, les négociations de paix se poursuivirent entre M. Billet, directeur politique au Ministère des Affaires étrangères, à Paris, et M. Campbell (anglais), en qualité de délégué de la Chine, avec pleins pouvoirs.

Le traité du 9 juin 1885, signé à Tien-Tsin, par Li Houng-Tchang et M. Patenôtre, Ministre de France, marqua la fin des hostilités entre les deux pays.

Malgré que la Chine parût avoir remporté une victoire sur le champ de bataille, le traité de paix lui fut nettement défavorable, par suite de sa mauvaise diplomatie.

L'article 2 de ce traité stipule que la Chine, décidée à ne rien faire qui puisse compromettre l'œuvre de pacification entreprise par la France, s'engage à respecter, dans le présent et dans l'avenir, les traités, conventions et arrangements directement intervenus ou à intervenir entre la France et l'Annam. Par cette clause, la Chine renonçait à sa suzeraineté et reconnaissait le protectorat absolu de la France sur l'Annam.

Dans l'article 6, il est prévu qu'un règlement spécial annexé au présent traité précisera les conditions dans lesquelles s'effectuera le commerce par terre entre le Tonkin et les provinces chinoises du Yun-Nan, du Kouang-Si et du Kouang-Tong. Ce règlement sera élaboré dans un délai de trois mois après la signature du présent traité.

L'article 7, dit « qu'au cas où la Chine déciderait de construire des voies ferrées, il est entendu qu'elle devra s'adresser à l'industrie française et que le gouvernement de la République lui donnera toutes les facilités pour se procurer, en France, le personnel dont elle aura besoin. Cette clause contenait le germe des sphères d'influence que les puissances se préparaient à acquérir dans le premier tiers du xx^e siècle.

A la suite de ce traité, une convention fut signée, le 25 avril 1886,

à Tien-Tsin, par Li Houng-Tchang et M. Cogordan. L'article 2 stipulait que la Chine pourra nommer des consuls à Hanoï et à Haï-Phong. Des consuls chinois pourront aussi être envoyés plus tard dans d'autres grandes villes du Tonkin, après entente avec le gouvernement français. Dans l'article 6, la douane percevra le droit du tarif général de la douane maritime chinoise, diminué d'un cinquième sur les marchandises importées dans les localités ouvertes au commerce, à la frontière de Chine, par les négociants français et les protégés français. Les articles non prévus au tarif resteront passibles du droit de 5 % *ad valorem*. Dans l'article 7, une diminution d'un tiers sur le droit d'exportation du tarif général sera consentie sur les marchandises exportées de la Chine au Tonkin. Les articles non dénommés au tarif resteront passibles du droit de 5 % *ad valorem*. Les avantages donnés à la France par les deux précédents traités furent augmentés encore par une convention additionnelle au traité de commerce en 1886 et qui fut signée le 26 juin 1887. L'article 2 accordait l'ouverture au commerce des villes de Longtchéou, dans le Kouang-Si, et de Mongtseu, au Yun-Nan, ainsi que Manhao, qui se trouve sur la route fluviale de Laokaï à Mongtseu. Un avantage très sérieux était accordé à la France dans l'article 6, aux termes duquel les bateaux français et annamites pourraient circuler de Langson à Cao-Bang et réciproquement, en passant par les rivières de Song-Ki et de Cao-Bang, qui relient Langson à Longtchéou et Langchéou à Cao-Bang. On sait que la route directe de Langson à Cao-Bang est impraticable et que les communications ne peuvent se faire que par territoire chinois. L'article 3 modifiait les articles 6 et 7 du traité du 25 avril 1886 : les marchandises importées en Chine auraient à acquitter le droit du tarif général de la douane maritime, diminué des trois dixièmes, et les marchandises exportées au Tonkin payeraient le droit d'exportation du dit tarif général, diminué des quatre dixièmes. L'article 7 stipule que la France jouira de plein droit, et sans qu'il soit besoin de négociations préalables, de tous les privilèges et immunités, de quelque nature qu'ils soient, et de tous les avantages commerciaux qui pourraient être accordés par la suite à la nation la plus favorisée, par des traités et conventions ayant pour objet le règlement des rapports politiques et commerciaux entre la

Chine et les pays situés au Sud et au Sud-Ouest de l'Empire Chinois.

Mais cette clause resta lettre morte. Le 3 mai 1887, la Chine acceptait la proposition française d'ajourner la nomination des consuls au Tonkin jusqu'au jour où les deux gouvernements estimeraient que les circonstances permettraient de les établir. Le gouvernement Mandchou était tout à fait ignorant et ses fonctionnaires incapables. Une affaire aussi importante que celle de négocier avec la France fut confiée à un agent étranger, M. Compbell. Li-Hong-Tchang se croyait lui-même un bon diplomate, mais il ne servit que trop souvent, inconsciemment, les intérêts des pays étrangers, au détriment de ceux de la Chine.

Du moment où la France avait réussi à mettre l'Empire annamite sous son protectorat, elle aurait pu regagner l'Inde par la Birmanie. L'Angleterre, redoutant beaucoup cette éventualité, décida de prendre elle-même la Birmanie, vassale de la Chine depuis la dynastie des Youen, au ^{xv}^e siècle. Le 13 novembre 1885, une compagnie commandée par le major-général sir Harry Prendergast, franchit la frontière Birmane de l'Inde et prit Mandalay : le Roi Hibau, fait prisonnier, fut envoyé à Calcutta. Le 1^{er} janvier 1886, lord Wufferin lança la proclamation suivante : « Par ordre de l'Impératrice Reine, il est donné notice, par la présente, que les territoires jadis gouvernés par le Roi Hibau, ne seront plus désormais gouvernés sous son autorité, mais sont devenus portion des territoires de Sa Majesté, administrés par les officiers que le Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde pourra nommer périodiquement ».

La Chine protesta auprès du gouvernement anglais contre l'occupation et l'annexion de la Birmanie, mais sans résultat. Le 24 juillet 1886, une convention relative au Roi Hibau et à la Birmanie fut signée à Pékin par le prince Ch'ing pour la Chine et O'Connor pour l'Angleterre. L'article 1^{er} stipule : L'Angleterre consent que les hautes autorités de Birmanie envoient, comme par le passé, des missions décennales en Chine pour apporter des tributs, mais les membres de ces missions seront de race birmane. Article 2 : La Chine admet que l'Angleterre a le droit de gouverner la Birmanie librement.

M. Pierre Guelet dit : « du moment que l'on sauvait la face, la Chine se déclarait satisfaite ». La Chine regardait les pays vassaux

comme des symboles de l'honneur national, mais elle ne voulait nullement en tirer des intérêts matériels. Il est digne de remarque que le gouvernement chinois n'était jamais intervenu dans les affaires intérieures de ses pays vassaux, et leur laissait une autonomie absolue.

La Chine aurait abandonné sans peine sa suzeraineté sur ses pays vassaux, si ces derniers avaient continué à lui donner satisfaction au point de vue de son honneur de suzerain, ce qui était le cas de la Birmanie.

Tous les privilèges des étrangers en Chine furent ainsi consolidés et consacrés par les traités de Tien-Tsin, dont les lacunes furent comblées par des traités successifs, le traité de Tché-Fou, par exemple. Les textes et les clauses des traités entre la Chine et les puissances ne sont pas les mêmes, mais ces différences n'existent pas pratiquement parce que tous les traités comportent la clause de la nation la plus favorisée. En d'autres termes, les ressortissants de toutes les nations étrangères contractantes jouissent en Chine des mêmes privilèges.

Pendant la première période, la politique suivie en Chine par les puissances était purement commerciale et économique, mais elle devint politique et territoriale vers la fin de la deuxième période. Les puissances commencèrent leur politique d'expansion territoriale en Chine en empiétant peu à peu sur les frontières : la Russie et le Japon dans le nord-ouest, la France et l'Angleterre dans le sud-ouest ; elles s'emparèrent d'abord des pays tributaires. Par différents traités, la Chine avait perdu les îles Liou-Kiou, l'Annam et la Birmanie, mais son territoire proprement national n'était pas menacé. La question du partage de la Chine ne se pose que dans la troisième période, et la rivalité des sphères d'influence entre les puissances y débute en même temps. La guerre sino-japonaise et le traité de Shimonoseki ouvrent la troisième période.

CHAPITRE III

TROISIEME PERIODE (1895-1915)

La guerre sino-japonaise de 1895 ouvre une nouvelle phase dans les relations entre la Chine et les Puissances.

Quelles étaient les relations entre l'Empire du Milieu et l'Empire du Soleil-Levant avant cette guerre ?

Avant Jésus-Christ, le Japon avait déjà adopté la civilisation chinoise, par l'intermédiaire de la Corée, et envoyé en Chine, sous la dynastie du Tang, des groupes d'étudiants auxquels le gouvernement chinois avait accordé l'hospitalité et toutes les facilités d'études. Le Japon garda, pendant plusieurs siècles, un grand respect pour la Chine. Mais sous le règne de l'empereur Meiji, le Japon se modernisa et, grâce à la tenacité de ses efforts, il fit des progrès rapides. Lorsque la Chine fut vaincue, dans la guerre de l'opium, en 1842 et, ensuite, dans les guerres de 1858 et 1860, contre l'alliance Franco-Anglaise, le Japon commença à mépriser son ancien maître. Les Japonais ont l'esprit guerrier et leurs vertus militaires sont très développées. Cet esprit, le « Bushido », s'est trouvé solidement fortifié par l'assimilation du militarisme et de l'impérialisme de l'Occident. Il abandonna le « Jen-Y » ou pacifisme de Confucius pour le fer du militarisme Bismarkien. Comme champ de son expansion, le Japon ne tarda pas à viser la Corée, pays qui était déjà vassal de la Chine avant Jésus-Christ. En Corée, il existait deux partis, l'un sympathique à la Chine, l'autre, aidé par le Japon, qui luttait, sans interruption, pour obtenir le pouvoir,

et cette rivalité était la cause de troubles intérieurs permanents. Pour éviter un conflit entre la Chine et le Japon, au sujet de la Corée, le gouvernement chinois chargea Li-Houng-Tchang de conclure un traité, avec le comte Ito, à Tien-Tsin, le 18 avril 1885. Ce traité comprenait trois articles. L'article 1^{er} stipule que, dans un délai de quatre mois, la Chine et le Japon retireront leurs troupes respectives de la Corée. L'article 2 porte que, désormais, ni la Chine ni le Japon ne devront envoyer de fonctionnaires pour l'instruction des troupes en Corée. L'article 3 déclare que, dans l'avenir, si des troubles graves viennent à se produire en Corée, et si le Japon et la Chine, ensemble ou séparément, désirent y envoyer des troupes, il y aura un avis officiel préalable et réciproque ; les affaires une fois réglées, le retrait des troupes devra s'opérer immédiatement. Par ce traité, la Chine céda au Japon une partie de sa suzeraineté sur la Corée et lui reconnut une influence égale dans ce pays.

En 1894, une rébellion éclata dans la province de Tjynaa-Té et les insurgés, nommés « Tang-Hak », s'emparèrent du chef-lieu, Tjyen-Tjou. Le gouvernement Coréen appela la Chine à son aide ; cette dernière répondit immédiatement à cet appel et débarqua des troupes à Ya-Chan. Fidèle aux conventions, avant d'entreprendre une expédition, la Chine chargea son Ministre à Tokio, de communiquer cette décision au gouvernement japonais. Celui-ci répondit qu'il enverrait également des troupes en Corée. Lorsque les Japonais arrivèrent en Corée, la rébellion était complètement réprimée. M. Yuan-Ché-Kaï, commissaire chinois pour les relations internationales, résidant en Corée, pria donc le Ministre Japonais de faire retirer les troupes nipponnes, en même temps que s'opérerait le retrait des troupes chinoises, mais les Japonais prétendirent que la gravité de la situation était telle qu'ils devaient envoyer des troupes pour garder leur légation à Séoul, droit qui, disaient-ils, leur était conféré par le traité. Le jeudi 28 juin 1894, Otori, Ministre du Japon à Séoul, fut reçu en audience par l'Empereur de Corée, auquel il remit un ultimatum demandant, qu'à l'avenir, son royaume agisse, comme un état indépendant, et non comme un pays vassal de la Chine, et que, dans ce cas, le Japon lui donnerait son appui moral et matériel.

Ce fut la guerre entre la Chine et le Japon. La Chine fut vaincue sur terre et sur mer. Le traité de Shimonoseki, signé le 17 avril 1895 par le comte Ito pour le Japon et Li-Houng-Tchang pour la Chine, termina le conflit. Les clauses les plus importantes du traité sont les suivantes :

La Chine reconnaît l'indépendance complète de la Corée et celle-ci à l'avenir ne devra présenter ni tribut, ni respect au gouvernement Chinois (article 1^{er}).

La Chine cède au Japon la portion sud de la province de Feng-Tien avec des Iles situées entre l'Est de la baie de Liao-Toung et le nord de la mer jaune, Formose en entier et le groupe des Iles Pescadores (article 2).

La Chine paye au Japon une indemnité de deux cents millions de taëls (article 4).

Les habitants des territoires cédés devront être considérés comme des sujets Japonais, et opter pour le Japon, après un délai de deux ans, pendant lequel ils sont libres de vendre leurs propriétés et de se retirer (article 5).

Un traité de commerce et de navigation devra être conclu entre les deux nations, et le Japon devra jouir des privilèges accordés à la nation la plus favorisée en Chine, au même titre que les pays européens. La Chine consent à ouvrir au commerce japonais, en plus des ports ouverts antérieurement, les villes de Cha-Ché, Tchoung-King, Sou-Tchéou et Hang-Tchéou. La Chine accorde aux bateaux japonais la liberté de navigation sur le Yang-Tsé de Ichang à Tchoung-King, sur la rivière de Wousoug et le canal de Changhaï à Hang-Tchéou.

Les sujets japonais ont le droit de créer toutes sortes d'industries manufacturières dans les villes et ports ouverts au commerce, et d'importer, des marchandises en payant seulement le droit du tarif général d'importation (art. 6).

Comme garantie d'exécution du traité, la Chine consent à l'occupation temporaire de Wei-Hai-Wei par les forces japonaises. Il est bien entendu que l'évacuation ne devra pas avoir lieu avant l'échange des ratifications du traité de commerce et de navigation (art. 8).

Il y avait en plus, en outre, des stipulations spéciales relatives à l'occupation temporaire de Wei-Hai-Wei.

Le Japon put arracher des avantages considérables dans le traité de commerce et de navigation signé à Pékin le 21 juillet 1896, parce qu'il occupait le territoire chinois de Wei-Hai-Wei comme garantie. Ce traité comprenait 29 articles, par lesquels les Japonais furent admis à jouir de privilèges tels que : l'exterritorialité, la clause de la nation la plus favorisée et la liberté d'installer des manufactures dans les ports ouverts au commerce.

Mais la Russie ne pouvait pas laisser le Japon occuper le Liao-Toung avec Port-Arthur, parce qu'il y avait un conflit d'intérêts entre les deux nations également ambitieuses et impérialistes. Elle amena l'intervention de la France et de l'Allemagne, dans cette question. Pour les trois puissances, la possession de la presqu'île du Liao-Toung par les Japonais, constituait une menace contre la capitale de la Chine, et pourrait rendre illusoire l'indépendance de la Corée ; elle serait, par conséquent, un obstacle perpétuel à toute pacification durable. Malgré l'orgueil de sa victoire, le Japon fut obligé d'accepter la proposition des trois gouvernements. Le 8 novembre 1895, une convention fut signée par Li-Houng-Tchang et le baron Hayashi. Par cette convention, la partie sud de la province de Fing-Tien, c'est-à-dire, la péninsule du Liao-Toung, était rétrocédée à la Chine, moyennant une compensation de 30 millions de taëls.

Le résultat de la guerre sino-japonaise exerça une grande influence, pendant les trente années suivantes, sur les destinées des deux pays.

La Chine fut battue par un pays qu'elle considérait depuis toujours comme un vassal ; sa flotte fut détruite entièrement pendant cette guerre, et sa faiblesse militaire dévoilée aux yeux du monde. Depuis lors, elle fut privée des moyens de se défendre contre les attaques étrangères, et les Puissances n'hésitèrent pas à poser la question du partage de l'Empire du Milieu, qui avait été considéré, pendant des siècles, comme un lion dormant. Grâce à l'intervention de trois Puissances, le Japon fut obligé de restituer le Liao-Toung à la Chine, et cette restitution eut pour conséquence l'établissement des territoires à bail et des sphères d'influence.

Ces événements eurent aussi une répercussion indirecte sur la situation financière de la Chine. Avant cette guerre, la Chine n'avait contracté que peu d'emprunts intérieurs ou extérieurs ; mais, par la suite, elle fut obligée de faire à un consortium de financiers russes et français un emprunt de 400 millions de francs à 4 %, garanti par les revenus des douanes maritimes chinoises, et cela, pour pouvoir verser immédiatement au Japon une partie de l'indemnité de guerre. Le reste fut payé avec l'emprunt consenti par les financiers anglais et allemands et garanti par les revenus du « Likin », placé sous le contrôle de l'Inspecteur général des douanes maritimes, qui devrait être un Anglais, aussi longtemps que l'Angleterre occuperait la première place dans le commerce sino-étranger.

Le Japon, au contraire, eut la chance d'élever sa position internationale et de développer sa puissance militaire et économique grâce à sa victoire. « Comme ceux de l'Allemagne en 1870, les triomphes du Japon ont été le prélude et la cause d'un merveilleux développement de toutes les forces vives du pays », écrit M. René Pinon, « les Japonais ont su faire servir l'indemnité de guerre chinoise, comme les Allemands nos milliards, à un prodigieux accroissement de leur puissance militaire et économique ».

Et par ailleurs, M. Oppenheim s'exprime ainsi : « En Extrême-Orient la guerre éclate en 1894 entre la Chine et le Japon » à cause de la Corée. La Chine est battue et la paix est conclue en 1895 à Shimonoseki. Le Japon est mis désormais au rang d'une grande puissance, et il est considéré comme un membre de la famille des nations dans les traités qui seront bientôt conclus entre lui et les puissances pour supprimer la juridiction consulaire dans les territoires japonais ».

Par le traité de Shimonoseki, le Japon obtint, non seulement, la juridiction consulaire et tous les privilèges économiques et commerciaux des puissances occidentales en Chine, mais encore, il arracha de nouveaux avantages considérables tels que : l'ouverture de nouveaux ports, le droit d'installer des usines en Chine dans les ports à traité, l'égalité fiscale des industriels japonais et chinois, ces avantages furent accordés également ensuite aux autres puissances contractantes avec la Chine.

« Le traité de Shimonoseki de 1895 », dit M. Sargent, « tient une haute place dans les grandes séries de traités généraux qui ont déterminé les relations commerciales entre la Chine et les autres puissances mondiales ».

Le traité de Shimonoseki est aussi important dans cette troisième période que le traité de Nankin, dans la première, et les traités de Tien-Tsin, dans la deuxième.

Trois ans après la guerre sino-japonaise, un nouvel événement eut lieu, qui fut exploité par l'Empire Allemand, pour inaugurer sa politique territoriale en Chine. Le 1^{er} novembre 1897, une bande de brigands, appartenant à l'association du « Grand-Couteau », attaqua la mission allemande du petit village de Kiao-Tchéou (dans la province de Chan-Touong); le Père Nies et le Père Henle furent tués. Lorsque Guillaume II apprit la nouvelle du massacre, il désigna son propre frère, le Prince Henri de Prusse, pour se rendre en Extrême-Orient, afin de régler cette affaire, et, au cours du banquet d'adieu, qu'il lui offrit à Kiel, le 15 décembre 1897, l'Empereur Allemand déclara que : « quiconque chercherait à empêcher l'Allemagne de revendiquer ses droits ou à lui faire du tort, serait frappé avec un poing ganté de fer ». En novembre 1897 les troupes allemandes occupèrent la baie de Kiao-Tchéou, et le baron von Heyking, Ministre d'Allemagne, exigea officiellement du gouvernement chinois de nombreuses concessions. Devant l'intransigeance du Prince Henri de Prusse et la menace de guerre, la Chine se vit contrainte d'accepter toutes les propositions allemandes.

Une convention fut signée à Pékin le 6 mars 1898 entre la Chine et l'Allemagne. Par cette convention, la Chine consentait à louer les deux rives de la baie de Kiao-Tchéou à l'Allemagne, pour 99 ans, et un certain nombre d'îles, avec le droit d'y élever des fortifications. Par la même convention, l'Allemagne se fit accorder le droit de construire deux lignes de chemin de fer, au Chan-Toung, et de mettre en valeur les gisements de minerai de fer, ainsi que les entreprises minières, qui devaient être exploitées par des compagnies sino-allemandes créées à cet effet ; des commerçants chinois, aussi bien qu'allemands, pouvaient en être actionnaires, et désigner des directeurs pour les administrer.

En outre, le gouvernement chinois dut promettre de faire, en premier lieu, des offres aux industriels et commerçants allemands, chaque fois que, dans la province du Chan-Toung, l'assistance étrangère, en personnel, capitaux ou matériel, pouvait être nécessaire pour quelque but que ce fût.

L'escadre allemande d'Asie, qui cherchait en Extrême-Orient une base navale et un port maritime convenables, avait accompli de laborieuses croisières le long de la côte chinoise, et une commission officielle allemande avait indiqué la baie de Kiao-Tchéou comme le point le plus désirable. Le meurtre de deux missionnaires ne fut qu'un prétexte, longtemps recherché, qui fut exploité par le gouvernement allemand, afin de mettre à exécution son dessein prémédité. « Cette prise de possession violente », « en plein paix, d'un morceau de l'une des dix-huit provinces, dit M. René Pinon, modifia les éléments du problème et la situation respective des grandes puissances vis-à-vis du Céleste Empire : la politique française, comme les autres, en ressentit les effets et s'en trouva troublée ».

Comme l'Allemagne avait obtenu un avant-poste fortifié sur la côte de Chine, la Russie invoqua le principe de l'équilibre des puissances, pour présenter au gouvernement chinois, le jour de la signature de la convention accordant à bail, Kiao-Tchéou, à l'Allemagne, une demande tendant à ce que Port-Arthur et Ta-Lien-Wan, ainsi que les eaux avoisinantes, lui fussent louées, pour permettre à la flotte russe d'avoir une base sûre et abritée. La Russie demandait en plus, que le droit lui fût accordé de construire un chemin de fer partant de Port-Arthur et de Ta-Lien-Wan pour rejoindre à Khlârbîn le chemin de fer transsibérien, dont la concession lui avait été accordée deux ans auparavant. La Chine, cédant devant la pression de la Russie, consentit, le 15-27 mars 1898, à lui louer Port-Arthur et Ta-Lien-Wan, pour une période de 25 années, et lui donna, en même temps, satisfaction à toutes ses demandes.

Au point de vue historique, Port-Arthur et Ta-Lien-Wan sont, pour la Chine, exactement ce que l'Alsace et la Lorraine sont pour la France. Le 8 novembre 1895, la Chine avait racheté au Japon ces deux localités en payant 30 millions de taëls. Le Japon avait été contraint de les

rétrocéder sur l'intervention des trois puissances, la Russie, la France et l'Allemagne. Ce fut la Russie qui prit l'initiative de l'intervention, en prétextant que la possession de la presqu'île du Liao-Toung (dont Port-Arthur et Ta-Lien-Wan sont les villes les plus importantes), par les Japonais, constituerait une menace contre la capitale de la Chine et pourrait rendre illusoire l'indépendance de la Corée. Cette fois, c'était la même Russie qui forçait la Chine à lui louer Port-Arthur et Ta-Lien-Wan pour 25 années ! Ce fut la cause de la guerre russo-japonaise et, par le traité de Portsmouth du 5 septembre 1905, la Russie, vaincue, dut accepter de transférer, entre les mains du Japon, le bail des deux ports, avec les territoires et les eaux adjacentes, ainsi que les droits et les privilèges découlant du bail — avec le consentement du gouvernement chinois, — consentement qui fut accordé par la Chine, le 22 décembre 1905. Il est à remarquer que Port-Arthur et Ta-Lien-Wan avaient été cédés à la Russie pour 25 ans, et que le bail devait arriver à expiration en 1925. Mais, en 1915, par un ultimatum, le Japon obtint du gouvernement chinois de prolonger ledit bail pour un nouveau terme de 99 ans. Cet accord n'a jamais été ratifié par le parlement chinois. En 1923, l'opinion publique chinoise poussa le gouvernement de Pékin à demander au Japon la restitution de Port-Arthur et Ta-Lien-Wan. Mais cette demande légitime, ne pouvant être appuyée par la force, échoua naturellement.

Comme la Chine avait loué la baie de Kiao-Tchéou à l'Allemagne et celle de Port-Arthur et de Ta-Lien-Wan à la Russie le 22 avril 1898, la France réclama un avantage analogue et elle obtint, pour 99 ans, la location du territoire de Kouang-Tchéou-Wan, sur la côte du Kouang-Toung, en invoquant le même principe de l'équilibre des puissances. A son tour, la Grande-Bretagne, par une convention signée le 9 juin 1898, obtint également, pour la même période, la cession à bail, de sa concession de Kow-Loon, ainsi que le territoire adjacent et les eaux se trouvant à proximité de Hong-Kong. De plus, par l'accord du 1^{er} juillet 1898, elle obtenait, pour une période égale à celle pendant laquelle la Russie occuperait Part-Arthur, le port de Wei-Haï-Wei, situé sur la côte du Chan-Toung.

Les puissances forçaient ainsi la Chine à louer des territoires et

en même temps, à leur reconnaître des sphères d'influence, le 11 février 1898, en réponse à une demande de l'Angleterre, le Tsoun-Li-Yamen (ministère des affaires étrangères) déclara qu'il était hors de question que les territoires de la région du Yang-Tsé fussent hypothéqués, loués ou cédés à une autre puissance. Semblable déclaration fut renouvelée, le 10 avril, à la demande de la France, à propos des provinces limitrophes du Tonkin, et le même mois, au sujet du Fou-Kien, sur la demande du Japon.

En adressant au gouvernement chinois des demandes pour obtenir des territoires à bail et des sphères d'influences, les puissances invoquaient toujours le principe de l'équilibre entre elles. Or, d'après M. de Lapradelle, « le principe de l'équilibre est un faux principe, qui ne repose en réalité sur aucune raison, sur aucun titre, et par cela même, bien loin de servir comme on le prétend l'indépendance des états, il risque, au contraire, manié par les forts contre les faibles, d'étouffer toute indépendance nationale qui ne peut pas encore se faire respecter elle-même, par ses propres moyens. »

Vers la fin du xix^e siècle, la politique de l'entente des puissances en Chine avait échoué, et chacune s'efforçait d'obtenir des privilèges exclusifs, sans tenir compte de la souveraineté et de l'indépendance de l'Empire du Milieu. Plus la Chine accordait de concessions, plus les puissances en réclamaient.

En conséquence, il se manifestait, dans la population chinoise, un vif mécontentement à l'égard des étrangers, surtout à l'égard des missionnaires, parce que ceux-ci servaient trop souvent de prétexte pour provoquer des situations difficiles entre la Chine et les puissances. Une société secrète, « I-Ho-Kiuen », qui veut dire « Poing de l'harmonie publique », communément appelée « les Boxers » dont le but primitif était de renverser la dynastie des Tsing, s'organisa. Mais, depuis la guerre de l'opium, les pays étrangers avaient fait, au peuple chinois, plus de mal que le gouvernement Mandchou lui-même ; aussi cette société se détourna de son but et prit une devise différente : « protéger la dynastie mandchoue des Tsing, exterminer les étrangers ». Elle était soutenue par une partie des fonctionnaires conservateurs, et son influence se développa très vite. Ce fut le signal d'une nouvelle guerre.

Les Européens et les Japonais envoyèrent des troupes contre les Boxers.

Lorsque la nouvelle de la prise des forts de Ta-Kou par les forces alliées arriva à Pékin, le 17 juin 1900, les troupes de Tounan et les Boxers attaquèrent plus énergiquement les légations. Les puissances s'unirent pour mener les opérations militaires. Au commencement du mois d'août, les gouvernements des pays alliés acceptèrent la nomination du feld-maréchal comte de Waldersee, en qualité de commandant en chef des troupes internationales en Chine ; le 14, la ville de Pékin tomba aux mains des troupes alliées, et les légations furent délivrées. L'Empereur et l'Impératrice douairière s'enfuirent au Chansi, province située au Nord-Ouest de la Chine.

Les Boxers et leurs partisans étant battus et dispersés, il n'y avait plus lieu de continuer la guerre. Li-Houng-Tchang, nommé gouverneur général du Tché-Li et muni de pleins pouvoirs, par l'Impératrice Douairière, demanda, le 21 août, aux puissances alliées, à Pékin, de procéder à la nomination de leurs représentants pour négocier la paix. Après de longues et laborieuses négociations, un protocole fut signé le 1^{er} septembre 1901. Il comprenait douze articles et un grand nombre d'annexes. Le prince Tchouen, nommé ambassadeur, était chargé de porter à l'Allemagne les regrets du gouvernement, pour l'assassinat du baron von Ketteler (art. 1^{er}). Des édits impériaux, datés des 13 et 21 février 1901, condamnaient à la peine de mort, à l'exil ou à la démission, les auteurs des attentats et des crimes commis contre les gouvernements étrangers et leurs nationaux (art. 2). Na-Toung, vice-président du Ministère des Finances, fut désigné, le 18 juin 1901, pour porter au Japon l'expression des regrets du gouvernement chinois au sujet de l'assassinat de M. Souiyama (art. 3). Le gouvernement chinois prenait l'engagement d'ériger, à ses frais, un monument expiatoire dans chacun des cimetières étrangers qui avaient été profanés et dont les tombes avaient été détruites (art. 4). La Chine acceptait de prohiber, pendant une durée de deux ans, l'importation, sur son territoire, des armes et des munitions, ainsi que du matériel destiné exclusivement à leur fabrication ; ce délai serait prorogé tous les deux ans, si les puissances le jugeaient nécessaire (art. 5). La Chine devait payer aux puissances une indemnité de 450 millions de haïkouan taëls, et donner en garantie

les revenus des douanes et de la gabelle (art. 6). Le quartier occupé par les légations, était considéré désormais comme un quartier spécialement réservé à l'usage des étrangers, et placé sous leur police exclusive ; les Chinois n'auraient pas le droit d'y résider, et il pourrait être mis en état de défense en cas de nécessité (art. 7). Le gouvernement chinois consentait à faire raser les forts de Ta-Kou et ceux qui pourraient empêcher la libre communication entre Pékin et la mer (art. 8). Les puissances étaient autorisées à occuper les points ci-après désignés pour maintenir les communications libres entre la capitale et la mer : Houang-Tsoun, Lang-Fang, Yang-Tsoun, Tien-Tsin, Kiun-Léang-Tchang, Tang-Kcu, Lou-Tai, Tang-Chan, Louan-Tchéou, Tchang-Li, Tsin-Wang-Tao, Chan-Hai-Kouan (art. 9). Le gouvernement chinois s'engageait à afficher ces edits pendant deux ans et à interdire la propagande anti-étrangère dans toutes les villes (art. 10). Le gouvernement chinois acceptait le concours des gouvernements étrangers pour améliorer les cours des rivières Pei-Ho et Houang-Pou (art. 11). Le Tsoung-Li-Yamen serait transformé en « Wai-Wou-Pou », Ministère des Affaires Etrangères, et un accord établi au sujet du cérémonial relatif à la réception des représentants étrangers.

Il faut chercher la cause réelle du soulèvement des Boxers dans le mécontentement de la population chinoise contre les agressions répétées des étrangers, qui humiliaient la Chine, et lui arrachaient constamment des avantages, en profitant de toutes les occasions, depuis la guerre de l'opium. Toutefois, on ne peut pas excuser la conduite des Boxers, fanatiques et superstitieux. Le protocole que les Alliés imposèrent à la Chine, portait une grave atteinte à sa souveraineté et à son indépendance. Le gouvernement chinois se trouva dans l'impossibilité d'améliorer sa situation financière, vu que, depuis cette époque, jusqu'à présent, il fut obligé de payer, aux puissances, une forte indemnité annuelle. Il ne fut pas libre, non plus, de diriger ses affaires en toute indépendance, en raison des entraves, des interventions de la part du corps diplomatique, qui possédait un quartier spécial dans la capitale. En Chine, on appelle ce corps diplomatique un super-gouvernement, parce qu'il n'a cessé d'exercer une grande influence sur

les affaires extérieures et intérieures du gouvernement de Pékin. La Chine ne pouvait même plus se défendre efficacement contre l'agression des puissances étrangères depuis qu'elle avait été obligée de raser aussi bien tous les forts entre la capitale Pékin et la mer, que ceux de Ta-Kou. L'atteinte la plus grave à son indépendance a été l'autorisation donnée aux troupes étrangères, d'occuper une certaine partie de son territoire, ainsi que la prohibition de l'importation des armes et des munitions en Chine.

Au début du soulèvement des Boxers, la Russie avait envoyé des troupes considérables en Mandchourie, en déclarant aux puissances que ses troupes seraient retirées, lorsque l'ordre en Mandchourie serait rétabli.

Devant cette attitude de la Russie, le Japon ne pouvait pas rester indifférent, parce qu'il prétendait avoir, lui aussi, des intérêts en Mandchourie. Malgré une protestation du Japon auprès du gouvernement russe, la Russie ne retira pas ses troupes et ce fut la cause de la guerre qui éclata entre les deux empires, cédant en février 1904. La Russie fut battue et obligée de conclure, à Portsmouth, en septembre 1905, un traité avec le Japon. Par ce traité, la Russie cédait au Japon tous ses avantages en Chine. La même année, un traité fut signé à Pékin, entre la Chine et le Japon. Il comprenait trois principaux articles, plus 12 articles supplémentaires. Les clauses principales en étaient les suivantes : La Chine reconnaît la cession aux Japonais des privilèges russes en territoires chinois. Tous les traités sino-russes, relatifs à la construction des chemins de fer et aux territoires à bail, doivent être exécutés. La Chine ouvre certaines villes de Mandchourie au commerce étranger. Le gouvernement chinois consent à ce que le chemin de fer, construit pour des raisons stratégiques, soit exploité par le Japon, et employé au transport des marchandises. Le chemin de fer du Sud mandchourien peut communiquer avec les chemins de fer de Chine. Les transactions sur les frontières mandchou-coréenne jouiront réciproquement de la clause de la nation la plus favorisée.

Par sa victoire sur la Russie, le Japon obtint non seulement tous les avantages des Russes en Chine, mais encore il arracha au gouvernement chinois beaucoup de concessions importantes.

Pendant le soulèvement des Boxers, il y eut une entente momentanée entre les puissances, en vue d'une action commune en Chine. Lorsque la rébellion fut réprimée, les puissances reprirent leur attitude habituelle de jalousie et de méfiance réciproques. Un traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et le Japon fut signé le 30 janvier 1902 ; il comprenait six articles. Cet accord stipulait, que la Grande-Bretagne et le Japon, ayant reconnu l'indépendance de la Chine et de la Corée, se déclaraient entièrement dégagés de toute tendance agressive contre l'un ou l'autre de ces deux pays, les deux puissances se réservant, toutefois, le droit d'intervenir, si leurs intérêts respectifs étaient menacés.

Pour répondre à l'accord anglo-japonais, la France et la Russie ne tardèrent pas à conclure un accord, le 19 mars 1902. D'une part, les deux gouvernements, français et russe, reconnaissaient le principe de l'indépendance de la Chine et de la Corée, et, d'autre part, ils s'engageaient à maintenir leurs intérêts spéciaux, en cas d'action agressive d'une tierce puissance. Il y avait donc un équilibre de puissances, chaque pays surveillant l'autre, et aucun n'aurait osé prendre l'initiative de changer le statu quo. Par conséquent, la politique territoriale suivie par les puissances, en Chine, devint plus modérée. Même la guerre russo-japonaise de 1904 ne changea pas cette situation.

Lorsque la grande guerre de 1914 éclata en Europe, le Japon, profitant de ce que les puissances ne pouvaient plus s'occuper de l'Extrême-Orient, tenta d'établir son protectorat sur la Chine. Au début de la guerre même, la Chine voulut se ranger du côté des Alliés contre l'Allemagne et l'Autriche, mais elle en fut empêchée par le Japon. Elle proclama sa neutralité, le 6 août 1914. Lorsque le Japon déclara la guerre à l'Allemagne, le 23 août 1914, le gouvernement chinois offrit sa coopération pour l'attaque de Kiao-Tchéou, mais sa demande fut repoussée par les Japonais. Dès le 27 août, une escadre japonaise bloquait le port de Kiao-Tchéou ; le 2 septembre, les troupes japonaises débarquaient, ainsi qu'une force britannique de 1.360 hommes, et la flotte japonaise commençait le bombardement. Pour mieux sauvegarder la neutralité de son territoire, la Chine, d'accord avec le gouvernement japonais, délimita une zone militaire spéciale que les troupes japonaises devaient

occuper. Néanmoins, le 26 septembre, un contingent de 400 soldats japonais se rendit à Weihien et occupa la gare. Quelques jours après, il poussait jusqu'à Tsinan, et occupait les trois gares de cette ville, prenant ainsi possession de la voie ferrée toute entière, entre Tsingtau et Tsinan. Malgré les protestations du gouvernement chinois, les troupes japonaises continuaient d'occuper les villes d'un pays neutre. Le 7 novembre, Kiao-Tchéou, défendu par le gouverneur Meyer-Waldeck, capitulait avec 222 officiers et 4.426 sous-officiers et soldats, et les troupes japonaises et anglaises pénétraient, le 11, dans la ville, qui fut ouverte au commerce le 1^{er} janvier 1915. Les forces allemandes, en Extrême-Orient, ayant été détruites ou capturées, la guerre était, de fait, terminée. Le 7 janvier, le gouvernement chinois demanda, au Japon, de retirer ses troupes de l'intérieur de Chan-Toung. Le 18 du même mois, en réponse, M. Hioki, Ministre du Japon, remit directement au Président Yuan-Che-Kaï les fameuses Vingt et une Demandes, réparties en cinq groupes.

I

Le Gouvernement Japonais et le Gouvernement Chinois, désireux de maintenir la paix générale en Asie Orientale et de renforcer davantage les relations d'amitié et de bon voisinage existant entre les deux nations, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement Chinois s'engage à donner son complet assentiment à tout ce dont le Gouvernement Japonais pourrait ultérieurement convenir avec le Gouvernement Allemand concernant la disposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne possède, en vertu de traités ou autrement, relativement à la province du Chantung.

Art. 2. — Le Gouvernement Chinois s'engage à ce que, sous aucun prétexte, aucun territoire, ni aucune île de la province du Chantong, ou le long de sa côte, ne soit cédé, ni donné à bail à une tierce puissance.

Art. 3. — Le gouvernement chinois consent à la construction, par

le Japon, d'un chemin de fer reliant Tchéfou ou Langkéou à la ligne de Kiao-Tchéou-Tsinanfou.

Art. 4. — Le Gouvernement Chinois s'engage, dans l'intérêt du commerce et pour la résidence des étrangers, à faire ouvrir, aussitôt que possible, par la Chine elle-même, comme ports commerciaux, certaines villes et localités importantes, dans la province du Chantong. Les localités qui devront être ouvertes seront déterminées d'un commun accord, par acte séparé.

II

Le Gouvernement Japonais et le Gouvernement Chinois, considérant que celui-ci ayant toujours reconnu la position spéciale dont jouit le Japon dans la Mandchourie Méridionale et dans la Mongolie Intérieure Orientale, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les deux parties contractantes conviennent de porter à quatre-vingt-dix-neuf ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dalny, et celle du chemin de fer de la Mandchourie Méridionale et du chemin de fer Antong-Moukden.

Art. 2. — Les sujets japonais, en Mandchourie Méridionale, et en Mongolie Intérieure Orientale auront le droit de prendre à bail ou d'acquérir les terrains nécessaires à la construction de bâtiments appropriés, pour le commerce et les manufactures, ou à des entreprises agricoles.

Art. 3. — Les sujets japonais seront libres de résider et de voyager dans la Mandchourie Méridionale et dans la Mongolie Intérieure Orientale, et d'entreprendre des affaires ou manufactures quelconques.

Art. 4. — Le Gouvernement Chinois consent à concéder, aux sujets japonais, le droit d'exploiter les mines dans la Mandchourie Méridionale et dans la Mongolie Intérieure Orientale. On décidera conjointement quelles mines devront être exploitées.

Art. 5. — Le Gouvernement Chinois reconnaît que, dans les (deux) cas mentionnés ci-dessous, le consentement du Gouvernement Japonais doit être obtenu, avant qu'aucune mesure ne soit prise :

a) Toutes les fois qu'un sujet d'une tierce puissance est autorisé

à construire un chemin de fer ou à contracter, avec une tierce puissance, un emprunt destiné à construire un chemin de fer en Mandchourie Méridionale ou en Mongolie Intérieure Orientale ;

b) Toutes les fois qu'il est question de contracter avec une tierce puissance un emprunt pour lequel les taxes locales de la Mandchourie Méridionale et de la Mongolie Intérieure Orientale seraient données en garantie.

Art. 6. — Au cas où le Gouvernement Chinois emploierait des conseillers ou des instructeurs militaires, politiques ou financiers dans la Mandchourie Méridionale ou la Mongolie Intérieure Orientale, il consent à consulter au préalable le Gouvernement Japonais.

Art. 7. — Le Gouvernement Chinois consent à remettre au Gouvernement Japonais, pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, à dater de la signature du présent accord, le contrôle de l'administration du chemin de fer de Kirin-Tchang-Tchun.

III

Le Gouvernement Japonais et le Gouvernement Chinois, considérant que les financiers japonais et la Compagnie Hanyehping ayant actuellement, entre eux, des relations étroites, et en vue du développement des intérêts communs, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les deux parties contractantes conviennent que, lorsque le moment opportun sera arrivé, la Compagnie Hanyehping deviendra une entreprise commune des deux nations, et elles sont en outre d'accord pour que la Chine, sans le consentement préalable du Japon, ne dispose pas, par elle-même, des droits et des biens, quelle que soit leur nature, de la dite Compagnie et n'en fasse pas disposer librement par la dite Compagnie.

Art. 2. — Le Gouvernement Chinois consent à ce qu'aucune mine dans le voisinage de celles appartenant à la Compagnie Hanyehping ne puisse être exploitée, sans le consentement de la dite Compagnie, par des personnes se trouvant en dehors de la dite Compagnie ; et il consent en outre à ce que l'assentiment préalable de la dite Compagnie soit obtenu, au cas où il serait question de créer une entreprise

quelconque dont on pourrait craindre qu'elle affecte directement ou indirectement les intérêts de la dite Compagnie.

IV

Le Gouvernement Japonais et le Gouvernement Chinois, dans le but de préserver effectivement l'intégrité territoriale de la Chine, sont convenus de l'article suivant :

« Le Gouvernement Chinois s'engage à ne céder, ni louer, à une tierce puissance, un port, une baie ou une île quelconque, le long de la côte chinoise ».

V

Article premier. — Le Gouvernement Central Chinois emploiera des Japonais influents, comme conseillers, pour les affaires politiques, financières et militaires.

Art. 2. — Il sera accordé, aux hôpitaux, temples et écoles japonaises, à l'intérieur de la Chine, le droit de propriété foncière.

Art. 3. — Considérant que le Gouvernement Japonais et le Gouvernement Chinois ont relevé, entre des Japonais et la police chinoise, beaucoup de conflits qui ont causé un assez grand nombre de malentendus, il est nécessaire, que le service de la police dans les localités importantes (de la Chine), soit administré, conjointement, par des Japonais et des Chinois, ou bien que le service de police de ces localités emploie de nombreux Japonais, qui pourraient contribuer ainsi, en même temps, à préparer l'amélioration du service de police chinois.

Art. 4. — La Chine achètera au Japon une quantité déterminée de munitions de guerre (soit par exemple 50 %, ou plus, de ce qui est nécessaire au Gouvernement Chinois), ou bien il sera établi, en Chine, un arsenal sino-japonais, mis en œuvre conjointement. Des experts techniques japonais seront employés et du matériel japonais sera acheté.

Art. 5. — La Chine consent à concéder au Japon le droit de construire un chemin de fer reliant Win-Tchang avec Kiou-Kiang et

Nan-Tchang, une autre ligne entre Nan-Tchang et Hang-Tchéou, et entre Nan-Tchang et Tchao-Tchéou.

Art. 6. — Si la Chine a besoin de capitaux étrangers pour exploiter des mines, construire des chemins de fer et faire des travaux de ports (y compris des chantiers de construction) dans la province du Foukien, le Japon sera consulté d'abord.

Art. 7. — La Chine reconnaît, aux sujets japonais, le droit de propagande religieuse en Chine.

Ces demandes, qui tendaient à placer la Chine sous le protectorat nippon, étaient inacceptables pour le Gouvernement Chinois. Le Ministre des Affaires étrangères, M. Lou-Tseng-Tsiang, décida de les publier, afin d'obtenir l'appui du peuple et des puissances, mais le Ministre Japonais interdit cette publication en déclarant que, « si les conditions japonaises étaient connues par le public, le Japon demanderait, en plus, une indemnité. » Le célèbre écrivain chinois, M. Liang Tchi-Tchao, écrit que « le Japon imposait à la Chine des conditions anormales et, en même temps, lui interdisait de les publier, tel un bandit qui violerait une jeune fille en lui interdisant de le déclarer. » Le Gouvernement chinois désigna deux plénipotentiaires, MM. Lou-Tseng-Tsiang et Tchao-Eul-Ling, pour négocier avec M. Hioki, Ministre Japonais. Au cours des négociations, des navires de guerre japonais remontèrent vers Fou-Tchéou, Amoy, Wou-Soung et Ta-Kou et des renforts très considérables arrivèrent au Chan-Toung et en Mandchourie. Le 7 mai, le Ministre Japonais remit au Gouvernement Chinois un ultimatum concluant que, « si une réponse satisfaisante n'était pas reçue avant six heures de l'après-midi du 9 mai, le Gouvernement Impérial prendrait telles mesures qu'il jugerait nécessaires. »

Le Gouvernement Chinois, manquant de l'appui étranger, s'inclina devant la menace du Japon, en acceptant tous les articles des groupes I, II, III et IV et l'échange des notes concernant la province du Foukien, à l'exception des cinq articles du groupe V, qui étaient réservés pour des négociations ultérieures. Une série de traités relatifs au Chan-Toung, à la Mandchourie Méridionale et à la Mongolie Intérieure Orientale, furent signés le 25 mai, et des notes de la plus haute

importance furent échangés, le même jour, entre la Chine et le Japon.

Le traité concernant la province de Chan-Toung comprenait quatre articles. Le Gouvernement Chinois consentait à donner son entier assentiment à tout ce dont le Gouvernement Japonais pourrait ultérieurement convenir avec le Gouvernement Allemand, concernant la proposition de tous les droits, intérêts et concessions que l'Allemagne, en vertu des traités ou autrement, possède relativement à la province du Chan-Toung (art. 1^{er}).

En ce qui concerne le chemin de fer à construire, par la Chine elle-même, pour relier Tchéfou ou Langkéou à la ligne Kiaotchéou-Tsinanfou, le gouvernement chinois convient, dans le cas où l'Allemagne abandonnerait le privilège de fournir les fonds de la ligne Tchéfou-Weihsien, que la Chine s'adressera à des capitalistes Japonais, pour négocier un emprunt (art. 2).

Le Gouvernement Chinois s'engage, dans l'intérêt du commerce et pour la résidence des étrangers, à ouvrir, comme ports commerciaux, aussitôt que possible, certaines localités appropriées dans la province du Chantoung (art. 3).

Le présent traité entrera en vigueur le jour de la signature (art. 4).

Le même jour, le Ministre des Affaires étrangères de Chine, M. Lou-Tseng-Tsiang, remit une note au Ministre du Japon : « Au nom du Gouvernement Chinois, j'ai l'honneur de faire la déclaration suivante, à votre Gouvernement : dans la province du Chan-Toung ou le long de son littoral, aucun territoire ni aucune île ne sera donné à bail ou cédé à une puissance étrangère, sous aucun prétexte. »

Le traité concernant la Mandchourie Méridionale et la Mongolie comprenait neuf articles :

« Les deux Hautes Parties contractantes conviennent de porter à quatre-vingt-dix-neuf ans la durée du bail de Port-Arthur et de Dalny et celle du chemin de fer de la Mandchourie Méridionale et du chemin de fer Antong-Moukden (art. 1^{er}).

« Les sujets Japonais en Mandchourie Méridionale, peuvent, par négociation, prendre à bail les terrains nécessaires à la construction

de bâtiments appropriés pour le commerce et les manufactures ou à des entreprises agricoles (art.2).

« Les sujets japonais sont libres de résider et de voyager dans la Mandchourie Méridionale et d'entreprendre des affaires ou manufactures quelconques (art. 3).

« Le Gouvernement Chinois s'engage, dans l'intérêt du commerce et pour la résidence des étrangers, à ouvrir (de son propre gré) comme ports commerciaux, aussitôt que possible, certaines localités appropriées dans la Mongolie Intérieure Orientale (art. 6) ».

Le 25 mai 1915, le Ministre Japonais remit au Ministre des Affaires étrangères de Chine une note importante concernant la restitution du territoire donné à bail de la baie de Kiao-Tchéou, sous les conditions suivantes : 1° la baie de Kiao-Tchéou toute entière sera ouverte comme port commercial ; 2° Il sera établi une concession placée sous la juridiction exclusive du Japon, à tel emplacement qui aura été désigné par le Gouvernement Japonais ; 3° Si les puissances étrangères le désirent, une concession internationale pourra être établie ; 4° Le Gouvernement Japonais et le Gouvernement Chinois régleront, d'un commun accord, avant la restitution, la destination à donner aux bâtiments et biens de l'Allemagne et en arrêteront les conditions et la procédure.

Il est certain que la Chine, n'a signé, que contrainte, les accords de 1915 ; la brutalité du Japon, dans les négociations, ne peut se comparer qu'à celle de l'Autriche à l'égard de la Serbie, en juillet 1914 ; elle fut telle que, quatre jours avant la remise de l'ultimatum, les Etats-Unis télégraphiaient la note suivante aux Gouvernements des deux Empires d'Extrême-Orient (la Chine et le Japon) :

« En raison des circonstances qui entourent les négociations entreprises et encore pendantes, entre le Japon et la Chine, et les accords qui en ont résulté, le Gouvernement des Etats-Unis a l'honneur de notifier, au Gouvernement de la République Chinoise, qu'il ne reconnaîtra aucun accord ou engagement intervenu entre les Gouvernements de la Chine et du Japon, qui porterait atteinte aux droits que les

Etats-Unis et leurs citoyens tiennent des traités en Chine, non plus qu'à l'intégrité politique ou territoriale de la République Chinoise ou à la politique internationale relative à la Chine, connue sous le nom de politique de la porte ouverte. Une note identique a été transmise au Gouvernement Japonais. »

En effet, le gouvernement personnel de Yuan-Che-Kaï s'inclina devant l'ultimatum japonais et accepta la plupart des demandes, dans une série de traités et par un échange de plusieurs notes importantes, du 25 mai 1915, que le peuple chinois refusa toujours de les reconnaître. D'après l'article 35 de la constitution provisoire de 1912 de la République chinoise, les traités conclus avec les Etats étrangers par le Président de la République Chinoise doivent être ratifiés par le Parlement. Or, le Parlement Chinois ne ratifia jamais le traité sino-japonais de 1915, mais il en dénonça officiellement la validité aux puissances et au peuple chinois. Le 16 mars 1923, le gouvernement chinois remit, au gouvernement japonais, une note qui est un document très important, au point de vue des relations récentes entre la Chine et le Japon :

« En vue des rapports amicaux qui existent entre le Japon et la Chine, et du fait que les nations du monde travaillent pour la paix et défendent les principes de la justice, il convient que le Japon et la Chine s'efforcent de cultiver des sentiments de plus en plus cordiaux de façon à servir la cause de la paix universelle en assurant la paix en Extrême-Orient. A ce sujet, il est possible de déclarer que les traités et les notes du 24 mai 1915 constituent le plus grand obstacle au maintien des rapports cordiaux et amicaux entre la Chine et le Japon ».

A cette date, le Gouvernement Chinois, après avoir signé les dits traités, publia une déclaration dans laquelle il était dit que, malgré que la Chine eût été forcée d'acquiescer aux termes de l'ultimatum Japonais, elle dégageait sa responsabilité, pour le cas où les droits d'autres puissances, droits acquis par des traités, seraient violés, par les dits traités sino-japonais. Ultérieurement, à Paris, à la conférence de la Paix, la délégation chinoise proposa que ces traités fussent abrogés et que fussent annulés les notes échangées entre le Japon et la Chine et, dans sa réponse, le Président de la Conférence reconnut l'im-

portance de cette question. A la Conférence de Washington, les délégués chinois renouvelèrent cette proposition et donnèrent les raisons suivantes : En premier lieu, aucune compensation n'a été consentie en échange des concessions accordées ; en second lieu, les traités et les notes constituent une violation de traités existant entre la Chine et d'autres puissances ; en troisième lieu, les traités et les notes sont en contradiction avec les principes adoptés par la Conférence de Washington, au sujet de la Chine, et, en quatrième lieu, les traités et les notes ont été la cause de malentendus fréquents entre la Chine et le Japon. La délégation Japonaise, ayant attaché de l'importance à la proposition chinoise, déclare que le Japon ferait abandon de ses droits préférentiels concernant les emprunts destinés à permettre la construction de voies ferrées dans la Mandchourie Méridionale et dans la Mongolei Orientale Intérieure, les emprunts devant être garantis par des impôts levés, dans ces régions, ainsi que de son droit de préférence, concernant l'engagement, par la Chine, de conseillers et instructeurs japonais, pour toutes questions politiques, financières, militaires et de police relatives à la Mandchourei Méridionale ; et, qu'en outre, le Japon retirerait les réserves faites par lui, au sujet de groupe V de la proposition originale du Gouvernement Japonais. Cependant, les délégués chinois, après avoir pris bonne note des réclamations que le Japon abandonnait, et des réserves qu'il retirait, déclarèrent que la Chine se réservait elle-même le droit de chercher la solution de la question en litige en des occasions ultérieures convenables. Les délégués des autres puissances prirent bonne et due note de cette réserve faite par la délégation chinoise, réserve qui fut formellement annoncée à la Conférence, en séance plénière, par le Président, et inscrite dans les procès-verbaux de la Conférence.

En Chine, l'opinion publique n'a cessé de protester contre les traités et les notes de 1915, et les propositions faites à Paris et à Washington, par le Gouvernement Chinois, relativement à l'abrogation de ces traités et à l'annulation de ces notes, furent les résultantes des vœux du peuple chinois. En janvier 1923, le Parlement Chinois, réuni en session ordinaire, vota une motion déclarant : « que les traités sino-japonais et les notes de 1915 étaient considérés comme nuls et non

avenus », et le Sénat requit le Gouvernement d'agir en conséquence. Les faits ci-dessus mentionnés suffisent à prouver l'unanimité persistante du peuple chinois à ce sujet. La date à laquelle doit expirer le bail de Port-Arthur et de Dairem approcha ; le Gouvernement Chinois considère que l'heure est venue d'améliorer les rapports sino-japonais, et de déclarer que les traités de 1915 devraient être abrogés et les notes annulées sur le champ, exception faite pour les clauses des dits traités, au sujet desquelles ou bien un accord a déjà été conclu, ou bien le Gouvernement Japonais a retiré les réserves qu'il avait faites ».

« Le Japon est donc, par la présente communication, instamment prié de fixer le jour où pourront être discutées toutes questions relatives à la restitution de Port-Arthur et de Dairen, ou résultant de l'abrogation des traités et de l'annulation des notes ci-dessus mentionnées. Le Gouvernement Chinois est fermement persuadé que le Gouvernement et le peuple Japonais, comprenant toute l'importance de l'amitié sino-japonaise, acquiesceront aux désirs du peuple chinois tout entier et ainsi détruiront l'obstacle qui, dans le cours des dernières années, s'opposait à l'amitié sino-japonaise et à la cordialité des rapports entre les deux nations ; ainsi pourra se développer une amitié véritable entre la Chine et le Japon et se trouvera affermie la paix de l'Extrême-Orient, ce qui augmentera non seulement le bonheur de deux peuples mais encore la prospérité générale ».

Le Japon repoussa la proposition du Gouvernement Chinois et la question reste toujours un grand obstacle aux relations amicales entre les deux pays voisins.

Parmi les traités inégaux de la Chine, les vingt et une demandes du Japon sont les moins justifiées. « Depuis la guerre de l'opium, dit le Docteur Wou Kienpang, la Chine avait subi mille injustices, mais c'était la première fois qu'une puissance lui demandait de grandes concessions, sans invoquer aucun prétexte, et sans fournir même une apparence de fondement légitime à ses revendications ». Ce sont ces vingt et une demandes qui, en quelque sorte, concluent l'histoire des traités inégaux de la Chine.

DEUXIEME PARTIE

Les Faits caractéristiques de l'Inégalité dans les Traités sino-étrangers

A dater de la guerre de l'opium, on distingue deux catégories de traités entre la Chine et les Puissances. L'une, imposée par les Etats forts, qui avaient profité de la faiblesse militaire de l'Empire Chinois, pour l'obliger à accepter telles où telles conditions, sous la menace de la force : envoi de flottes ou débarquement de marins, par exemple ; l'autre, conclue par l'ignorance des fonctionnaires du Gouvernement mandchou, qui n'étaient pas au courant de la diplomatie contemporaine. Par conséquent, il n'existe pas d'égalité et de réciprocité dans les relations sino-étrangères, et la règle générale dans les traités est devenue la suivante : La Chine accorde toujours aux puissances contractantes des avantages politiques ou économiques sans recevoir elle-même aucune compensation.

Il n'est pas nécessaire d'exposer ici toutes les clauses d'inégalité contenues dans les traités chinois, parce qu'elles sont trop nombreuses. Dans les six chapitres suivants, je traiterai les questions suivantes : juridiction consulaire, autonomie douanière, concessions, territoires à bail, sphères d'influence, clause de la nation la plus favorisée, et droit de navigation sur les fleuves intérieurs. Ce sont des problèmes suffisamment compliqués du seul point de vue juridique.

CHAPITRE PREMIER

JURIDICTION CONSULAIRE

Au sujet de la Chine, on confond souvent les expressions : droit d'exterritorialité et droit de juridiction consulaire. Le droit d'exterritorialité est un principe basé sur le droit international qui consiste à soustraire le souverain et les agents diplomatiques étrangers à la juridiction territoriale de l'Etat qu'ils visitent, c'est un privilège réciproque. Le droit de juridiction consulaire ne repose sur aucun principe de droit international. Il consiste à soustraire les sujets d'un pays étranger à la juridiction territoriale de l'Etat qu'ils visitent, c'est un privilège non réciproque, n'ayant été accordé aux bénéficiaires que par traités particuliers. Les deux expressions, droit d'exterritorialité et droit de juridiction consulaire s'emploient en Chine indistinctement parce que presque tous les Etats contractants y possèdent le droit de juridiction consulaire. En d'autres termes les résidents étrangers y jouissent du même droit d'exterritorialité que leurs agents diplomatiques.

Lorsqu'il existe, entre deux peuples, une très grande différence sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois et des coutumes, des rapports durables et suivis ne sont possibles, qu'autant que celui de ces peuples que son activité attire sur le territoire de l'autre, y trouve des garanties exceptionnelles, sans lesquelles il n'existe aucune sécurité, pour les personnes ni pour les biens. Cette justification n'est pas fondée, parce que les pays orientaux n'ont jamais possédé le privilège de

juridiction consulaire dans les pays occidentaux. A mon avis, juridiction consulaire est (un régime spécial) une fiction juridique, un régime de faveur dont bénéficient les Etats forts vis-à-vis des Etats faibles.

Nous avons déjà expliqué, dans la première partie, comment ce régime exceptionnel s'est introduit en Chine. Après la guerre de l'opium, l'Angleterre imposa à la Chine, la juridiction consulaire dans cinq ports : Canton, Amay, Fou-Tchéou, Ning-Po et Changhaï par l'art. 13 de l'accord sino-anglais de 1842. Ce privilège fut accordé, aux Etats-Unis, par le traité de Wang-Hia, du 3 juillet 1844, et, à la France, par le traité de Whampoa du 24 septembre 1844. Après la conclusion des traités de Tien-Tsin, en 1858, et des traités de Pékin, en 1860, cette clause fut généralisée, et toutes les Puissances contractantes possédèrent la juridiction consulaire en Chine.

L'organisation des tribunaux étrangers en Chine varie suivant les puissances. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont établi des cours spéciales avec un personnel technique. La France et l'Italie ont un juge de carrière pour la Chine. Le Japon a des juges consulaires, de formation technique, affectés à certains consulats généraux. La Norvège possède, à Changhaï, un juge consulaire de même formation professionnelle que les juges des tribunaux norvégiens. A ces exceptions près, la justice extraterritoriale est, en principe, rendue par des cours consulaires présidées par un agent consulaire seul, ou, dans certains cas, assistés, d'assesseurs. Le système anglais prévoit seul le jugement par jury. Les cours consulaires appliquent, en principe, leur législation et leur procédure nationales, mais, avec des exceptions et des simplifications. Les affaires criminelles les plus graves sont, en certains cas, et pour certains pays, jugées par une cour étrangère située en dehors de la Chine.

Il y a trois cas concernant des affaires civiles ou pénales, dans lesquels la compétence des tribunaux étrangers est nettement stipulée et désignée par les traités. 1° le cas où les partis ont la même nationalité est stipulé par l'art. 39 du traité sino-français de 1858 lequel déclare que « les Français, qui se trouveront en Chine, dépendront également, pour toutes les difficultés ou les contestations susceptibles de s'élever entre eux, de la juridiction française ». 2° Le cas où les deux

parties sont des étrangers de nationalité différente est stipulé ainsi par le même traité « en cas de différent survenu entre Français et étrangers, l'autorité chinoise n'aura à intervenir, d'aucune manière. L'affaire sera portée devant le tribunal de la nationalité du défendeur ». 3° Le cas, où le demandeur ou plaignant des deux parties est Chinois, est plus compliqué que les deux cas précités. Il est appelé en général une affaire mixte et c'est celui qui soulève le plus de difficultés.

L'article 17 du traité anglais de 1858 mentionne l'affaire mixte en ces termes : « Lorsqu'un Anglais aura quelque motif de plainte ou quelque réclamation à formuler contre un Chinois, il devra, d'abord, exposer ses griefs au Consul qui, après avoir examiné l'affaire, s'efforcera de l'arranger à l'amiable. De même, quand un Chinois aura à se plaindre d'un Anglais, le consul écoutera sa réclamation, avec intérêt, et cherchera à obtenir un arrangement à l'amiable. Mais si, dans l'un ou l'autre cas, la chose était impossible, le consul requerra l'assistance du fonctionnaire chinois compétent, et tous deux, après avoir examiné conjointement l'affaire, statueront selon l'équité ». Le texte est une adoption de la vieille pensée chinoise. Pour les Chinois, la force morale est supérieure et plus efficace que celle de la loi. Toutes les affaires peuvent être arrangées à l'amiable et selon l'équité. Mais au point de vue juridique, le texte est trop vague. Que veut dire « sujet de plainte », que signifient les mots « examiner conjointement » et qui sera l'arbitre en cas de dissentiment entre le consul étranger et le fonctionnaire chinois ? Cette situation fut ainsi modifiée par la convention de Tchéfou entre l'Angleterre et la Chine, en septembre 1876 (section II 3) : « il est bien entendu qu'aussi longtemps que les lois des deux puissances différeront entre elles, il n'y aura qu'une règle et que cette règle sera la suivante : si un Chinois, accusé d'un crime contre un Anglais, est jugé par les autorités chinoises les autorités pourront assister en personne aux débats, mais sans aucune intervention de leur part. Il en sera de même, si le coupable est un Anglais, jugé par une cour anglaise. Mais si le représentant d'une des deux nationalités n'est pas satisfait de la sentence rendue, il aura le droit de protestation. La peine qui frappera un coupable sera appliquée d'après la loi de la nation à laquelle appartiendra le juge ». Ce texte est plus précis mais

il contient des points discutables. Quel est le rôle du fonctionnaire et du défendeur et quels sont ses pouvoirs ? Lorsque les Etats-Unis conclurent, le 17 novembre 1880, un traité avec la Chine, le rôle et les pouvoirs du fonctionnaire et du défendeur furent précisés par l'article 4 : « Tous les cas... entre Chinois et citoyens des Etats-Unis seront jugés par les autorités de la nationalité de l'accusé ou défendeur, l'officier de la nationalité du demandeur ou plaignant, sera librement admis à assister au jugement et sera traité avec la courtoisie due à sa position. Il lui sera accordé toutes facilités pour assister aux débats, dans l'intérêt de la justice, et, s'il le désire, il aura le droit d'être présent et d'examiner (cross-examine) et d'interroger les témoins. S'il est mécontent des débats, il lui sera permis de protester (contre eux) « in debate ». La loi appliquée sera la loi de la nationalité du fonctionnaire jugeant l'affaire. Ce privilège se développa, s'étendit, petit à petit, et il est revendiqué par toutes les nations contractantes, avec la Chine, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Ce sont les cours mixtes établies à Changhaï, à Amoy et Hankéou qui s'occupent spécialement des affaires mixtes. La Cour mixte de Changhaï est, de toutes, la plus importante au point de vue du nombre des affaires jugées.

D'après les réglementations intervenues entre les autorités locales chinoises et le consul d'Angleterre, le juge doit être nommé par le gouvernement chinois et la présence d'un assesseur étranger n'était prévue que dans le cas où un étranger était intéressé dans l'affaire à un titre quelconque, c'est-à-dire quand il s'agissait d'une affaire mixte proprement dite. Mais pendant la révolution de 1911, le corps consulaire de Changhaï s'arrogea le droit de nommer les juges chinois, et fit siéger les assesseurs étrangers dans les procès où des chinois étaient seuls en cause. Le gouvernement chinois protesta sans cesse contre cet abus des autorités étrangères et demanda aux puissances d'observer les clauses des traités. De laborieuses négociations, qui se prolongèrent durant douze années, n'aboutirent à aucun résultat, à cause de l'intransigeance des Anglais. Lors des graves incidents de Changhaï, en mai 1925, toute la population chinoise manifesta son indignation contre l'abus de la police anglaise, qui massacra une trentaine de personnes

ayant manifesté leur sympathie pour les ouvriers chinois maltraités, dans les filatures japonaises de Changhaï. En vue d'apaiser l'irritation du peuple chinois, les Anglais consentirent à entamer des négociations, avec le gouvernement chinois, pour la restitution de la Cour mixte à la Chine. Un accord comprenant neuf articles, fut conclu, à Changhaï, le 13 juillet 1926, entre les représentants des puissances contractantes et les délégués du gouvernement de Pékin. Nous nous bornerons à citer ici le plus important, le premier article de l'accord :

Art. 1°) Le gouvernement provincial du Kiang-Sou, à la place de la Cour mixte de la concession internationale de Changhaï, établira la Cour provisoire de Changhaï (Changhaï Provisional Court). A l'exception des affaires qui, en conformité des traités, impliquent le droit de juridiction consulaire, toutes les affaires civiles et criminelles, dans la concession, seront réglées par la Cour provisoire ;

2°) Toutes les lois, y compris les lois de procédure et ordonnances, présentement applicables dans les autres tribunaux chinois, aussi bien que celles qui pourront être directement préparées et promulguées dans l'avenir, seront applicables dans la Cour provisoire, compte dûment tenu des termes de la présente convention et des règles établies de procédure de la Cour mixte telles qu'acceptées ci-après ; 3°) Dans les affaires criminelles qui affectent la paix et l'ordre de la concession internationale, y compris les contraventions aux Land Regulations et aux Bye-Laws (règlements municipaux) de la concession internationale, et dans toutes les affaires criminelles dans lesquelles le prévenu est au service d'un étranger ayant des droits d'exterritorialité, le consul doyen peut nommer un délégué qui siège, avec le juge, pour observer (to Watch) les débats. Le concours du délégué ne sera pas nécessaire pour la validité du jugement ; bien qu'il ait le droit de consigner ses objections, il ne pourra toutefois poser de questions aux témoins ou prisonniers sans l'autorisation du juge ; 4°) Les citations, convocations, ordres, etc., sont valables avec la signature du juge. Ces documents seront enregistrés par le greffier en chef avant exécution. Si leur exécution doit avoir lieu dans un local occupé par un étranger ayant des droits d'exterritorialité, le consul ou tout autre fonctionnaire compétent de la puissance intéressée doit les contresigner sans délai ;

5°) Dans les affaires civiles dans lesquelles le demandeur est un étranger ayant des droits d'extraterritorialité ou le Shanghai Municipal Council et dans les affaires criminelles dans lesquelles le plaignant est un étranger ayant des droits d'extraterritorialité, le consul de la nationalité intéressée ou le consul doyen peut envoyer un fonctionnaire siéger conjointement avec le juge conformément aux dispositions des traités ; 6°) Une Cour d'appel sera établie en correspondance avec la cour provisoire pour s'occuper des affaires criminelles qui affectent directement la paix et l'ordre de la concession et des affaires criminelles mixtes. Le président de la cour provisoire agira concurremment comme président de la cour d'appel. L'appel ne sera pas autorisé dans les affaires dans lesquelles la pénalité est inférieure à l'emprisonnement maximum du cinquième degré, ni dans les affaires concernant les Land Regulations et les Bye-Laws de la concession internationale. Dans toutes les affaires dans lesquelles un délégué du consul doyen aura siégé en première instance, un autre délégué siégera en appel, nommé de la même manière et ayant les mêmes droits que le délégué originaire. Dans les mêmes conditions, un fonctionnaire consulaire différent siégera dans l'appel des affaires criminelles mixtes ; Le président et les juges de la cour provisoire ainsi que les juges de la cour d'appel seront nommés par le gouvernement provincial du Kiang-Sou.

Les puissances ont prétendu avoir fait une grande concession à la Chine, mais en réalité ce n'était que le retour au statu quo parce que, sauf le retour aux juges chinois des affaires chinoises, aucune modification n'était apportée au régime antérieur, les étrangers continuaient d'avoir la haute main sur le fonctionnement de la cour provisoire.

Par conséquent, l'opinion publique chinoise ne pouvait se déclarer satisfaite de l'accord en question contre lequel le Kuomintang publia un manifeste le premier janvier 1927, le jour même de la restitution de la cour mixte aux autorités chinoises.

En Chine, il existe un système de protection. Les ressortissants des pays qui n'ont pas signé de traité avec le gouvernement chinois pourront jouir en Chine des mêmes privilèges que les nationaux d'un Etat chargé de les protéger. La personne placée sous la protection d'une

puissance s'appelle « protégé ». A l'égard de la Chine, dit M. Georges Soulié, néanmoins, aucune distinction n'est faite, entre ces protégés, qui reçoivent tous les passeports dans les mêmes conditions que les nationaux, citoyens ou sujets jouissant des droits les plus étendus ». Ce système de protection ne repose sur aucune base dans les traités sino-étrangers et, par conséquent, en 1908, le gouvernement chinois donna des instructions à tous les fonctionnaires, leur ordonnant de refuser nettement de reconnaître toute protection de ce genre, et d'agir à l'égard des porteurs de cette catégorie de passports, comme s'ils étaient sans protection aucune.

Il est clair que la juridiction consulaire est profondément immorale. Elle prive la Chine de ses droits naturels comme Etat, droits inaliénables et imprescriptibles par essence. Sans insister trop sur l'injustice de la juridiction consulaire, le fonctionnement de tel système dans un vaste pays comme la Chine, comporte de nombreuses difficultés. Pendant la conférence de Washington, la délégation chinoise a demandé aux puissances participantes de renoncer à leur juridiction consulaire, en Chine, en déclarant les vices de ce régime exceptionnel ;

1° Le droit d'exterritorialité, pour les étrangers, étant une atteinte à la souveraineté intérieure de la République chinoise, est considéré, par le peuple chinois, comme une humiliation nationale.

2° De graves inconvénients découlent de la diversité des tribunaux et la question de leurs relations mutuelles a créé souvent des situations juridiques inextricables.

3° La diversité des législations est également pleine d'inconvénients. Par application de la règle que la juridiction compétente est celle de la nationalité de l'accusé ou du défenseur, les réclamations contre les Anglais doivent être déposées devant les tribunaux anglais, celles contre les Français devant les tribunaux français, et ainsi de suite. Toute affaire civile ou criminelle, jugée par un tribunal consulaire, peut être l'objet, de la part d'un autre tribunal, d'une appréciation différente. C'est pour cette raison que les affaires identiques ont souvent donné lieu, par suite de la variété des juridictions, à des discussions différentes. Cette inégalité de traitement froisse les sentiments de justice et d'équité.

4° Avec le système actuel, la justice consulaire ne possède aucune action sur des témoins ou des plaignants étrangers. Lorsque les déclarations des témoins appartenant à une nationalité différente de celle de l'accusé sont nécessaires, l'instruction dépend entièrement de la bonne volonté de ce témoin, et si, après qu'il a comparu volontairement, il lui arrive de refuser de répondre aux questions qui lui sont posées ou d'être convaincu de parjure, il ne peut être condamné à une amende ni traduit en justice. Si l'accusé ou le défendeur n'ont aucune défense à opposer au plaignant ou au demandeur, mais veulent déposer une demande reconventionnelle, le tribunal ne peut la recevoir, quelle que soit l'évidence de sa légitimité.

5° Lorsque le défendeur est étranger, que l'action intentée soit civile ou criminelle, pour obtenir un jugement, force est de se rendre au tribunal consulaire le plus proche, qui est parfois bien éloigné. De la sorte, il est souvent impossible d'assurer la présence des témoins nécessaires et de poursuivre normalement les enquêtes.

6° La juridiction consulaire soulève un conflit entre les fonctions judiciaire et consulaire, qui semblent incompatibles. Car le premier devoir d'un consul est de s'occuper des intérêts de ses nationaux ; il est peu logique d'ajouter à ce devoir celui d'administrer la justice. Lorsqu'une plainte lui est apportée contre un de ses nationaux, il doit se produire forcément un conflit entre le devoir de protection vis-à-vis d'un compatriote et l'administration d'une justice impartiale. Une telle pratique est évidemment contraire au principe moderne de la séparation des fonctions administrative et judiciaire.

7° Un autre désavantage pour la Chine, c'est que les étrangers, sous le couvert de l'exterritorialité, prétendent être exemptés des taxes locale et accises que les Chinois eux-mêmes, sont obligés de payer.

En rejetant la demande légitime chinoise, la Conférence, dans sa quatrième séance plénière du 10 décembre 1921, adoptait une résolution V et des résolutions additionnelles prévoyant l'institution d'une commission d'enquête sur les pratiques actuelles de juridiction consulaire en Chine, sur la législation, son organisation judiciaire et ses méthodes d'administration judiciaire. Pour diverses raisons, la commission ne se réunit que le 12 janvier 1926. Treize puissances y étaient

représentées. En vue d'inspecter les cours, tribunaux, prisons et maisons d'arrêt dans les provinces, une mission fut constituée et termina ses travaux, en quelques semaines, du 10 mai au 16 juin. Un rapport fut signé, el 16 septembre, par les représentants de la commission. Il se divise en quatre parties : I. Etat actuel de l'exterritorialité ; II. Lois et système judiciaire de la Chine ; III. Administration de la justice en Chine ; IV. Recommandations.

Les délégués, ayant achevé leur examen et consigné aux parties I, II et III de ce rapport leurs constatations de fait, vont maintenant formuler leurs recommandations.

Les délégués sont d'avis que, lorsqu'il aura été raisonnablement satisfait à ces recommandations, les diverses puissances pourraient abandonner leurs droits respectifs d'exterritorialité.

Il s'entend que, lors de l'abandon de l'exterritorialité, les nationaux des puissances intéressées jouiront de la liberté de résidence et de négoce, ainsi que des droits civils, dans toutes les parties de la Chine, conformément à l'usage général dans les relations entre nations et sur une juste et équitable base.

Recommandations

I. — L'administration de la justice, vis-à-vis de la population civile en Chine, doit être dévolue à la magistrature, laquelle aura à être efficacement protégée contre toute ingérence injustifiée du pouvoir exécutif ou autre organe, soit civil, soit militaire, du Gouvernement.

II. — Le Gouvernement Chinois aurait à adopter le programme ci-dessous pour l'amélioration du système légal, judiciaire et pénitentiaire existant :

1) Il aurait à considérer les parties II et III de ce rapport afférentes aux lois et au système de magistrature, de police et de prisons, en vue d'apporter des modifications et de prendre les mesures qui peuvent être nécessaires pour tenir compte des observations faites.

2) Il aurait à achever et mettre en vigueur les lois suivantes :

1° Code civil ;

2° Code de commerce (y compris la loi sur les effets de commerce, celle sur le droit maritime et celle sur les assurances) ;

3° Code pénal révisé ;

4° Loi sur la banque ;

5° Loi des faillites ;

6° Loi des patentes ;

7° Loi sur l'expropriation foncière ;

8° Loi relative aux notaires publics.

3) Il aurait à fixer et maintenir une méthode uniforme pour rendre, promulguer et abroger les lois, en sorte qu'il ne puisse y avoir d'incertitude à l'égard des lois de Chine.

4) Il aurait à étendre le système des tribunaux modernes, en vue de l'élimination des tribunaux des sous-préfets, comme des prisons et maisons d'arrêt d'ancien type.

5) Il aurait à pourvoir aux mesures financières adéquates pour l'entretien des cours et tribunaux, ainsi que des prisons et maisons d'arrêt et de leur personnel.

III. — Il est suggéré qu'avant qu'il n'ait été raisonnablement satisfait à toutes les recommandations formulées ci-dessus, mais après qu'il aura été tenu compte effectif des principales, les Puissances intéressées pourraient, si tel est le désir du Gouvernement Chinois, envisager l'abolition de l'exterritorialité selon tel programme graduel (géographique, partiel ou autre) à convenir.

IV. — En attendant l'abolition de l'exterritorialité, les Gouvernements des Puissances intéressées auraient à considérer la partie I de ce rapport, en vue de tenir compte des observations faites et d'apporter, avec le concours du Gouvernement Chinois, en tant que nécessaires, certaines modifications dans les systèmes exterritoriaux actuels et leur pratique ainsi qu'il suit :

1° *Application des lois chinoises.* — Les Puissances intéressées auraient à faire appliquer, autant qu'il serait praticable dans leurs cours exterritoriales ou consulaires, les lois et règlements de Chine, qu'elles peuvent juger à propos d'adopter.

2° *Causes mixtes et cours mixtes.* — En règle générale, les causes mixtes, entre nationaux des Puissances intéressées comme demandeurs

et justiciables de la juridiction chinoise comme défendeurs, seraient à porter devant les tribunaux chinois modernes (Chen p'an 'ting), sans la présence d'un assesseur étranger, pour suivre le procès ou y figurer à aucun titre. En ce qui concerne les cours mixtes spéciales existantes, leur organisation et leur procédure seraient, autant que pussent le permettre les conditions spéciales dans les établissements (Settlements) et les concessions, à mettre davantage en harmonie avec l'organisation et la procédure du système chinois moderne. Les avocats nationaux des Puissances à exterritorialité et qualifiés pour exercer devant les cours exterritoriales ou consulaires, seraient à admettre, selon les lois et règlements régissant les avocats chinois, comme représentants de clients étrangers ou chinois dans toutes les causes mixtes. Aucun examen ne serait à requérir pour pouvoir occuper dans ces causes.

3° *Nationaux des Puissances à exterritorialité.* — a) Les Puissances à exterritorialité auraient à redresser certains abus qu'engendre l'extension de la protection étrangère à des Chinois ainsi qu'à des intérêts de commerce et de navigation dont les titulaires réels sont, en totalité ou principalement chinois.

b) Les Puissances à exterritorialité qui, présentement, ne requièrent pas l'immatriculation périodique obligatoire de leurs nationaux en Chine auraient à instituer cette immatriculation à intervalles déterminés.

4° *Coopération judiciaire.* — Les arrangements nécessaires seraient à prendre touchant la coopération judiciaire (y compris les commissions rogatoires) entre les autorités Chinoises et celles des Puissances à exterritorialité, et entre ces dernières elles-mêmes. Par exemple :

a) Tout compromis pour l'arbitrage en matière civile entre étrangers et personnes ressortissant à la juridiction chinoise seraient à reconnaître de la part des cours exterritoriales ou consulaires quant à leurs justiciables et de la part des cours chinoises quant aux leurs, sauf si, dans l'opinion de la cour compétente, la décision était contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

b) Des arrangements satisfaisants seraient à prendre entre le Gouvernement Chinois et les Puissances intéressées pour la prompt exécution des jugements, citations et mandats de perquisition ou d'arrêt

visant des justiciables de la juridiction chinoise et dûment émanés des tribunaux chinois, avec certification par les autorités chinoises compétentes, et vice versa.

5° *Taxes.* — En attendant l'abolition de l'exterritorialité, les nationaux des Puissances intéressées auraient à être requis de payer les taxes pouvant être établies dans les lois et règlements, selon due promulgation par les autorités compétentes du Gouvernement Chinois, et reconnues par les Puissances intéressées comme applicables à leurs nationaux.

Le délégué chinois à la commission signa le rapport en mentionnant que sa signature n'impliquait pas son approbation de tout ce qui était dit dans les trois premières parties. L'opinion chinoise, qui était déçue par le rapport de la commission, n'émettait pas une opinion favorable à l'abolition immédiate de la juridiction consulaire.

A plusieurs reprises, les Puissances ont promis à la Chine de renoncer à leur droit de juridiction consulaire. Dans le traité sino-anglais de 1902, l'art. 12 stipule que : La Chine ayant manifesté le vif désir de réformer son système judiciaire et de se mettre en harmonie avec celui des pays occidentaux, la Grande-Bretagne convient de lui prêter toute assistance dans cette réforme, elle se déclare en outre prête à renoncer à ses droits d'exterritorialité lorsqu'elle sera assurée que l'état des lois chinoises, les mesures prises pour leur application et d'autres considérations le lui permettront. Des stipulations similaires se trouvent dans l'art. 15 du traité de commerce sino-américain de 1903 et dans l'art. 2 du traité de commerce sino-japonais de la même année. La Suède, dans son traité du 2 juillet 1908 avec la Chine, se déclarait prête à renoncer aux privilèges aussitôt que toutes les autres nations l'auraient précédée dans cette voie. Une clause analogue se trouve dans les déclarations annexées au traité du 13 juin 1918 entre la Chine et la Suisse. En janvier 1927, la Grande-Bretagne adressa elle-même à la Chine des propositions dont un passage répète sa promesse de 1902, à savoir : « Le Gouvernement de sa Majesté est disposé à reconnaître les tribunaux chinois modernes comme tribunaux compétents pour les actions intentées par les sujets britan-

niques demandeurs ou victimes et à renoncer au droit d'assistance à l'audience d'un représentant britannique dans les affaires. »

En réalité il n'y a pas de grande différence entre les deux phrases « l'Angleterre est prête » et « elle est disposée » à renoncer au droit d'exterritorialité en Chine, malgré la distance d'un quart de siècle.

A l'exception de l'Allemagne et de l'Autriche, qui ont perdu leur droit d'exterritorialité, à cause de la participation de la Chine à la grande guerre, la Russie a renoncé aux droits d'exterritorialité et à la juridiction consulaire par l'art. 12 sino-russe de 1922. La Belgique, dans l'art. 2 du traité conclu le 22 novembre 1928 avec le Gouvernement de Nankin, renonce à son droit d'exterritorialité en matière judiciaire. Toutefois, par un échange de lettres qui sont annexées au traité, le Gouvernement Chinois s'engage à n'appliquer cette clause qu'à partir du 1^{er} janvier 1930, et à négocier immédiatement avec le Gouvernement Belge des arrangements concernant l'application aux sujets belges, en Chine, de la juridiction chinoise. A défaut de tels arrangements à la date du 1^{er} janvier 1930, les sujets belges seront, passé cette date, soumis aux juridictions chinoises, dès que la majorité des puissances jouissant actuellement des privilèges de l'exterritorialité en Chine auront consenti à les abandonner ». La renonciation belge à la juridiction consulaire en Chine n'est ni immédiate ni complète, par conséquent, la presse chinoise est unanime à s'élever contre cette stipulation équivoque.

CHAPITRE II

AUTONOMIE DOUANIÈRE

Avant 1842, la Chine était absolument libre de fixer à son gré ses droits de douane. Après la guerre de l'opium, elle perdit son droit d'autonomie douanière par le traité de Nankin, signé, en 1842, avec la Grande-Bretagne. Les taxes sur les marchandises importées furent fixées par le traité supplémentaire de 1843 et consistent en des droits spécifiques calculés, pour la plupart, sur la base de 5 % *ad valorem* ; dans certains cas, cependant, le droit s'élève jusqu'à 40 %. Lors des traités conclus en 1858, avec la Grande-Bretagne et la France, une révision de ce tarif fut entreprise et le taux de 5 % *ad valorem* fut appliqué pour la première fois, à toutes les marchandises.

Ces traités contenaient des clauses de révision périodique. Depuis 1858 jusqu'à présent, il n'y eut que deux révisions, l'une en 1902, à la suite de l'insurrection des Boxers en vue d'obtenir un revenu suffisant pour faire face aux nouvelles obligations imposées par le protocole de 1901, l'autre en 1918. Dans ces deux cas, l'estimation des valeurs en douane fut seule révisée, le tarif restant fixé à 5 % *ad valorem*.

Ce tarif fut concédé aux autres puissances lorsqu'elles conclurent des traités de commerce avec la Chine. Il faut remarquer que la clause de la nation la plus favorisée existe dans tous les traités conclus entre la Chine et les Puissances étrangères. Par cette clause, les Puissances, lorsqu'elles concluent des traités de commerce, avec le Gouvernement Chinois, bénéficièrent des mêmes avantages du tarif conventionnel.

En Chine, il existe un impôt spécial nommé « likin », qui veut dire taxe ou taux d'un millième *ad valorem* prélevée sur les transports pendant la révolte de Taïpings. Il a été perçu, pour la première fois, en 1853. Les postes de likin se sont multipliés. En 1860, il était déjà étendu à toute la Chine. Il y a dans chaque province plusieurs postes de likin, qui sont généralement installés sur les frontières provinciales ou départementales. Dans la seule province de Kiangsi, on en compte plus de quarante. Les recettes provenant du likin sont recettes provinciales, tandis que les recettes des douanes sont des recettes d'Etat. Pour augmenter les recettes provinciales, le gouverneur de la province fait souvent installer des nouveaux postes de likin et en élève le taux.

Toutes les marchandises, qu'elles soient chinoises ou étrangères, doivent payer un certain droit de transit, lorsqu'elles passent devant le poste de likin. Cette question était stipulée par le traité sino-britannique de Tien-Tsin, 26 juin 1858, dont une clause annexe (n° 7 prévoit qu'en sus du droit de douane maritime, une somme fixe sera payée par les importations et les exportations étrangères au port ou à la première station de likin ; moyennant quoi, un certificat (transit pass) permettra à la marchandise, ainsi taxée, d'être exempte de tous autres droits de transit intérieur. Le taux convenu était de la moitié du taux fixé par le tarif douanier. Pour les marchandises entrant ou sortant en franchise, le droit de transit était fixé à 2 1/2 % *ad. valorem*. Par conséquent les marchandises d'origine étrangère, lorsqu'elles sont transportées en Chine centrale, n'ont à payer qu'une fois la taxe de 2,5 % de likin, tandis que les marchandises d'origine chinoise ont à payer la taxe de 2,5 %, autant de fois qu'elles passent devant les postes de likin. D'après la statistique faite par le Dr Y. C. Ma, une marchandise chinoise doit payer de 26 à 27 % de sa valeur, en droit de transit, quand elle est transportée du centre au port littoral, tandis qu'une marchandise étrangère de même nature, ne paye que 2,5 % de droit de transit quand elle est transportée d'un port du littoral dans le centre du pays.

C'est d'ailleurs pourquoi les marchandises chinoises ne peuvent concurrencer les marchandises étrangères, même en territoire chinois.

D'après le principe du protectionnisme, les marchandises importées doivent payer une taxe plus élevée que les marchandises nationales, mais c'est tout le contraire en Chine, où les marchandises d'importation étrangère sont beaucoup plus favorisées que les marchandises chinoises.

Il reste encore une autre question à examiner, c'est celle de l'administration des douanes chinoises. Le 7 septembre 1853, les rebelles de la Société « Triade du petit couteau » occupèrent la ville de Changhaï et les fonctionnaires chinois de la douane, ayant abandonné leurs postes, personne n'avait de mandat régulier pour toucher les droits sur les marchandises importées. Le 29 juin 1854, une conférence fut tenue entre Wou-Tao-Taï (haut fonctionnaire chinois à Changhaï) et les représentants des consuls français, anglais et des Etats-Unis. Ils aboutirent à un accord, d'après lequel les droits de douane seraient temporairement perçus par les consuls au nom du gouvernement chinois. Au début, la commission des douanes comprenait des représentants des consuls des trois puissances. Ensuite la France et les Etats-Unis cessèrent de nommer des représentants, Horatis Nelson Lay, représentant anglais, resta seul. Comme le nouveau système douanier de Changhaï avait donné de bons résultats, on se décida à l'appliquer aux autres ports ouverts au commerce. Pour unifier la direction des douanes, M. Lay fut nommé Inspecteur Général des douanes maritimes par le Gouverneur Général des deux Kiang. L'article 10 de la convention sino-britannique de 1853 stipulait « que les douanes maritimes impériales seraient placées désormais entre les mains des étrangers, qui, tout comme les fonctionnaires chinois, seraient nommés par le gouvernement impérial. Dans la plénitude de son bon gré et de ses droits souverains, le gouvernement chinois aurait la faculté de nommer un Anglais comme Directeur de l'Administration des Douanes ». Depuis, le poste de Directeur général a toujours été occupé par un Anglais. Dans les 65 bureaux des douanes, il y a plus de 100 postes importants occupés par des étrangers, dont un tiers sont Anglais.

Le régime douanier actuel de la Chine, non seulement n'est pas scientifique, mais il a des conséquences fâcheuses pour sa situation financière. Le docteur Willington Koo a bien exposé les vices de ce régime à la conférence de Washington :

1°) Le régime actuel est une atteinte aux droits souverains de la Chine.

2°) Il prive la Chine du pouvoir de conclure des arrangements réciproques avec les puissances étrangères ; c'est donc contraire au principe de l'égalité entre nations. La Chine a accordé la clause de la nation la plus favorisée à toutes les puissances. Par l'effet de cette dernière clause, chaque puissance a le droit de réclamer tous les avantages ou privilèges qui sont consentis à une autre puissance. Mais la Chine n'obtient aucun traitement de réciprocité. Chaque puissance, liée à la Chine par traité, jouit du bénéfice du tarif chinois de 5 %, mais les marchandises chinoises entrant dans les ports étrangers ont à payer les droits du tarif maximum : le thé chinois importé en Grande-Bretagne paie un droit équivalent à 25 %, le tabac chinois importé au Japon paie 35 % et la soie brute 30 %, etc... Cette non-réciprocité constitue une entrave sérieuse au développement du commerce et de l'industrie chinois. Elle est contraire à l'usage international suivant lequel les concessions de tarifs douaniers sont toujours faites sur la base de compensations mutuelles.

3°) Depuis l'abandon du principe de la différenciation en 1858, toutes les marchandises, depuis les objets de luxe jusqu'aux objets de première nécessité, y compris les matières premières, sont taxées exactement au même taux. Si, à cette époque, la Chine consentit à un pareil tarif uniforme, c'était parce que le commerce étranger était alors comparativement peu important ; mais, depuis cette époque, ce commerce s'est accru considérablement. La Chine trouve donc aujourd'hui que non seulement la distribution du fardeau est excessivement injuste, mais que son économie nationale est sérieusement affectée par les entraves à l'importation des matières premières et des machines dont elle a un grand besoin, contrastant avec le stimulant donné à l'importation des objets de luxe. Le tarif chinois ne tient aucun compte des besoins économiques et sociaux, ni des nécessités fiscales du peuple chinois.

4°) Les tarifs en vigueur sont la cause, pour le trésor chinois, de sérieuses pertes de revenus. Le taux de 5 % ad valorem est beaucoup plus bas que celui qui existe dans d'autres pays. Or les droits de

douane constituent une des sources les plus importantes des revenus de toutes les nations. Encore ce taux de 5 % n'est-il que nominal, car la revision périodique, prévue par les traités, n'a jamais été appliquée en temps voulu et, lorsqu'elle a été effectuée, la base d'évaluation adoptée a toujours été plus basse que la valeur réelle du moment. Ainsi, par suite de l'augmentation continuelle dans la valeur des marchandises importées, les droits payés, dans un temps donné, ont toujours été plus bas que ce qu'auraient exigé les prix courants. Ces droits d'entrée forment un très faible pourcentage du revenu annuel de l'Etat chinois. Prenons, par exemple, l'année 1914 : le revenu total ordinaire fut de 280 millions de taëls, sur lesquels les droits d'entrée ne fournirent que 18 millions de taëls, ce qui représente moins de 7 %. Tandis que le droit de douane représente 15 % du revenu total pour la France, 35 % pour les Etats-Unis. Comme la plupart des recettes douanières sont affectées au service des emprunts étrangers dont elles ont la garantie, le Gouvernement Chinois est forcé de se procurer de l'argent par d'autres moyens, et nombre d'impôts que l'on reconnaît mauvais ont dû être conservés, tel que, par exemple, le « likin », droits de douanes intérieurs et d'autres encore.

5°) Le régime actuel rend toute revision extrêmement difficile. On doit observer que le tarif de 5 % fut fixé en 1858 et que, depuis, aucune revision véritable n'a été effectuée ; car les revisions de 1902 et 1919 ne furent en réalité que des réestimations de prix qui constituèrent des bases sur lesquelles on calcula et on imposa les droits spécifiques. La revision de 1902 n'a produit qu'une augmentation effective de 2 1/2 % par rapport à la valeur marchande réelle et celle de 1918 seulement 3 1/2 %. Même si on prélevait un droit effectif de 5 % qui produirait une augmentation de 15 millions de taëls, cette augmentation ne serait pas suffisante pour assurer les multiples besoins du Gouvernement Chinois.

Mais il y a encore d'autres vices que le Docteur Koo n'a pas dénoncés. 1°) Il est stipulé dans tous les traités commerciaux sino-étrangers que le tarif pourra être révisé périodiquement, bien qu'en fait la revision soit impossible, parce qu'il faut avoir le consentement unanime de toutes les puissances qui jouissent du privilège de « la

clause de la nation la plus favorisée » en Chine. En 1912, le gouvernement chinois fit une tentative pour obtenir une nouvelle revision. Mais le consentement unanime des seize ou dix-sept puissances intéressées ne put être obtenu. En 1921, la conférence de Washington avait décidé de convoquer une conférence spéciale, pour reviser le tarif maritime chinois, dans les trois mois qui suivraient sa clôture. M. Underwood, délégué des Etats-Unis, déclara que, s'il y avait un état non signataire du traité de Washington qui veuille, contrairement à l'opinion publique, des neuf puissances, empêcher l'augmentation des ressources douanières de la Chine, indispensables, le gouvernement chinois pourrait abolir les conventions ou traités commerciaux entre cet Etat et la Chine, car il n'y aurait pas d'autre moyen d'assurer l'exécution du traité de Washington. En effet, aucune puissance secondaire ne souleva d'objections, mais seul, le gouvernement Français ne ratifia le traité de Washington qu'en 1924, à cause de la question des francs or. On voit bien par ce qui précède qu'il est difficile et même impossible de reviser le tarif du régime actuel.

2°) La balance commerciale de la Chine est toujours défavorable parce que le chiffre des importations est toujours supérieur à celui des exportations, les marchandises exportées étant frappées du même tarif douanier que les marchandises importées.

Le tableau ci-dessous montre la différence entre les importations et les exportations pendant une période de 10 années (statistique de la douane maritime).

ANNÉE	IMPORTATION	EXPORTATION	DIFFÉRENCE
1917	549.518.774	462.931.630	86.587.144
1922	923.403.000	752.917.000	170.486.000

Les importations présentent chaque année, dans la balance commerciale chinoise un excédent d'à peu près deux cents millions de taëls sur les exportations. Cela est très funeste pour l'économie nationale de la Chine, parce qu'elle ne possède pas d'autres ressources soit

l'intérêt des crédits où le revenu des transports pour combler ce déficit annuel de deux millions de taëls.

Pour les raisons mentionnées ci-dessus, la Chine ne cesse de réclamer aux Puissances la restitution de son autonomie douanière. En 1919, la délégation chinoise à la Conférence de la Paix, en qualité de membre du groupe des Alliés, présenta un mémoire dans lequel elle réclamait l'autonomie douanière, en ajoutant que la Chine espérait que les Puissances amies lui restitueraient les droits fiscaux dont jouissent toutes les nations indépendantes, de sorte que le peuple chinois puisse développer ses ressources naturelles, devenir un meilleur consommateur de produits étrangers et contribuer, pour sa part, au progrès et à la civilisation de l'humanité. La Conférence approuva cette demande, mais déclara qu'elle n'était pas compétente pour lui donner suite. Lors de la Conférence de Washington, tenue en 1921, le docteur Koo, délégué chinois, présenta de nouveau une demande d'autonomie douanière, à la commission des revenus de la Chine. Mais la demande chinoise fut repoussée, et la Conférence adopta un projet de sir Borden. Ce projet prévoyait la réunion d'une Conférence spéciale pour préparer l'abolition des likins, la revision du tarif actuel (par l'intermédiaire d'une commission spéciale à réunir à Changhaï) de façon à le ramener au taux effectif de 5 % et la possibilité (pour la conférence spéciale) d'établir une surtaxe de 25 %, sauf, pour de certains articles de luxe susceptibles de supporter une plus grande augmentation.

M. Koo ne se montra pas complètement satisfait de ce nouvel accord en déclarant « qu'en vue de la difficulté et de l'injustice inhérentes au présent régime et de l'effet bienfaisant et désirable que la restauration de l'autonomie des douanes aurait certainement sur le commerce et le développement économique de la Chine aussi bien que sur l'évolution de son système fiscal, la délégation chinoise crut, de son devoir, de déclarer que, bien que cette commission ne voie pas comment elle pourrait prendre en considération la réclamation de la Chine pour la restauration de son autonomie douanière, elle n'entend pas, en donnant son consentement au présent accord, renoncer à sa réclamation ; bien au contraire, son intention étant de soulever la question à nouveau, dans toutes les occasions propices à l'avenir. D'après le

traité de Washington, une Conférence douanière aurait dû se réunir, en Chine, dans les trois mois suivant la clôture, mais elle ne s'ouvrit que le 26 octobre 1925, à Pékin, parce qu'elle fut retardée par la non-ratification du traité de Washington du Gouvernement Français, à cause de la question des francs-or. Dans son discours de bienvenue, prononcé à la séance inaugurale, le maréchal Tuan-Tsi-Jouée, chef provisoire du Gouvernement Chinois, demanda aux délégués des Puissances, la restauration à la Chine de son autonomie douanière. Après de longues et laborieuses discussions, la proposition chinoise fut acceptée (et la résolution suivante adoptée) par la Conférence : les Puissances contractantes, autres que la Chine, reconnaissent à celle-ci le droit à l'autonomie douanière en matière de tarif, acceptant de supprimer les restrictions qui sont contenues dans les traités existants entre la Chine et les Puissances et consentant à la mise en vigueur de la loi sur le tarif national chinois à dater du 1^{er} janvier 1929. Le Gouvernement Chinois déclara que le likin sera aboli en même temps que la mise en vigueur de la loi sur le tarif national chinois et que l'abolition du likin sera effectivement terminée le 1^{er} janvier 1929.

Cette résolution ne donna pas satisfaction au peuple chinois, qui réclame l'autonomie absolue des douanes sans condition, non seulement la liberté de fixer son tarif douanier, mais encore l'administration des douanes. Les Professeurs des Universités de Pékin interprétaient l'opinion publique en déclarant « que les Puissances voulaient faire croire au public qu'elles avaient donné l'autonomie à la Chine, alors qu'en réalité, cela n'était qu'une demi-mesure, car l'autonomie complète ne devrait pas être conditionnée par l'abolition du likin.

Pour consolider ses dettes et reconstruire le pays, la Chine a grand besoin d'argent. Les douanes constituent la seule ressource financière importante pour le Gouvernement Chinois. Sans augmenter les revenus douaniers, la consolidation des dettes intérieures ou extérieures, ainsi que la reconstruction du pays seraient impossibles. L'attitude des Puissances, dit un savant juriste, M. G. Padoux, est ici contradictoire, puisque d'un côté, elles exigent de la Chine qu'elle tienne ses engagements et, de l'autre, elles lui refusent les moyens d'y satisfaire ». Donc, il est injustifiable que les Puissances aient refusé de reconnaître l'auto-

nomie douanière de la Chine à ce sujet, le Japon a fait toutes sortes de difficultés et il a cherché, par tous les moyens, à faire échec à la démarche chinoise. Même actuellement, il a entrepris de faire une campagne contre l'autonomie douanière de la Chine. Dans la presse japonaise, la question a souvent été posée qu'il était nécessaire de convoquer une Conférence internationale pour discuter un détail sur le problème de la douane chinoise, avant la mise en vigueur du tarif national chinois. Evidemment, c'est là une manœuvre du Japon. Même si le Gouvernement de Tokio fait une proposition officielle aux Puissances, il est certain que la Chine ne l'acceptera pas. L'autonomie douanière a été reconnue, en octobre 1925, par la Conférence spéciale de Pékin, à laquelle les neuf signataires de la Conférence de Washington ont participé et, par conséquent, les décisions de l'une ou l'autre doivent avoir la force juridique. Le Dr. C. T. Wang, Ministre des Affaires étrangères de Chine, a déclaré, le 19 novembre 1928, que « l'application du tarif autonome, prévue pour le printemps prochain, sera précédée d'un préavis de deux mois au minimum. Le nouveau tarif sera valable pour un an et sera revisible moyennant un préavis, faute duquel sa prorogation sera automatique ». Le nouveau tarif douanier a été promulgué, le 7 décembre, par le Gouvernement de Nankin, et les Ministres des Puissances étrangères ont été priés de notifier à leurs nationaux qu'il entrera en vigueur le 1^{er} février 1929.

CHAPITRE III

LES CONCESSIONS

A l'époque où le pays a été ouvert aux étrangers, pour la première fois, la population n'étant pas habituée à leur contact, l'Empire Chinois autorisait les étrangers à se grouper, dans un certain quartier du port ouvert au commerce, afin d'éviter les conflits et les malentendus entre les étrangers et les Chinois, parce qu'il y avait, des deux côtés, une diversité de langues, de mœurs et de coutumes. L'article 2 du traité de Nankin, en 1842, entre la Grande-Bretagne et la Chine, déclara « que les sujets britanniques pourraient résider avec leur famille et faire du commerce dans les cinq villes de Canton, d'Amoy, de Foutchéou, Ningpo et Changhaï. D'après cette clause, il n'était pas fait la moindre allusion à des settlements ou concessions, et le Gouvernement Chinois n'avait accordé, aux sujets britanniques, que la liberté de commerce et de résidence dans l'Empire Chinois. L'origine des concessions actuelles se trouve dans un traité supplémentaire passé entre les deux Gouvernements le 8 octobre 1843 et l'article 7 de ce traité stipule que les sujets britanniques pourraient construire des maisons d'habitation ou de commerce dans les endroits choisis par les Consuls, de concert avec les autorités locales. Cette clause était reproduite dans l'art. 17 du traité de Wanghia entre les Etats-Unis et la Chine, et dans l'art. 22 du traité de Whampoa entre la France et la Chine. Cette clause devint peu à peu générale, soit par l'effet d'une stipulation expresse des traités, soit par l'effet de la clause de la nation la plus favorisée. Elle était

reproduite dans les traités de Tien-Tsin, en 1858, qui sont la base des relations actuelles entre les puissances et la République Chinoise. D'après tous les traités précités, le Gouvernement Chinois autorisait les étrangers à habiter ensemble, dans certains quartiers, mais il n'avait pas accordé, aux Consuls étrangers, le droit d'administrer les concessions. Après la guerre sino-japonaise, le Japon imposa à la Chine le traité de Shimonoseki et un protocole dont l'art. 1^{er} stipulait : « que le Gouvernement Chinois permettrait d'ouvrir de nouveaux ports au commerce où les sujets japonais pourraient établir leurs concessions, et où le droit d'administration appartient au Consul japonais ». C'est la base unique des traités, d'après laquelle les Consuls étrangers ont le droit d'administrer les concessions, en territoire chinois.

Parmi les ports où il existe des concessions, Changhaï, Tien-Tsin et Hankéou sont les plus importants et les plus prospères. Changhaï est le centre du commerce international de la Chine du Sud. Tien-Tsin a une importance égale dans le Nord et Hankéou est un centre sur le commerce extérieur et intérieur à la fois.

A Pékin, ancienne capitale de la Chine, il existe un quartier spécial connu sous le nom de « quartier des légations ». En fait, c'est une concession internationale qui fut créée en vertu du protocole du 7 septembre 1901, dont l'article 7 stipule : « Le Gouvernement Chinois accepte que le quartier occupé par les légations soit considéré comme un quartier spécialement réservé à leur usage et placé, sous leur contrôle exclusif, dans lequel les Chinois n'auront pas le droit de résider et qui pourra être mis en état de défense. »

La Chine est un état indépendant, mais ses nationaux n'avaient cependant pas le droit d'habiter dans un certain quartier de leur capitale. C'est pour effacer cette humiliation nationale que le nouveau Gouvernement a choisi Nankin comme capitale de la République.

Il n'y a aucun doute que les concessions restent des territoires chinois parce que les mots employés dans les traités sont ceux de louage et d'affermage et qu'on n'y parle jamais de propriété. En apparence, les relations entre la Chine et les Puissances, dans les concessions, sont celles de propriétaire avec son locataire, mais au fond, la souveraineté de la Chine est gravement atteinte par l'existence des concessions. Pour

expliquer ceci, nous exposerons le caractère des concessions et leur administration.

Les concessions sont administrées par un Consul d'Etat ou un Conseil municipal, qui peut publier des ordonnances et des règlements relatifs au maintien de l'ordre public et obligatoires pour tous les résidents, prélever des taxes destinées aux besoins municipaux, décider de la construction des monuments publics et des routes, et dispose d'une police.

Pour bien comprendre le caractère des concessions, il faut connaître les positions respectives des Chinois et des étrangers et les pouvoirs respectifs de l'autorité locale et du Consul.

1° Situation des Chinois dans les concessions

Les Chinois résidant dans les concessions doivent être soumis à l'autorité du Consul ou du Conseil municipal. Ils ont des obligations locales, mais aucune obligation vis-à-vis de l'Etat auquel la concession a été accordée. Par exemple, ils doivent, comme les étrangers, payer les taxes pour les besoins municipaux, mais ils ne payent pas d'impôts au titre de revenu d'Etat. Il y a une question très discutable qui se pose. Les autorités étrangères des concessions ont-elles le droit de condamner les Chinois ? Dans l'affirmative, leur pouvoir doit avoir une limite. L'établissement des concessions avait pour but le développement du commerce sino-étranger. Donc, leur caractère est purement commercial, mais il n'est nullement politique. Pour cette raison, l'exercice du pouvoir ne peut pas dépasser ce but, c'est-à-dire le développement économique des concessions et le bien-être des résidents. Mais en fait, les autorités des concessions abusent souvent de leur pouvoir. Il n'est pas rare qu'elles aient condamné des Chinois à la prison. Dans le règlement de l'ancienne concession anglaise de Hankéou, il y avait un article spécial. Mais la situation est toute différente dans les concessions japonaises où les Chinois criminels doivent être jugés et punis par les autorités chinoises.

En 1862, le corps diplomatique a décidé que l'élément chinois devrait être représenté dans l'organisation municipale, et son consen-

tement devrait être obtenu avant de prendre une mesure quelconque, affectant les Chinois résidant dans la concession. D'après cette résolution, les Chinois doivent posséder l'éligibilité dans le Conseil municipal. Celui qui paye la taxe doit avoir le droit de représentation. C'est un principe général de justice reconnu par tous les pays. Mais il n'est pas applicable dans les concessions en Chine. Les ressortissants chinois constituent la majorité de la population de la plupart des concessions et supportent la plus grande partie des taxes municipales, sauf dans la concession internationale de Kulangsoo, dont le Conseil municipal comprend toujours un membre chinois nommé par les autorités locales.

Dans la concession Internationale de Changhaï, les résidents chinois qui constituent plus de 95 % de la population n'avaient cependant, jusqu'à une date toute récente, qu'un comité consultatif de trois délégués, élus annuellement par les différentes corporations commerciales chinoises. Naturellement, les Chinois n'étaient pas satisfaits de ce statut. La première réunion du comité eut lieu le 11 mai 1921. Le Président, en ouvrant la séance, ne manqua pas de déclarer: « que les Chinois ne considéraient cette institution que comme un acheminement vers une participation plus complète à l'administration municipale ». A la suite de l'affaire du 30 mai 1925, le comité consultatif démissionna en bloc, le 6 juin.

Ce ne fut qu'en mars 1928 que l'Association des contribuables chinois et le Conseil municipal se mirent d'accord sur un *modus vivendi* pour la représentation des Chinois au Conseil. En vertu de cet accord, la concession internationale de Changhaï est désormais gouvernée par cinq conseillers Britanniques, trois Chinois, deux Américains et deux Japonais. Une semblable mesure a été prise également, depuis peu, dans la concession française. En outre, six conseillers Chinois font partie des sous-commissions fonctionnant auprès du Conseil. Le nouveau Conseil a été installé le 19 avril 1928.

Les Chinois n'étaient pas satisfaits de ce statut, leurs trois délégués démissionnèrent en bloc, le 6 juin 1925, à la suite de l'affront du 30 mai.

Les Chinois ne sont, à vrai dire, que tolérés dans les concessions,

et n'ont aucun droit de résidence semblable à celui que possèdent les étrangers. La plupart des règlements s'opposent à ce qu'ils puissent y devenir propriétaires. L'article 9 du règlement de la concession japonaise à Cha-Chih stipule: « que les Chinois peuvent commercer dans la concession, mais qu'ils n'ont pas le droit d'affermage des terrains ». C'est un exemple frappant de l'attitude d'un locataire qui se prétend propriétaire. Mais, en général, les règlements des concessions françaises et anglaises permettent aux Chinois d'être propriétaires dans les concessions, toutefois sous conditions spéciales, telles que l'autorisation des légations.

2° La situation des étrangers dans les concessions

Les étrangers ont le droit d'exterritorialité et, naturellement, ils sont soumis seulement aux pouvoirs judiciaires de leur nation. Ils ont la liberté de résider et de commercer dans les concessions. En dehors des restrictions fixées par les traités sino-étrangers et les lois de leur pays, la liberté des étrangers n'est soumise à aucune entrave.

Le pouvoir des autorités chinoises ne peut s'exercer d'une façon absolue sur leurs nationaux qui résident dans les concessions, parce qu'il est limité par le contrôle de l'autorité consulaire. Par exemple, les habitants chinois des concessions ne peuvent être arrêtés par les autorités chinoises, qu'avec l'assentiment du Consul de l'Etat auquel la concession a été accordée, ou bien, s'il s'agit de la concession internationale de Changhaï, de celle du doyen du corps consulaire; au cas où le Chinois, dont il s'agit, est attaché, de quelque manière que ce soit, à une maison de commerce ou à une famille étrangère, le consentement du Consul de l'Etat auquel cette maison ou cette famille appartient, est aussi nécessaire. Si des Chinois se réfugient dans la concession, pour échapper à la justice, les autorités chinoises ne peuvent les atteindre que si leurs mandats sont homologués par les autorités étrangères de la concession. Le Consul de l'Etat, auquel la concession appartient, détient non seulement le pouvoir administratif et législatif, mais encore le pouvoir judiciaire. Les ordonnances, les règlements, et les jugements de l'autorité consulaire sont obligatoires et exécutoires pour les rési-

dents de la concession sans distinction des étrangers et des chinois.

D'une part, les concessions sont, en Chine, des centres de commerce actifs, qui ont joué un rôle important dans le développement du commerce extérieur du pays et qui ont contribué, dans une large mesure, à la prospérité de la population chinoise. D'autre part, les concessions sont des sources de trouble pour le pays, et des endroits où l'on méconnaît et la loi et la foi. *Des fauteurs de troubles* et des criminels de tous genres se réfugient, habituellement, dans les concessions, parce que le pouvoir des autorités chinoises ne peut pas les y atteindre directement.

La vente et l'usage de l'opium sont interdits dans la Chine entière, mais ces prescriptions ne sont pas applicables dans les concessions où il est vendu publiquement et fumé en liberté.

Au cours de la XI^e session de la commission consultative de l'opium, tenue à Genève, en avril 1928, M. Chuan-Chao, représentant du Gouvernement Chinois, prononça un discours dont nous citerons le passage relatif à la question de l'opium et des concessions.

« Les centres de culture de l'opium, dans le voisinage de la Chine (les Etats Malais, les Straits Settlements, l'Indo-Chine, Formose, Birmanie, Siam, Hongkong et Macao) ne sont pas les seuls ennemis de sa politique de prohibition. Même sur le sol chinois, il y a des centres d'opium. Ceux-ci sont situés dans les territoires affermés, les concessions et les terrains d'établissement. Ces endroits, quoique sur territoire chinois, sont toutefois administrés par des Puissances étrangères sous une législation différente. Les lois chinoises n'y sont pas applicables et il est permis d'y fumer l'opium. De fait, ce sont là les lieux favoris de ceux qui s'adonnent à l'opium et ils créent une demande permanente pour la contrebande de l'étranger et la culture illicite de pavots en Chine, sans faire mention de la prorogation qui part de ces centres, jour après jour. »

Les deux raisons principales : d'éviter les conflits entre les étrangers et les Chinois et de faciliter le développement du commerce sino-étranger, pour lesquelles les concessions avaient été établies, n'existent plus aujourd'hui, et les Puissances voudraient les maintenir par la force,

ce qui produit une impression déplorable. Les Chinois et les étrangers cohabitent ensemble en paix et en bons termes dans les ports ouverts au commerce, tels que Nankin, Si-Nan et Tchang-Cha, où aucune concession étrangère n'existe. Au contraire, des conflits entre Chinois et étrangers se produisent constamment, depuis quelques années, dans les concessions. Qu'on se rappelle le conflit du 30 mai 1925, entre les étudiants chinois et la police anglaise, dans la concession internationale de Changhaï. A la suite de ce tragique événement, 11 chinois, étudiants et passants, furent tués et quelques dizaines grièvement blessés. Au mois de février 1926, une rixe éclata entre les Chinois et les Anglais, dans la concession anglaise de Hankéou.

En vue de remédier à la gravité de la situation, un accord fut signé entre M. Eugène Chen, Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement nationaliste et le Conseiller britannique O'Malley. En vertu de cet accord, signé le 19 février, la Municipalité britannique de la concession de Hankéou fut dissoute. L'accord ajoutait : « Les autorités britanniques convoqueront une réunion générale annuelle des contribuables le 15 mars. La Municipalité britannique sera dissoute, et l'administration de la concession sera transmise, formellement, à la nouvelle Municipalité chinoise. Jusqu'à ce transfert à la nouvelle Municipalité chinoise, le 15 mars 1926, la police des concessions, l'administration des travaux publics et l'organisation sanitaire seront assurées par les autorités chinoises qui en assument actuellement la charge. Quand le Conseil britannique aura été dissout, le Gouvernement nationaliste établira une Municipalité chinoise pour l'administration de la concession, d'après un règlement qui sera communiqué au Ministre de Sa Majesté par le Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement nationaliste. Ce règlement restera en vigueur jusqu'au moment où un arrangement aura été négocié pour la fusion des cinq concessions étrangères existantes de Hankéou et des anciennes concessions à une circonscription municipale unifiée. »

Pour restaurer et maintenir les bonnes relations entre les Chinois et les Etrangers, il n'y a pas d'autre moyen que de restituer à la Chine les concessions étrangères. Tout autre compromis serait inutile et impraticable. Le Professeur Jean Escarra nous a donné, dans son

ouvrage « Droits et Intérêts étrangers en Chine », une explication très claire de cette question.

« La vérité est, qu'en 1843, ni les Chinois, ni les Etrangers n'entrevoient ce prodigieux essor. La mesquine réglementation élaborée par les fonctionnaires devait fatalement éclater sous la pression des faits. Au lieu de petites colonies étrangères, peureusement groupées autour de leurs Consuls et végétant dans un trafic sans gloire, on se trouve aujourd'hui en présence de villes « tentaculaires » — c'est le mot juste ici — constituant par la force des choses de petits Etats dans l'Etat. Sous cette forme, il s'agit assurément d'un « privilège » étranger et d'une atteinte à la souveraineté chinoise, atteinte d'autant plus sensible que, bien souvent, les procédés mis en œuvre pour le développement des concessions ont été indéfendables en droit ou en fait. La responsabilité de l'état de choses initial incombe à la Chine, celle des développements ultérieurs aux Puissances. La solution du conflit est impossible à trouver dans un compromis. Restreindre l'extension des concessions, diminuer les pouvoirs de leurs administrateurs étrangers, c'est admettre qu'un être humain puisse prospérer sans croissance ou vivre en bonne santé avec des organes malades. Augmenter les droits des Chinois dans les concessions, les associer à l'administration, c'est un progrès et c'est ce que réclame la Chine. Croit-on que ce sera suffisant ? La récente expérience de Han-Kéou n'est pas encore décisive. Des négociations sont en cours pour la restitution des concessions belge et anglaise de Tien-Tsin. Une active campagne d'opinion réclame celle de l'International Settlement de Changhaï. Qu'en sortira-t-il ? On n'évitera jamais que les autorités chinoises supportent de plus en plus impatiemment l'existence dans leurs juridictions, de parties du territoire échappant plus ou moins complètement à leur pouvoir. Des demi-mesures sont ici impraticables. Ou les Puissances garderont tout, ou elles devront tout céder. Tout compromis entre ces deux alternatives est voué à l'échec et, après une période plus ou moins longue, à la disparition. Il faut, d'autre part, que la Chine soit convaincue de l'impossibilité de maintenir sa politique de fermeture aux étrangers le jour où le régime des concessions sera supprimé. On a vu ce qu'énoncent à ce sujet les recommandations de la Commission de l'exterritorialité ».

Nous envisagerons maintenant ce problème du point de vue économique. Dans les dernières décades, la Chine a poursuivi, avec fermeté, une politique d'encouragement au commerce avec l'étranger. Non seulement, elle a consenti, par traité à ajouter, une quantité de villes à la liste des ports à traité, mais elle a ouvert au commerce, de sa propre initiative, une trentaine de localités telles que Wou-Tchang, Tsinan-Fou, Nankin, etc. Le Gouvernement Chinois a déclaré, à plusieurs reprises, qu'il était prêt à ouvrir toutes les villes du pays, au commerce étranger, si les Puissances renoncent au droit de juridiction consulaire et restituent les concessions à la Chine. La Chine est un pays libre-échangiste et elle n'a jamais été protectionniste. Les concessions ne peuvent pas contribuer au développement du commerce sino-étranger, mais bien au contraire, elles y apportent des entraves. Le D^r Ouang-Fung-Y a dit, avec raison, dans sa thèse « sur les rapports entre le commerce extérieur de la Chine et sa situation financière », on peut formuler la politique économique actuellement appliquée en Chine en ces termes: Une liberté de commerce absolue en principe, mais une liberté de commerce mitiée dans l'espace. Pour supprimer cet obstacle de la liberté du commerce entre la Chine et les Puissances, il n'y a qu'un moyen : la restitution des concessions au Gouvernement Chinois.

CHAPITRE IV

TERRITOIRES CÉDÉS A BAIL ET SPHÈRES D'INFLUENCE

L'Empire Allemand fut le premier à demander au Gouvernement Chinois de lui céder, à bail, la baie, de Kiaotchéou, pour une période de 99 ans, à la suite du massacre de deux missionnaires allemands au Chan-Toung, en novembre 1897. Sous la menace de la force allemande, la Chine accepta cette demande. Comme l'Allemagne avait ainsi obtenu, sur la côte chinoise, en avant-poste fortifié, la Russie, invoquant le principe de l'équilibre des Puissances, réclama du Gouvernement Chinois, le 6 mars 1898, la cession à bail de Port-Arthur, de Talienwan et des îles adjacentes, sous prétexte de constituer une base sûre pour sa flotte. Cédant, encore une fois, à la pression, le Gouvernement Chinois consentit, le 27 mars 1898, à donner à bail, à la Russie, Port-Arthur et Taleinwan, pour une période de 25 ans. A la suite de la guerre russo-japonaise, la Russie avait transféré au Japon, par le traité de Portsmouth, du 5 septembre 1905, son droit de bail sur les deux ports, les eaux et les territoires adjacents, ainsi que ses droits et privilèges découlant du droit de bail. La France et la Grande-Bretagne réclamèrent les mêmes avantages que l'Allemagne et la Russie. La France obtint de la Chine, le 22 avril 1898, la cession à bail, pour 99 ans, de Kouang-Tchéou-Wan, sur la côte de la province du Kouang-Tong ; la Grande-Bretagne, de son côté, obtint, le 9 juin 1898, la cession à bail, pour 99 ans, des environs de Kow-Loon et des eaux et territoires adjacents près de Hongkong et, le 1^{er} juillet 1898, la cession du port de Wei-Haï-

Wei, sur la côte du Chan-Tong, pour une période égale à celle pendant laquelle Port-Arthur resterait occupé par la Russie. La Grande-Bretagne, ainsi que la France, basèrent leurs demandes de cession à bail sur la nécessité de sauvegarder le principe de l'équilibre des Puissances en Extrême-Orient.

Tous les baux sont limités à un nombre d'années. Il n'y a aucun bail dépassant 100 ans. C'est pour cette raison que les territoires s'appellent des concessions temporaires. Le pays bénéficiaire du territoire à bail ne peut pas transférer son droit à une tierce puissance sans le consentement du Gouvernement Chinois.

Bien que, pendant la durée du bail, — comme c'est le cas de la baie de Kiao-Tchéou, — l'exercice du droit d'administration sur les territoires cédés à bail, soit abandonné provisoirement à la puissance ayant le droit de bail, la souveraineté de la Chine sur ces territoires est cependant réservée. De plus, dans la plupart des conventions de cession à bail, il est stipulé que les navires de guerre chinois jouiront de droits égaux à ceux des navires de la Puissance en possession du territoire, pour l'utilisation comme bases navales des ports cédés à bail, sauf dans la convention se rapportant à la cession de Kouang-Tchéou-Tson, où ce droit fut soumis à la condition que la Chine serait neutre. Au point de vue du droit, il est incontestable que les territoires cédés à bail restent territoires chinois, quoique la Chine y ait abandonné l'exercice de ses droits d'administration pour une période déterminée.

Mais, en 1923, il y eut une violente polémique entre les juristes et les professeurs japonais, sur la souveraineté des territoires à bail, lorsque le Gouvernement Chinois demanda au Gouvernement Japonais de restituer Port-Arthur et Talienwan, l'échéance du bail des deux ports étant arrivée. D'après le Docteur japonais Maquikawa,, les territoires à bail seraient des cessions de territoires. Le texte chinois, dans la convention sino-russe, emploie le mot «Tsou-Yu», qui signifie «cession à bail». Si l'on décompose le mot (Tsou-Yu) en deux mots, le premier « Tsou » signifie à bail, le dernier « Yu » cession. Pour M. Maquikawa, on doit admettre le sens du dernier mot comme l'interprétation exacte. En d'autres termes, la Chine aurait perdu sa souveraineté sur ses territoires à bail. Cet argument, tout à fait inadmissible, fut corrigé par M. Aho

Yonaqui et le Docteur Yamamoto, professeurs à la Faculté de Droit de l'Université de Kyoto. Pour M. Yamamoto, la cession à bail n'équivaut pas à la cession des territoires, mais à un régime spécial, suivant lequel un Etat, d'après un traité, occupe, dans un certain but, une partie du territoire d'un autre Etat, pour y exercer sa pleine souveraineté pendant la durée du bail. Nous ne sommes pas tout à fait d'accord avec cette dernière définition de la cession à bail, mais elle est préférable à l'interprétation du Docteur Maquikawa.

Les puissances ont toujours obtenu les territoires à bail en invoquant le principe de l'équilibre. Au point de vue du droit, le principe de l'équilibre est un faux principe. C'est un système qui ne peut être qu'une utopie nuisible aux Etats faibles et un sophisme favorable aux Etats forts.

Dans un de ses cours, à la Faculté de Droit de Paris, le Professeur de Lapradelle a démontré très clairement que : « Le principe de l'équilibre, bien loin de servir à l'indépendance des Etats, la compromet. C'est une règle purement empirique, que la politique des Grandes Puissances peut faire servir à l'accroissement des autres. On ne peut pas oublier, que c'est au nom du principe de l'équilibre politique, que s'est fait le partage de la Pologne. Dès l'instant, en effet, qu'une grande Puissance prend une partie de la Pologne, les autres grandes Puissances, ses émules et ses rivales, se voient, dans la triste nécessité, d'en prendre une autre partie.

« De même, pour citer un autre exemple, non plus en Europe, mais en Extrême-Orient, que représente le procédé de la cession à bail ? Une puissance a pris, temporairement, possession de territoires chinois, les autres puissances, ses émules, se fondent, sur cette prise à bail, pour en réclamer autant, chacune à leur tour. »

Le principe de l'équilibre est un faux principe, qui ne repose, en réalité, sur aucune raison, sur aucun titre et, par cela même, bien loin de servir, comme il prétend, l'indépendance des Etats, il risque, au contraire, manié par les forts contre les faibles, d'étouffer toute indépendance nationale, qui ne peut pas encore, par ses propres moyens, se faire respecter elle-même. Tous les droits acquis, sur ce faux principe devraient être annulés, parce que leur base juridique est fausse. Même

en admettant que l'équilibre des Puissances était jadis nécessaire en Chine, il est rompu désormais. Avant la guerre de 1914, l'Allemagne et la Russie étaient deux Etats impérialistes et agressifs, qui menaçaient la paix, en Extrême-Orient. Pour maintenir la paix, il fallait établir l'équilibre de puissance entre les Etats possédant des intérêts en Extrême-Orient. Mais, actuellement, la menace de l'Allemagne et l'impérialisme de la Russie ont disparu du territoire chinois. Le moment est venu, pour les Puissances intéressées, de renoncer au contrôle sur les territoires qui leur ont été loués à bail. La possession des territoires à bail n'a aucune importance pour les puissances, mais leur restitution est absolument nécessaire et indispensable à la sécurité territoriale de la Chine. Un Etat indépendant doit avoir le droit de se défendre lui-même. Tous les territoires cédés à bail, Port-Arthur, Wei-Haï-Wei, Kowloon et Kouang-Tchéou-Wan sont situés, sur la côte maritime et occupent des positions stratégiques. Tant que les Puissances ne restitueront pas ces territoires à la Chine, le Gouvernement Chinois ne pourra pas se défendre contre l'agression d'une nation étrangère. L'existence des territoires à bail ne peut pas maintenir la paix entre les Puissances, mais, bien au contraire, elle est une source de conflits. Elle a été la cause directe de la guerre russo-japonaise et, une cause indirecte de la Grande Guerre de 1914.

La question des sphères d'influence, est inséparable du problème des territoires à bail. Les Puissances ont demandé, à la Chine, la cession des territoires à bail, et, en même temps, l'établissement de sphères d'influence. Ce fut l'Allemagne qui, la première, revendiqua une sphère d'influence s'étendant sur la province du Chan-Tong. Les Puissances contraignirent d'abord le Gouvernement Chinois à déclarer que telle ou telle partie de l'Empire serait inaliénable. Le mot « inaliénabilité » doit être interprété ici dans le sens suivant : la partie désignée sera « inaliénable » à toute puissance, mais restera « aliénable » au profit de la Puissance demanderesse de cette déclaration ; les territoires ainsi déclarés inaliénables constituent donc, en réalité, des sphères d'influence. Dans les limites de la sphère d'influence, la puissance intéressée prétend avoir des avantages territoriaux spéciaux ou des droits ou privilèges commerciaux et de placement préférentiels

ou exclusifs. M. de Lapradelle donne une explication exacte de l'inaliénabilité en déclarant : « dans des promesses d'inaliénabilité, il y avait autant de convoitises que de réserves. Ce pouvait être, suivant les événements, soit l'annonce d'un partage, soit l'annonce d'une garantie, mais, dans tous les cas, ce n'était qu'une amorce, un système d'attente. »

A la fin de la dynastie mandchoue, la Chine était très faible, et n'avait pas la force de se défendre contre l'agression des Puissances impérialistes, surtout l'Allemagne et la Russie. Les Puissances craignaient que la Chine ne fût partagée, comme la Pologne l'avait été. C'est, pour cette raison, que chacune avait pris position, dans telle ou telle partie de l'Empire, en attendant la réalisation du partage imaginé. Le 15 avril 1817, à la demande de la France, la Chine déclare l'île de Haïnan territoire inaliénable. En avril 1818, une semblable déclaration fut faite au sujet de la frontière du Tonkin, en faveur du même pays. Parallèlement à l'influence française, qui s'étendait très rapidement dans le Sud de l'Empire Chinois, la Grande-Bretagne fit une demande du même genre et, le 11 février 1898, le Tsoun-li-Yaman déclara qu'il était hors de question sur les territoires de la région du Yang-Tsé fussent hypothèques, loués ou cédés à une autre puissance. La Grande-Bretagne considéra la région du Yang-Tsé comme sa sphère d'influence. En 1898, Fou-Kien était déclaré territoire de non aliénation à la demande du Japon.

A partir de 1885, toutes sortes de privilèges furent arrachés à la Chine par la force, sans compensation, et la rivalité des intérêts entre les puissances s'accrut de plus en plus. Pour retarder et atténuer les hostilités, les puissances furent obligées de conclure entre elles divers accords, entre autres l'accord franco-anglais du 15 janvier 1896, l'accord anglo-allemand du 2 septembre 1898 et l'accord anglo-russe du 28 avril 1899.

Ces traités comportent : Soit une déclaration portant que les parties contractantes ont un intérêt spécial, dans le maintien de l'ordre et de la tranquillité, dans les régions de la Chine avoisinant les territoires où les puissances contractantes possèdent des droits de souveraineté, de protection ou d'occupation, et l'engagement de s'appuyer réciproquement, pour assurer la paix et la sécurité, dans ces régions déterminées;

soit une déclaration affirmant l'indépendance et l'intégrité de la Chine et le maintien de la « porte ouverte » au commerce étranger et l'engagement de l'aide mutuelle et de la défense des droits spéciaux des parties contractantes, dans les dites régions déterminées.

Soit la reconnaissance, par l'une des puissances contractantes, que l'autre a, en Chine, des intérêts spéciaux qui sont créés par la proximité géographique. Le Japon insiste toujours pour avoir des intérêts spéciaux en Mandchourie, à cause de cette même proximité géographique. C'est un argument insoutenable. Si cela était, la Chine devrait avoir aussi des intérêts spéciaux soit en Corée, soit dans l'île de Formose, même dans l'archipel nippon, à cause de sa proximité géographique. Chaque Etat a toujours des voisins. Si la proximité géographique pouvait justifier l'établissement de sphères d'intérêt, il n'y aurait pas de paix possible en ce monde. C'est pour cette raison qu'en 1922 les Etats-Unis renoncèrent à l'accord Lansing-Ishi du 2 novembre 1917, parce qu'il contenait un article stipulant que les Etats-Unis reconnaissent au Japon des intérêts spéciaux en Mandchourie, vu sa proximité géographique.

Quant à la question d'assurer la paix et l'ordre partout en territoire chinois, c'est un problème du plus haut intérêt pour la Chine elle-même. L'indépendance d'un Etat est incompatible avec l'intervention étrangère. Chaque Etat doit respecter l'indépendance politique et l'intégrité territoriale des autres. Si un accord est conclu pour le maintien de l'indépendance de tel ou tel Etat, c'est déjà une intervention déguisée.

En somme, les territoires à bail, les sphères d'influence en Chine et les accords, entre les puissances, à propos de la question chinoise sans la participation du Gouvernement Chinois, sont tous incompatibles avec la souveraineté nationale de la République Chinoise. A la Conférence de la Paix, la délégation chinoise exprima son désir de voir les Puissances renoncer à leurs droits sur les territoires à bail, les sphères d'influence en Chine et supprimer tous les accords, concernant la Chine, conclus sans la participation de celle-ci. Lors de la Conférence de Washington, la délégation chinoise présenta, aux Puissances, une demande officielle. Le délégué français, M. Viviani, déclara : « Après avoir pris connaissance de la demande présentée par la délégation

chinoise, le 1^{er} décembre 1921, le Gouvernement de la République est prêt à s'associer à la restitution collective des territoires cédés en Chine, à diverses puissances, étant entendu que ce principe, une fois admis, et tous les droits privés étant sauvegardés, les conditions et les délais de la restitution seront réglés, d'accord, entre le Gouvernement Chinois et chacun des Gouvernements intéressés. » M. Balfour, le délégué anglais, après avoir exposé la situation spéciale de Kowloon pour la sécurité de Hong-Kong, se déclara prêt à rétrocéder Wei-Haï-Wei dans les conditions proposées par M. Viviani pour Kouang-Tchéou-Wan. La France, plus habile, profitant de la mauvaise volonté britannique, répondit qu'elle n'abandonnerait Kouang-Tchéou-Wan qu'à la condition que la Grande-Bretagne rétrocédât Kowloon. » La délégation japonaise déclara qu'elle garderait Port-Arthur et Dairen, sous prétexte que le Japon les a reçus des mains de la Russie. En un mot, les Puissances n'avaient aucun désir sincère de restituer, à la Chine, les territoires à bail, et de renoncer à leurs sphères d'influence dans ce pays. En conséquence, la tentative de la délégation chinoise, sur ces deux questions, fut naturellement vouée à l'échec.

CHAPITRE V

CLAUSE DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE

Comme le commerce international se développe de plus en plus, la clause de la nation la plus favorisée est fréquemment introduite dans les traités de commerce. Pour expliquer cette clause, je citerai un passage du « Précis du droit des gens » de MM. Funck-Brentano et Albert Sorel : « La coutume s'est établie également de stipuler, dans ces traités (de commerce), que chacun des Etats contractants jouira des avantages qui seraient accordés, ultérieurement, à d'autres Etats, par d'autres traités de commerce. Cette stipulation n'est qu'une conséquence naturelle des faits desquels résultent les traités de commerce. Les Etats, qui négocient ces traités, cherchent la conciliation la plus équitable entre leurs intérêts ; ils s'arrêtent aux clauses qui leur paraissent les plus conformes aux circonstances dans lesquelles ils négocient. Si l'un des contractants accorde à un autre Etat des avantages particuliers, il ne le fait qu'au détriment de l'autre contractant, et celui-ci est en droit de protester, de déclarer que les conditions du traité sont modifiées, que la valeur du traité en est altérée et que, par suite, il a été commis un abus. C'est pour éviter ces réclamations et les graves inconvénients qui en résulteraient, que les Etats ont adopté l'usage de s'assurer d'avance et réciproquement tous les avantages que pourrait accorder à d'autres Etats. »

D'après M. Rist, il y a deux aspects sous lesquels se présente la clause de la nation la plus favorisée : « La clause inconditionnelle,

c'est-à-dire l'octroi pur et simple, à l'avance, du bénéfice de toutes les concessions qu'un Etat pourra faire ultérieurement dans d'autres traités à d'autres Etats ; d'autre part, la clause traditionnelle, dont l'origine est dans le traité de 1778 entre la France et les Etats-Unis et qui consiste à dire que les avantages faits à d'autres Etats que la France seront également concédés à la France sans compensation, si la concession a été soumise à certaines conditions. »

Il faut remarquer qu'il y a deux points essentiels et caractéristiques dans la clause de la nation la plus favorisée : L'un est la réciprocité, c'est-à-dire les intérêts respectifs et les avantages réciproques de deux Etats contractants ; l'autre, le caractère commercial, c'est-à-dire la clause se trouve toujours dans les traités de commerce pour stipuler les avantages commerciaux et douaniers.

Chaque fois que les puissances ont conclu des traités avec la Chine, elles n'hésitèrent point à dénaturer les principes du droit des gens et les coutumes internationales, pour satisfaire leur égoïsme et leur convoitise.

La Chine était ignorante de cette clause et ne voulait pas l'accepter, quand elle conclut des traités avec les puissances. » Les Chinois, dit M. de Lapradelle, trouvaient à ces mots « la plus favorisée, quelque chose d'immoral et de choquant. Cette expression, disaient-ils, s'applique spécialement à celle des femmes à qui l'époux, dans les relations conjugales, donne les marques de sympathie les plus fréquentes. C'était confondre « la plus favorisée » avec « la plus grande favorite ».

La clause de la nation la plus favorisée fut introduite, pour la première fois, dans le traité de Houman-Schaï, dont l'art. 8 stipule que « les étrangers étaient jadis autorisés à commercer dans le port de Canton. Depuis la stipulation de Nankin, l'Angleterre ne fera aucune opposition, si l'Empereur de Chine accorde aux commerçants d'autres pays, le droit de faire du commerce dans les quatre ports de Fou-Tchéou, Amoy, Ning-Po et Changhaï. Donc il n'existe à cette époque aucune différence entre l'Angleterre et les autres pays. Si l'Empereur accorde à l'autre nation de nouveaux avantages, les Anglais en devront bénéficier également, par équité. Mais l'Angleterre et les autres Etats ne pourront pas faire de demandes abusives sous cette clause. » Cette même clause

fut cependant généralisée par les traités de Tien-Tsin et de Pékin: art. 54 du traité de Tien-Tsin, entre la Grande-Bretagne et la Chine; art. 40 du traité de Tien-Tsin, entre la France et la Chine; art. 30 du traité de Tien-Tsin, entre les Etats-Unis et la Chine; art. 54 du traité de Tien-Tsin, entre le Danemark et la Chine; art. 15 du traité de Tien-Tsin, entre la Hollande et la Chine; art. 50 du traité de Tien-Tsin, entre l'Espagne et la Chine; art. 54 du traité de Pékin, entre l'Italie et la Chine; art. 10 du traité de Tien-Tsin, entre le Portugal et la Chine. Mais la stipulation de cette clause, dans le traité entre le Japon et la Chine, ne fut introduite que beaucoup plus tard, en 1896, par l'art. 25 du règlement du commerce et de la navigation entre les deux pays.

Les textes des différents traités, sur la clause de la nation la plus favorisée, ne sont pas les mêmes, mais les prévisions sont plus claires et plus complètes: dans l'art. 40 du traité sino-français, « il est entendu que toute obligation non consignée expressément dans la présente convention ne saura être imposée aux consuls ou agents consulaires non plus qu'à leurs nationaux, tandis que, comme il a été stipulé, les Français jouiront de tous les droits, privilèges, immunités et garanties quelconques, qui auraient été ou qui seraient accordées, par le Gouvernement chinois, à d'autres puissances ». Grâce à cet article, la France obtint des droits très étendus et, cependant, elle est libre de toute charge.

La clause de la nation la plus favorisée se trouve dans tous les traités de commerce entre la Chine et les Puissances, mais, dans la plupart, il n'y a pas de réciprocité. En principe, la Chine n'est pas la nation la plus favorisée vis-à-vis de ses contractants; ce sont eux qui le sont, vis-à-vis d'elle. Surtout en ce qui concerne le tarif douanier, la réciprocité est rare. Si elle s'y trouve, c'est pour la Chine, une exception, bien que ce sont là des règlements normaux, pour les puissances occidentales. Par exemple, dans le traité avec le Pérou, en 1874, dans celui avec le Mexique, en 1899, et dans celui avec les Etats-Unis, en 1903, la réciprocité, en ce qui concerne le tarif douanier, se dégage nettement dans la clause de la nation la plus favorisée. L'art. 5 du traité de 1903, entre les Etats-Unis et la Chine, déclare qu'il est convenu que les citoyens des Etats-Unis ne paieront, à aucun moment, aucun droit autre, ou plus élevé, que celui payé par les citoyens ou

les sujets de la nation la plus favorisée. Et inversement, les sujets chinois ne paieront, pour leurs importations, aux Etats-Unis, aucun droit autre ou plus élevé que celui payé par les citoyens ou les sujets de la nation la plus favorisée.

Les puissances contractantes exigeaient, au gouvernement chinois, le tarif conventionnel de la douane, la juridiction consulaire, les sphères d'influence en se basant toujours sur la clause de la nation la plus favorisée. Il y a été fait un grand abus de cette clause parce qu'on l'a appliquée dans tous les domaines, commercial, économique et même politique.

En 1890, le gouvernement chinois fit une loi, afin d'abaisser le taux de l'impôt sur le revenu de la Compagnie maritime chinoise à Changhaï, parce qu'elle ne pouvait pas concurrencer les autres Compagnies maritimes étrangères en Chine. L'Angleterre protesta auprès du gouvernement chinois en se basant sur la clause de la nation la plus favorisée et la Chine fut obligée de renoncer à ce dégrèvement. La protestation anglaise se basait sur l'argument que la convention de 1880, entre les Etats-Unis et la Chine, avait stipulé « que les bateaux des Etats-Unis, en faisant leur service dans les fleuves intérieurs de la Chine, ne payeront pas une taxe plus élevée que celle payée par les bateaux chinois et les bateaux des autres puissances et que toutes les puissances jouissent de la clause de la nation la plus favorisée pour la navigation sur les côtes maritimes de la Chine, d'après le protocole de 1902 ».

Il y a un autre exemple, tout aussi frappant, de l'abus de cette clause de la nation la plus favorisée. En 1896, un traité fut conclu entre le Japon et la Chine; le Gouvernement Japonais imposait au Gouvernement Chinois une clause stipulant que, si le Gouvernement accorde une diminution d'impôts à ses sujets, les sujets japonais doivent en jouir également. La clause de la nation la plus favorisée agit toujours en vue de protéger les intérêts respectifs de deux Etats contractants vis-à-vis de la tierce puissance. Mais dans la stipulation du traité de 1896, entre le Japon et la Chine, il s'agit de l'action de deux Etats vis-à-vis des sujets d'un contractant, sans aucune relation avec un tiers Etat. En 1924, le Gouvernement Chinois essaya d'abaisser le taux de l'impôt sur

les sucres Ma-Yu-Chan, mais il ne réussit pas, à cause de la protestation du Gouvernement Japonais.

Sans parler davantage des déformations de la théorie, il y a beaucoup d'inconvénients dans la clause de la nation la plus favorisée dans les traités entre la Chine et les Puissances.

1° Elle porte une grande atteinte à l'indépendance politique de la Chine, dont sa liberté est restreinte par cette clause.

2° Tout arrangement entre la Chine et l'un des contractants, suppose une intervention de tous les autres.

3° Les bonnes et amicales relations internationales entre les puissances en Chine, ne peuvent exister, parce que cette clause facilite les rivalités entre elles.

4° Elle met une grande entrave à l'amélioration de la situation économique et financière de la Chine. L'échec de la tentative du Gouvernement Chinois, en 1912, pour reviser le tarif douanier, en est la meilleure preuve. Pour protéger l'industrie naissante, le Gouvernement de n'importe quel Etat, doit accorder à ses nationaux des impôts de faveur, mais la Chine ne peut en faire autant parce qu'elle est gênée par la clause de la nation la plus favorisée, dans tous ses traités de commerce, avec les pays étrangers. L'insuccès des tentatives du Gouvernement Chinois pour dégrèver la Compagnie maritime chinoise en 1890 et les sucres Ma-Yu-Chan en 1924, en fournit un exemple frappant.

Il faut remarquer que la clause de la nation la plus favorisée, dans les traités sino-étrangers, n'a pas toujours été imposée à la Chine par la force. Des pays comme le Danemark, le Pérou et le Portugal, qui n'ont pas d'influence politique en Chine, jouissent également de ce privilège.

CHAPITRE VI

LE DROIT DE NAVIGATION DES BATEAUX ETRANGERS DANS LES EAUX INTERIEURES

D'après le droit des gens, les navires de guerre et les navires de commerce d'un pays étranger ne peuvent pas pénétrer dans les fleuves et rivières d'un Etat sans une autorisation spéciale, parce que les fleuves et les rivières font partie du territoire sur lequel la souveraineté de cet Etat s'exerce d'une façon complète. En France, par exemple, les cours d'eaux navigables sont considérés comme étant du domaine public, c'est-à-dire propriété de l'Etat. En ce qui concerne les relations entre la Chine et les Puissances, ce principe fondamental est inapplicable parce que la situation, au point du droit est tout à fait spéciale et exceptionnelle. En vertu des traités conclus entre la Chine et les puissances, les navires de guerre de toutes les nationalités peuvent naviguer sur le Yang-Tsé-Kiang, le Si-Kiang, et tous les fleuves à l'intérieur du pays. On peut dire que tous les fleuves sont considérés comme la haute mer, sur laquelle les navires de toutes les puissances jouissent de la liberté de navigation absolue et ne sont soumis à aucune restriction de la part du Gouvernement Chinois telles que : les droits fiscaux, les surtaxes de douane et même les visites sanitaires. Nous verrons comment la Chine perdit ce droit élémentaire qu'un Etat indépendant doit posséder.

Un article du règlement de commerce sino-anglais, de 1842, stipule, qu'un navire de guerre de la Grande-Bretagne peut pénétrer dans

chacun des cinq ports, Changhaï, Ning-Po, Fou-Tchéou, Amoy et Canton soit pour protéger son commerce, soit pour arrêter les pirates. Lorsque les Etats-Unis et la France conclurent des règlements de commerce avec la Chine, il n'était pas question de limiter le nombre des navires. L'article 30 du traité de Whampoa, de 1844, spécifie : tout bâtiment de guerre français croissant pour la protection du commerce, sera reçu en ami et traité comme tel, dans tous les ports de la Chine où il se présentera. Le traité de Tien-Tsin de 1858 oblige la Chine à ouvrir au commerce de nouveaux ports, dans lesquels les navires de guerre des Puissances contractantes peuvent pénétrer librement.

L'art. 29 du traité de Tien-Tsin entre la France et la Chine stipule que « Sa Majesté l'Empereur des Français pourra faire stationner un bâtiment de guerre dans les ports principaux de l'Empire où sa présence serait jugée nécessaire pour maintenir le bon ordre et la discipline parmi les équipages des navires marchands et faciliter l'exercice de l'autorité consulaire. Les bâtiments de guerre ne seront assujettis à aucun droit ». La même clause se retrouve dans l'art. 52 du traité sino-anglais, l'art. 9 du traité sino-américain, l'art. 52 du traité sino-danois, l'art. 13 du traité sino-hollandais, l'art. 48 du traité sino-espagnol, l'art. 41 du traité sino-belge, l'art. 7 du traité sino-brésilien, l'art. 9 du traité sino-mexicain, l'art. 8 du traité sino-suédois. Il n'y a pas de semblables articles dans les traités sino-portugais et sino-japonais, mais les deux puissances peuvent jouir du même privilège ainsi que les autres nations, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Au moment où les traités de Tien-Tsin furent conclus, entre les Puissances et la Chine, il ne fut fait aucune allusion aux ports fluviaux, tous ces ports, dont il était question étaient situés sur la côte maritime. Les articles des traités de Tien-Tsin ont été inspirés par le traité de Nankin, lequel accordait la liberté de commerce dans cinq ports maritimes. Donc, d'après l'esprit des traités de Tien-Tsin, les navires des Puissances ne peuvent naviguer que sur les côtes et pénétrer dans les ports maritimes. Mais les navires de guerre étrangers naviguent sur les fleuves comme sur le littoral, pénètrent dans les ports non ouverts comme dans les ports à traités. Au mois de juin de l'année dernière, lorsque l'armée du Sud eut pris Nankin et Changhaï, une soixantaine

de bâtiments de guerre étrangers, dont les deux tiers étaient anglais, se trouvaient sur le Yang-Tsé. Cette situation anormale engendre souvent des conséquences fâcheuses. D'une part, il se produit des conflits entre les marins étrangers et les chinois, d'autre part des conflits entre les marins de nationalités différentes. On se souvient qu'un conflit éclata entre les marins anglais et les soldats chinois, pendant l'été de 1927. Les navires de la Grande-Bretagne bombardèrent la ville de Wan-Hsien, qui n'était pas fortifiée, et un millier d'habitants furent tués. Le bombardement du Chachi et celui de Nankin, l'été dernier, n'ont pas eu d'autre cause. En 1925, une rixe violente, à Changhaï, entre des marins américains et japonais, provoqua une grande émotion dans les deux pays. Pour maintenir les relations amicales entre les puissances et la Chine et entre les grandes puissances elles-mêmes, il est indispensable de restituer à la Chine sa souveraineté territoriale. En d'autres termes, aucun navire de guerre étranger ne pourra circuler dans les eaux intérieures et pénétrer dans les ports sans une autorisation spéciale du Gouvernement Chinois.

Nous envisagerons maintenant cette question du point de vue économique. La marine marchande joue un rôle très important dans le développement de l'économie nationale. Non seulement elle facilite le transport des marchandises, mais encore elle contribue au développement du commerce intérieur et extérieur. C'est pourquoi chaque gouvernement la protège par tous les moyens : monopoles de navigation, taxes sur les bateaux étrangers, subventions à la marine nationale, etc..., contre la concurrence étrangère. Chaque Etat doit conserver le monopole de la navigation dans ses eaux intérieures, c'est-à-dire les rivières et les canaux navigables. En principe, aucun bateau étranger n'a pas le droit de transporter soit des marchandises, soit des passagers sur les rives des fleuves intérieurs d'un Etat. La Chine perdit ce droit d'abord, par consentement tacite, puis par des traités.

Le Gouvernement Chinois, qui n'avait pas songé à l'importance de la marine marchande dans l'économie nationale du pays, avait laissé les bateaux étrangers naviguer dans les eaux intérieures. En 1825, un bateau anglais, « the Gordine », sans autorisation du gouvernement chinois, faisait déjà le service entre Canton et Lin Tin pour le transport

de la poste et des passagers. En 1842, l'art. 2 du traité sino-anglais stipulait que les Anglais avaient le droit de commercer, et, par conséquent, de faire entrer des bateaux dans les cinq ports. Après la conclusion des traités de Tien-Tsin et des conventions de Pékin, plusieurs nouveaux ports furent ouverts au commerce étranger, tels que Lu-Tchou dans la province de Feng-Tien, Tang-Tchéou dans la province du Chan-Toung, Tien-Tsin dans la province du Tche-Li, Kioung-Tchéou et Tchao-Tchéou dans la province du Kouang-Toung, Nankin dans la province du Kiang-Sou, Taï-Wan et Tam-Souï dans l'île de Formose (art. 2 du traité sino-anglais et art. 4 de la convention sino-anglaise ; art. 6 du traité sino-français et art. 7 de la convention sino-française). D'après l'art. 10 du traité anglais de Tien-Tsin, la Chine avait ouvert, au commerce, les ports de Han-Kéou, Kieun-Kiang et Tchen-Kiang sur le Yang-Tsekiang. Les traités de 1858 et les conventions de 1860 obligèrent le gouvernement chinois à ouvrir au commerce étranger onze nouveaux ports, dans lesquels les bateaux étrangers pourraient pénétrer comme dans les cinq ports : Changhaï, Ning-Po, Amoy, Fou-Tchéou et Canton. Tous les ports, sauf Taï-Wan et Tam-Sou, situés dans l'île de Formose, Lu-Tchéou, Tong-Tchéou, Tien-Tsin, Kouang-Tchéou et Tchao-Tchéou sont des ports maritimes, tandis que Nankin, Hankéou, Kieun-Kiang et Tchin-Kiang sont des ports fluviaux. Le gouvernement chinois commît une grande faute pour n'avoir point fait de distinction entre les ports maritimes et les ports fluviaux. Depuis, les navires des puissances naviguèrent librement sur le fleuve Bleu, qui traverse sept des provinces les plus riches de la Chine. Plusieurs ports furent ouverts au commerce sur le Yangtsé par différents traités : Y-Tchang, Wou-Hou, Ouau-Tchéou, Pé-Haï, par le traité de Tché-Fou, Cha-Shi, Tchen-Kiang, Sou-Tchéou, Han-Tchéou par le traité de Shimonoseki. Wou-Tchéou et Sang-Sou furent ouverts par l'article supplémentaire du traité sino-anglais relatif à la Birmanie, Tchang-tcha, par le règlement de commerce et de navigation entre le Japon et la Chine. De plus, la Chine, de sa propre initiative, avait ouvert au commerce étranger une trentaine de ports. Les navires étrangers purent désormais pénétrer dans presque tous les ports fluviaux intérieurs, Yang-Tsé-Kiang, Si-Kiang par exemple. Le gouvernement

chinois, sur la demande des puissances, publia, en 1898, un règlement relatif à la navigation des bateaux à vapeur sur les fleuves intérieurs (regulation for steam navigation inland) et le premier article déclarait : « que les bateaux de toute catégorie, soit chinois ou étrangers, ayant été enregistrés dans les ports, pouvaient naviguer sur les fleuves intérieurs, pour faire du commerce d'après les règlements ci-dessus. Dès lors la navigation des navires étrangers devint libre non seulement dans les ports à traités, mais aussi dans les ports non ouverts, puisque les bateaux étrangers pouvaient circuler sur tous les fleuves navigables dans l'intérieur de l'Empire chinois. Le gouvernement chinois avait cependant le droit de réviser le règlement, suivant les circonstances, parce que ce n'était pas un traité avec une puissance. Lorsque la Chine conclut un règlement supplémentaire de commerce et de navigation avec le Japon en 1913, la liberté de révision du règlement précité fut annulée. L'article 3 du traité sino-japonais stipula que le gouvernement chinois permettait aux bateaux japonais de toute sorte, de faire du commerce dans tous les ports. Cet avantage ayant été accordé au Japon, fut automatiquement concédé aux autres puissances, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée contenue dans tous les traités sino-étrangers. Par cette stipulation, la Chine, abandonnait définitivement le monopole de la navigation dans ses eaux intérieures.

Bien qu'elle ait perdu le monopole de la navigation, il lui reste cependant d'autres moyens de protéger ses bateaux nationaux contre la concurrence étrangère. Il y a en général trois moyens de protéger la marine marchande et la navigation fluviale : ce sont les douanes, les droits de tonnage et la taxe sur les marchandises nationales transportées par les bateaux étrangers. Le tarif douanier de la Chine est conventionnel et le gouvernement chinois ne peut pas le réviser sans le consentement unanime des puissances contractantes. Par conséquent, il est impossible pour le gouvernement chinois de protéger sa flotte nationale au moyen des douanes. Quant à la question des droits de tonnage, le gouvernement chinois n'est pas libre non plus. En 1858 l'art 22 du traité sino-français réglait les droits de tonnage de la façon suivante : pour les navires de 150 tonneaux de la jauge légale et au-dessus à raison de 5 maces (un demi taël) par tonneau, pour les

navires jaugeant moins de 150 tonneaux à raison de 1 mace (1/10 de taël) par tonneau. Mais d'après l'art. 16 du traité sino-américain et l'art. 29 du traité sino-anglais, les navires de 150 tonneaux et au-dessus, ne payaient que 4 maces par tonneau. De plus, le traité anglais stipulait que les droits de tonnage ne pouvaient être exigés deux fois pendant un intervalle de quatre mois ; même si les navires entraient dans l'un des autres ports. En vertu de la clause de la nation la plus favorisée. Cet avantage était, par le fait même, accordé à toutes les puissances contractantes.

On voit bien que les droits de tonnage sont insignifiants, mais le gouvernement chinois n'est pas libre de les élever à cause des traités susmentionnés. Il ne reste que le troisième moyen : la taxe sur les marchandises nationales, lesquelles paieront une taxe plus élevée lorsqu'elles seront transportées par des bateaux étrangers. C'est un moyen assez efficace pour protéger la navigation fluviale des bateaux chinois contre la concurrence étrangère, mais malheureusement le gouvernement chinois ne peut pas employer ce dernier moyen car l'art. 44 du traité sino-danois stipule : « les commerçants danois qui transporteront des marchandises de n'importe quel port maritime payeront 5 % de taxe. Quand elles entreront dans un autre port, elles ne payeront que la demi taxe c'est-à-dire 2 1/2 %. Evidemment les autres puissances bénéficièrent également de cet avantage.

Il est clair que la Chine ne dispose d'aucun moyen pour protéger sa navigation nationale laquelle se trouve dans une situation défavorable. D'après une statistique récente, il y a dans les eaux de la République chinoise 55 % de bateaux étrangers avec un tonnage de 65 %. Ce résultat désavantageux pour la navigation chinoise est une conséquence directe des traités inégaux.

TROISIEME PARTIE

L'Evolution de la Chine pendant les cinquante dernières années

Tout le monde doit admettre que la Chine d'aujourd'hui n'est plus celle d'il y a 50 ans. Il y a eu une transformation rapide et radicale de la constitution sociale, du système économique et de la pensée chinoise. Cela étonne, non seulement les étrangers qui connaissent bien l'ancienne Chine et la nouvelle, mais les Chinois eux-mêmes. Le 15 mai 1919, lors d'une réunion tenue à Westminster (Angleterre), le docteur Wang-Cheng-Ting, délégué chinois à la conférence de la Paix, et actuellement Ministre des Affaires Etrangères du Gouvernement national, disait : la Chine immobile d'autrefois a fait place à une Chine agissante. Ce n'est pas une exagération de dire que « pendant les vingt dernières années, les changements ont été plus profonds que durant les vingt siècles derniers. La Chine de 1900 était à peu près la même que celle du début de l'ère chrétienne, et, depuis 1900, elle s'est complètement transformée. Ces changements s'expriment dans tous les domaines de l'activité nationale. Quelles sont les causes de ces transformations ? »

A mon avis, le contact entre les Chinois et les Européens en est la cause essentielle. Le Céleste Empire avait une civilisation des plus anciennes. Avant Jésus-Christ, sa pensée, sa philosophie et sa littérature, étaient déjà considérablement développées. En ce qui concerne la

science, la Chine avait découvert depuis longtemps : la poudre à canon, la boussole et l'art de l'imprimerie. Autour de l'Empire Chinois, se trouvaient d'autres pays, habités, soit par des barbares sans civilisation, soit par des peuples ayant une civilisation inférieure. Manquant de concurrence, la civilisation chinoise, qui avait atteint un haut degré, s'arrêta. En général, la civilisation d'un peuple, après s'être développée jusqu'à un certain point, reste stationnaire, s'il n'arrive pas de nouveaux éléments pour la stimuler. Réveillée pour la première fois par les canons anglais en 1842, vaincue après les guerres successives de 1858, 1860, 1895 et 1900, étonnée des progrès que le Japon avait fait depuis son adoption de la civilisation européenne, la Chine abandonna son isolement traditionnel et son immobilité séculaire, et s'efforça d'adopter tous les systèmes modernes.

Dans les deux chapitres suivants, je traiterai des changements politiques et législatifs survenus durant les cinquante dernières années.

CHAPITRE PREMIER

AU POINT DE VUE POLITIQUE

Le peuple chinois est pacifique et indifférent aux questions politiques. Il se contente de sa situation et n'aime pas les changements. Son histoire millénaire est remplie de guerres violentes, mais c'étaient des luttes entre gens ambitieux, qui convoitaient le trône. Quant à gouverner le peuple, ce fut une tâche très facile pour les Empereurs de toutes les Dynasties. M. Marcel Monnier écrivait : « L'Empire démembré, la population demeurait penchée sur ses comptoirs ou sur ses champs, enfilant des sapèques ou grattant la terre, occupée à son travail d'insecte, sans se demander qui la gouvernait, facile à conduire, estimant que tout est pour le mieux, du moment que l'on peut acheter et vendre et cultiver son jardin ». C'est là un tableau qui représente fidèlement la vieille Chine.

Ce pacifisme exagéré du peuple, permit à la monarchie de se maintenir en Chine pendant plus de deux mille ans. En août 1911, la révolution éclata subitement, à Wo-Tchang, dans la province de Hou-Pé, et le peuple, dans tout l'Empire, s'éleva contre le gouvernement mandchou. Quelques mois après, le jeune Empereur de la dynastie Mandchoue, terrorisé par la fureur et les aspirations de la population, abdiqua. La Monarchie séculaire du Céleste Empire disparaissait, et la première République Asiatique était proclamée.

L'enthousiasme se propagea dans tout le pays. C'était vraiment un changement radical, non seulement dans l'histoire chinoise, mais aussi

dans l'histoire mondiale, vu l'importance de la population et de l'étendue du territoire de la Chine. Le Père Wieger, dans son ouvrage : « La Chine à travers les âges », peignit la nouvelle Chine aussi exactement que Marcel Monnier avait peint la vieille Chine ; « Il n'y a plus rien à prendre, pour nous, dans le passé chinois. Depuis 1912, tout est changé et sans retour. Idées nouvelles, revues, journaux, enseignement par la parole et par la plume, voilà le présent et l'avenir ».

On doit se demander si ce changement n'a pas été trop rapide. Là est justement la cause d'instabilité de la jeune République. La lutte pour l'intérêt personnel entre les généraux ambitieux n'a pas cessé depuis quinze ans, et les fonctionnaires corrompus n'ont su qu'amasser de l'argent. La situation financière et économique du pays a empiré peu à peu, et le peuple a souffert, beaucoup, de la guerre civile. Malgré cela, la République est solidement établie. Aucun général ou mэрarchal ambitieux ne pourra la renverser. En 1915, le Président Yuan-Che-Kai tenta de rétablir la monarchie, et se proclama Empereur de Chine, mais il fut renversé, trois mois après. Yuan est responsable du mal dont a souffert ensuite la Chine. Pour satisfaire son ambition de devenir Empereur, il a dissous le Parlement, exécuté ou chassé tous les gens honnêtes et capables des postes importants, et il les a remplacés par ses partisans malhonnêtes et incapables.

En 1917, le général Tchang-Hsuin tenta, une seconde fois, de rétablir la dynastie déchue, mais la restauration ne dura que trois jours. Ce furent de dures expériences pour la jeune République, qui finira par en triompher. L'opinion publique est devenue plus forte, et le peuple est conscient de sa force et de son devoir. Les Chinois ont confiance dans l'avenir, et désirent travailler en paix à leur développement national ; la stabilisation politique et financière s'en suivront.

On peut se demander si sa politique extérieure a subi autant de changements que sa politique intérieure, vu que la Chine s'était enfermée dans un complet isolement pendant plusieurs millénaires. Elle n'avait accordé la liberté de commercer qu'à la Russie, en 1689, par le traité de Nertchinsk, mais ce commerce n'avait lieu que

dans les zones frontalières. Avant le traité de Nankin de 1842, il n'existait pas, en Chine, de commerce international proprement dit. Avant l'ouverture, au commerce étranger, des ports, les Chinois se contentaient d'une vie agricole conforme à leur idéal. Ils ne connaissaient pas les avantages de l'échange international, et ils préféraient ne pas avoir de relations avec aucune puissance occidentale. D'après certains théoriciens, le peuple doit rester maître du territoire où il habite, il a le droit d'en disposer à sa guise, d'y vivre, s'il lui plaît, d'une vie isolée et aucun autre état ne doit intervenir pour le forcer à entrer en relations avec lui. C'est la théorie de l'indépendance des Etats. M. Wang-Ta-Sieh, ancien Président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères (de Chine) disait : « De la vie simple, nous tendons vers une vie compliquée. De la vie d'isolement, nous tendons vers une vie en commun. Ce sont là des phénomènes naturels. Plus les communications sont faciles, plus les relations entre les hommes se multiplient et plus les avantages deviennent nombreux. Mais alors une vie de simplicité et d'isolement devient impossible ». Ce point de vue est plutôt philosophique que juridique. L'isolement d'un Etat, malgré son pacifisme, est inadmissible au point de vue du droit. L'Etat doit avoir son indépendance d'action politique, mais sa vie économique, tout en lui étant propre, appartient également à l'humanité. Grâce au progrès des sciences, et au développement des communications, les relations économiques sont devenues de plus en plus étroites, entre les individus et les Etats. L'Etat se compose d'individus, et sa souveraineté est fondée sur la base du droit individuel. Entre les individus, il y a une solidarité et une interdépendance des relations économiques ; il en est de même, évidemment, entre les Etats. D'après la thèse de M. Pillet, « en définitive, comme l'Etat ne peut pas vivre plus isolé que l'homme, l'indépendance ne trouve sa plénitude que sous la loi de l'interdépendance ». C'est le nouvel esprit du droit des gens et c'est le principe de l'interdépendance des Etats.

Nous sommes tout à fait d'accord avec la thèse du savant Professeur, M. de Lapradelle (dans la revue de droit international public de 1901-1902-1903) « La question chinoise », que la Chine a eu tort d'avoir vécu isolée, en refusant obstinément de participer à la vie

internationale. Son attitude était incompatible avec le principe de la liberté du commerce, et la théorie de l'interdépendance des Etats. La Chine s'est toujours relpée dans une vie solitaire, avec des richesses naturelles inépuisables. Elle n'avait, avant 1842, aucune relation officielle avec les pays étrangers. Elle se considérait elle-même comme un monde parce qu'elle possédait une civilisation originale et merveilleuse, et regardait les pays qui l'entouraient, soit comme des barbares, soit comme des vassaux. Elle a donc vécu dans l'isolement le plus complet pendant plusieurs siècles, et n'a jamais reconnu un autre pays sur un pied d'égalité. Il me semble que cette attitude doit être attribuée à l'ignorance du gouvernement chinois, plutôt qu'à son égoïsme. La Chine ne comprenait pas qu'il y avait avantage pour un Etat à participer à la vie internationale. Elle était sous l'influence de son grand philosophe Lao-Tseu. Son utopie était : « Les chiens et les coqs s'entendent entre les villages, mais les gens des villages ne se fréquentent pas jusqu'à leur mort ».

A la fin du dix-neuvième siècle, la Chine modifia complètement sa politique extérieure. Elle abandonna son attitude séculaire d'isolement et s'occupa activement de tous les problèmes internationaux. Elle avait envoyé des délégués à la première Conférence et à la deuxième Conférence de la Haye en 1899 et en 1907. Par cette participation, elle acquit le Statut International. En 1909, M. Atlay disait : « Le seul fait que le gouvernement chinois était invité à envoyer ses délégués à telle Assemblée (les deux Conférences de la Haye en 1899 et 1907), pouvait être considéré comme la reconnaissance de son statut international ».

En 1916, le Dr Coleman Phillipson remarquait dans « Le Droit International de Wheaton » : En considérant son développement récent et rapide, ses relations croissantes avec l'Occident, ses efforts pour faire régulariser son gouvernement et se ranger à la conception des relations internationales des communautés civilisées du monde, on peut dire que, malgré certaines restrictions qu'elle s'est imposées, elle (la Chine) est devenue maintenant un membre du groupe international ».

La position internationale de la Chine a été confirmée par sa participation à la grande guerre. D'abord, elle déclara sa neutralité,

ensuite elle rompit les relations avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Le 14 août 1917, la Chine déclara la guerre aux deux pays et se rangea aux côtés des Alliés, pour sauvegarder le Droit international et rétablir la paix générale.

Avant la Grande Guerre, la Chine avait déjà signé plusieurs conventions internationales : les Conventions de la Haye en 1899 et 1907 ; la Convention de Genève en 1906 ; la Convention relative aux navires-hôpitaux en 1904 ; la Convention pour établir un Institut d'Agriculture International à Rome en 1905 ; la Convention de l'Opium, à la Haye (1912-1914). Elle avait adhéré aux Conventions suivantes : Convention pour la publication du tarif douanier de 1890 ; Convention de Genève de 1864 ; Convention Postale Universelle en 1874-1906 ; Convention Universelle des colis postaux ; Convention aérienne Internationale, enfin le Gouvernement Chinois avait envoyé des délégués à la Conférence du Travail à Washington en 1919 ; à la Conférence Financière de Bruxelles, en 1920 ; à la Conférence des communications, à Barcelone, en 1921, et à la Conférence Economique Internationale, à Genève, en 1927. Toutes ces dernières Conférences avaient été organisées par la Société des Nations.

CHAPITRE II

AU POINT DE VUE JUDICIAIRE

La Chine possède une civilisation des plus anciennes et, cependant, la science de la jurisprudence n'a pas été bien développée dans ce pays. D'après les grands philosophes chinois, la société idéale doit être gouvernée par la morale et non pas par la loi. La loi n'est qu'un supplément de la morale. Les textes des lois doivent être aussi simples que possible. Il est difficile de gouverner une société humaine très compliquée, avec une idée de moralité très abstraite. Dans l'ancienne communauté chinoise, la morale était représentée par le Kia-Li, nom donné à toutes les cérémonies, comme les mariages, les naissances, les enterrements, etc. Le Li fut soigneusement et minutieusement établi dans la plupart des anciens livres de rites chinois, et il maintint en bon ordre, pendant plus de deux mille ans, une nation de 400 millions d'habitants. Les Chinois d'autrefois n'auraient jamais osé violer le Li et se sentaient obligés de le pratiquer encore plus strictement que les peuples d'aujourd'hui observent les lois.

De plus, la société chinoise a été édifiée sur une base familiale et il en résulte une aide mutuelle et une responsabilité réciproque. Non seulement, chacun ne doit rien faire contre la justice ou contre la loi, mais encore il est tenu de surveiller la bonne conduite des autres. C'est pour cette raison, que, dans l'ancienne société chinoise, la loi n'était pas une chose absolument nécessaire.

Cependant il existait des lois en Chine. Sous la dynastie Han, on trouve déjà des lois écrites et des lois coutumières, et même sous la dynastie Tang, la législation était bien développée puisque les Japonais envoyèrent, à plusieurs reprises, des étudiants en Chine, pour y étudier le droit.

Les lois et les règlements chinois étaient réunis dans une collection complète appelée : « Ta Tsing Lü Li » ; Ta Tsing signifie la grande dynastie mandchoue ; Lü, les règles fondamentales et Li, les dispositions légales ». En fait « Ta Tsing Lü Li » n'est pas une œuvre accomplie seulement par le gouvernement Mandchou, mais c'est le résultat des modifications et des évolutions législatives de toutes les Dynasties précédentes. Sir George Staunton, l'ayant traduit en anglais, dit, dans sa préface, que « la chose la plus remarquable dans ce code, est le bon sens, et la clarté... » Les dispositions sont exprimées avec simplicité et franchise.

Malgré cela, il n'est plus conforme aux conditions modernes. Avant la Révolution chinoise, le Gouvernement s'efforçait de réformer le système législatif et judiciaire. Depuis 1911, la République chinoise concentre encore davantage son attention et ses efforts sur ce problème, et tente d'adopter les principes les plus modernes et les plus libéraux.

Le gouvernement chinois a deux points de vue à considérer ; il y a, en effet, d'une part, la différence entre l'Orient et l'Occident, et les idées, des deux côtés, doivent être préservées ; d'autre part, la variété des coutumes chinoises, dont une bonne partie doit être respectée et insérée dans le nouveau code. Il est évident que la réforme est une tâche assez difficile et très délicate.

Sans prétendre que les lois chinoises aient atteint un degré de perfection égal à celui qui a été réalisé par les nations, les plus avancées, nous croyons cependant pouvoir affirmer, sans crainte d'être démentis, que la Chine a fait, en matière juridique, et spécialement dans l'administration judiciaire, des progrès très considérables, depuis une trentaine d'années. La réforme juridique avait déjà commencé sous la dynastie mandchoue. Le Prince Tsai-Chen, Yuan-Cheh-Kaï et Won-Ting-Fang furent nommés Commissaires Impériaux, pour rédiger un code commercial, et leur projet fut sanctionné par l'Empereur, en 1904.

L'ensemble de ce code fut publié en trente volumes ; c'était une traduction des principales lois étrangères ; en outre, les mêmes commissaires préparèrent un code criminel, un code civil, un code de procédure civile, des lois sur la banqueroute, les mines, la presse, les transports, la nationalité, etc... Les dispositions de ces lois furent empruntées aux lois japonaises, elles-mêmes influencées par les lois allemandes. Telle fut l'œuvre de la dynastie mandchoue. Après la Révolution, la Chine, par sa constitution provisoire de 1912, consacra le principe de la séparation des pouvoirs, garantit à tous les citoyens le respect de leur liberté individuelle et la sécurité de leurs biens, et assura aux magistrats de l'ordre judiciaire, une indépendance complète et une protection pleine et entière, les mettant à l'abri, dans l'accomplissement de leurs fonctions, de toute immixtion des pouvoirs législatifs ou exécutifs. Un décret ministériel du 17 mars 1912 régla l'exercice de la profession d'avocat en vue de lui assurer des garanties sérieuses d'honorabilité et de compétence, et, le 30 du même mois, le code criminel, préparé sous l'Empire, mais modifié sur quelques points, fut mis provisoirement en vigueur : ce code, qui ne comprenait pas moins de 411 articles, et s'inspirait des idées adoptées par les nations les plus avancées, introduisait un principe nouveau, pour la Chine, par l'article 10, en disant « qu'un acte ne peut constituer une infraction, que s'il a été déclaré tel par la loi criminelle. Les peines principales se répartissaient comme suit : peine de mort, prison perpétuelle, emprisonnement de deux mois à cinq ans, détention d'un à deux mois, amende et en peines accessoires (privation des droits civils, confiscation des objets ayant servi à perpétrer le délit).

Grâce à la précieuse collaboration des distingués conseillers français, MM. Georges Padoux et Jean Escarra, et au travail persévérant des juristes chinois, Dr Wang-Chung-Hui et Tan-Kong, les projets des cinq codes ont été bien rédigés par le bureau de codification. D'après la constitution chinoise, toutes les lois doivent être votées par le Parlement et promulguées, ensuite, par le Président. A l'exception du code criminel, qui a été promulgué en 1912, tous les codes restèrent en projet, jusqu'à présent, parce qu'à cause de la guerre civile, le Parlement n'a pu se réunir régulièrement. —

Quelles lois sont acutellement en vigueur en Chine, et comment les tribunaux y fonctionnent-ils. — Une certaine partie du Tai-Tsing-Lü-Li est encore en vigueur, et elle sert aux tribunaux à trancher les contestations civiles ou criminelles. Comme plusieurs codes n'ont pas encore été promulgués, la Cour suprême est souvent obligée d'assumer la tâche de législateur, en faisant la loi au nom des principes. Le premier de ces principes a été établi, en 1913, en ces termes : les affaires civiles (actes civils) sont résolues d'abord d'après les dispositions expressives des lois et ,en cas d'absence de lois, d'après les principes légaux. En pratique, le droit de faire des lois est accordé à la Cour suprême, quand il n'y a ni lois, ni coutumes à appliquer. Par cette pratique, la Cour suprême, non seulement, peut résoudre l'acte particulier, d'après les principes légaux, dans certains cas, mais encore, peut déclarer quel est le principe légal : en fait, cette Cour suprême a le pouvoir législatif.

Il y a une disposition analogue dans le code suisse (art. 4) donnant au juge le pouvoir d'agir, comme législateur, en cas d'absence des lois et des coutumes.

C'est, de cette manière, que la Cour suprême a pu introduire tous les principes importants des codes modernes qui s'adaptent le mieux à la situation de la Chine.

De plus, la Cour suprême peut donner des interprétations équivalentes à des lois. Elle peut, par exemple, répondre aux points douteux, et rectifier, dans l'intérêt général, toute fausse interprétation des statuts ou ordonnances qui peuvent être rendues par un organe public ou un fonctionnaire quelconque.

Il y a trente ans que la Cour suprême a été établie sous la dynastie mandchoue. Elle ne fonctionnait pas efficacement, mais aussitôt que l'indépendance du pouvoir judiciaire a été déclarée et garantie par la constitution provisoire de la République Chinoise, elle a assuré un rôle très important, dans le domaine judiciaire.

QUATRIEME PARTIE

Le Mouvement national pour l'abolition des Traités inégaux

La revendication des droits perdus en Chine ne date pas d'aujourd'hui, elle remonte à près d'un siècle et de nombreuses tentatives furent faites, pour obtenir la revision des traités, qui sont incompatibles avec les principes du droit international, et apportent une grande entrave au développement politique et économique de la Chine.

En mars 1878, le gouvernement chinois adressait déjà, à ses ministres à l'étranger, une lettre circulaire très importante qui traitait de la revision éventuelle des traités, et leur demandait de faire des démarches auprès des Puissances.

« Les traités, y lisons-nous, peuvent être révisés tous les dix ans, et les modifications, additions ou abrogations à y apporter dépendent naturellement des Puissances contractantes. La première revision du traité avec la Grande-Bretagne eut lieu à Pékin en 1869, mais le gouvernement de Londres refusa de ratifier les arrangements faits par son représentant en Chine, et ce traité révisé n'a jamais eu force de loi. Depuis un an, la revision du traité allemand est à l'étude, mais parmi les demandes du Ministre d'Allemagne, il y en a plusieurs auxquelles la Chine ne peut consentir, de sorte que, bien que l'on ait longuement discuté, l'on n'est pas encore arrivé à une solution. Dans cette question de revision des traités, un échange préliminaire de vues est de grande

importance. Le gouvernement pense qu'il y a quatre points principaux sur lesquels la Chine n'est pas encore parvenue à faire admettre ses vues. Ces points sont :

1°) La question du transit des marchandises d'une province dans une autre.

2° Les droits de douanes intérieures (likin).

3° L'exterritorialité.

4° La clause de la nation la plus favorisée.

Après la révolution de 1911, les revendications chinoises changent de caractère. Le peuple conscient de son devoir et de sa force, pousse le gouvernement à revendiquer les droits perdus. Nous traiterons ce mouvement dans les chapitres suivants :

CHAPITRE I

L'OPINION PUBLIQUE ET LES PROGRAMMES DES PARTIS POLITIQUES

Au cours des trente dernières années, la presse chinoise s'est considérablement développée. Lorsque la constitution provisoire de 1912 accorda la liberté de parole et de pensée, le développement de la presse dans toute la Chine prit un grand essor. Depuis cette époque, de nombreux journaux quotidiens paraissent dans toutes les grandes villes comme Pékin, Nankin, Han-Kou. Le grand centre de la presse est à Changhaï, ville qui occupe le premier rang en Extrême-Orient, non seulement du point de vue commerce, mais aussi du point de vue de la culture. La presse chinoise représente réellement l'opinion publique, et elle exerce une grande influence sur l'orientation politique, économique et sociale du Gouvernement de la République. Nous nous contenterons de citer quelques journaux importants relatifs à la question des traités sino-étrangers.

Le 15 juillet 1923, un long article intitulé « *Organisez un Comité national pour l'abolition des traités inégaux* », publié dans le « Journal de Pékin », disait : « En dehors de nos propres fautes dont nous devons nous repentir, la principale cause des humiliations que la Chine a subies progressivement dans ses relations internationales, réside dans les insultes et les agressions incessantes des Grandes Puissances. La décadence du pays, le désespoir du peuple et la stagnation de toute organisation politique et économique sont dues aux traités inégaux que

les Puissances ont imposés à la Chine depuis presque un siècle. La convention douanière en est un exemple frappant. Les marchandises ou les matières premières exportées sont frappées de taxes illimitées, mais les marchandises importées, même les articles de luxe, ne peuvent être taxées que d'un tarif de 5 % *ad valorem*. Le thé chinois exporté en Angleterre et aux Etats-Unis doit payer un droit de 30 % de sa valeur courante. La proportion de 5 et 30 représente exactement 1 et 6. Le gouvernement chinois ne peut pas se créer de revenus douaniers suffisants à cause de ce traité inégal, il en est même réduit à contracter des emprunts extérieurs à gros intérêts, qui portent atteinte à l'économie générale et à la souveraineté de la nation. Par conséquent, on peut dire que les *dettes extérieures de la Chine ne sont autre chose que la transformation des taxes que les Puissances devraient payer à la douane chinoise*. De plus, il faut remarquer que la plupart des dettes extérieures sont contractées pour payer l'intérêt et le capital des emprunts extérieurs. Après avoir approfondi la question, on peut conclure que l'instabilité de la situation financière du gouvernement chinois est le résultat des conventions douanières inégales. Cette situation anormale a des conséquences funestes pour l'économie sociale. Le commerce et l'industrie du pays se développent lentement et avec difficulté parce que les marchandises nationales ne peuvent pas concurrencer les marchandises étrangères. La Chine reste toujours dans la situation d'un pays qui ne fournit que des matières premières. En somme, le régime douanier actuel est un coup fatal porté à l'existence même de la Chine.

« Nous envisagerons ensuite la question de la juridiction consulaire, des concessions et des troupes étrangères en Chine.

« La Cour mixte de Changhaï est ne institution arbitraire sans précédent, et cette injustice est tolérée par le peuple chinois. La conduite barbare des Boxers ignorants fut regrettable, mais ce ne fut qu'un fait accidentel. Il est évidemment injuste que des troupes étrangères restent stationnées constamment sur le territoire chinois. Le quartier des légations dans la capitale est, même aujourd'hui sur le pied de guerre puisque la cité est fortifiée, fréquemment les troupes étrangères causent des troubles en Chine. Les incidents de Wan-Hsien

et de Cha-Mien ne sont que les conséquences de la libre navigation des navires de guerre étrangers sur les fleuves intérieurs. Un malfaiteur est blessé ou tué par un Chinois en état de légitime défense, la victime chinoise est cependant presque toujours condamnée à payer immédiatement une forte indemnité. Tout cela est le résultat pur et simple des traités inégaux.

« Les traités imposés à la Chine doivent être révisés, mais il n'est guère possible d'espérer que les Grandes Puissances abandonnent leur attitude égoïste et agressive vis-à-vis la Chine. Elles donnent souvent au gouvernement chinois le conseil d'unifier le pays, de réduire ses armements, et de réajuster les dettes extérieures et intérieures, mais dès que celui-ci leur demande une élévation du tarif douanier, il se heurte à un refus catégorique. Sans recourir à une augmentation des droits de douane, il est complètement impossible de rétablir la situation financière. Les pays qui consentent à réviser les traités avec la Chine doivent être comme nos amis. Boycottons les pays qui continuent de nous traiter injustement et organisons un comité national pour l'abolition des traités inégaux ! »

D'autres journaux chinois, tels que le « Quotidien », le « Temps Oriental » et le « Journal de Changhaï », ont tous consacré un long article à la question des traités inégaux, le 22 juillet 1925, et partagent tous la même opinion que le « Journal de Pékin ». Les journaux chinois, sans exception, considèrent les traités sino-étrangers comme injustes et surannés, et ils désirent qu'ils soient remplacés par de nouveaux traités basés sur l'égalité et le respect mutuel de la souveraineté territoriale.

Nous citerons les opinions de quelques personnalités influentes sur les traités sino-étrangers.

A la suite des événements tragiques de Changhaï, en mai 1925, M. Tsai Yuen Pei, ancien ministre de l'Instruction publique et recteur de l'Université de Nankin, le Docteur Wang-Chung-Hui, ancien président du Conseil et ministre de la Justice du gouvernement de Nankin et le Docteur Scié-Ton-Fa firent une déclaration qui expliquait clairement les causes profondes de frictions actuelles entre la Chine et les puissances : « Les événements actuels de Changhaï ne seraient simple-

ment à déplorer, s'ils n'étaient pas issus de causes profondes inhérentes à l'attitude des Puissances étrangères à l'égard de la Chine, attitude que nous tenons à faire connaître.

« Les relations internationales que la Chine entretient avec le monde extérieur sont encore malheureusement basées sur les anciens traités, surannés et inéquitables, conclus par le gouvernement mandchou déchu, à une époque où le peuple chinois n'avait aucun droit, aucune voix, aucune participation à la marche des affaires du pays, traités imposés à la Chine dans des circonstances où elle n'avait pas, en quelque sorte, son libre arbitre, et qui n'ont été, la plupart du temps, que le résultat de douloureux conflits où les sentiments, la dignité et les intérêts de la Chine furent plus ou moins spoliés par la force matérielle et brutale. L'avenir de la Chine se trouve entravé, paralysé par ces traités dont la lettre et l'esprit appartiennent à un autre âge. Les privilèges spéciaux dont jouissent les étrangers en Chine ne sont-ils pas exorbitants à l'heure actuelle ?

« Pourtant, depuis près d'un siècle, et surtout durant le dernier quart de siècle, où la Chine a pris contact avec la civilisation occidentale, suivant obligatoirement la grande loi de l'évolution humaine, entraînée dans le mouvement de civilisation, un réveil intellectuel général se manifeste dans toutes les couches de la nation chinoise.

« Au moment de la guerre européenne de 1914-18, malgré les difficultés sans nombre, uniquement sous l'impulsion de son propre sentiment du droit et de la justice, la Chine vint se ranger aux côtés des Alliés, aux côtés de la France. Mais la nation chinoise éprouva ensuite la plus cruelle des déceptions. Toutes les nations victorieuses se virent réintégrées dans leurs droits, ou rentrèrent en possession de leurs territoires. La France recouvrait l'Alsace-Lorraine, la Pologne sa pleine et entière indépendance, etc..., la Russie aussi, la Chine que l'on voulait dépouiller du Chan-Toung fit seule exception. A Washington, elle obtint la restitution parcimonieuse de quelques-uns de ses droits, ce qui était loin de donner satisfaction aux aspirations chinoises.

« Les rixes de Changhaï ne sont qu'un incident regrettable mais non pas la cause essentielle du mécontentement général. Ce que nous voulons, ce que nous réclamons unanimement et énergiquement, ce qui

est du reste l'origine réelle des causes de dissentiment, c'est le manque de justice et d'équité à l'égard de la Chine, qui désire que ses relations avec les autres puissances étrangères soient basées désormais sur un pied d'égalité entre Etats et orientés dans un sens nettement pacifique. Le mouvement actuel n'est pas un mouvement xénophobe, comme on tendrait à le faire croire, bien loin de là, il n'est autre chose qu'une protestation de la nation chinoise, qui réclame le respect de ses droits imprescriptibles et inaliénables basés sur la justice et sur la liberté. Lorsque la Chine demande la revision de ces traités surannés, ce n'est pas une innovation ; elle ne réclame que l'application logique et normale d'un principe connu : « rebus sic stantibus », c'est-à-dire d'harmoniser les relations avec l'état actuel des choses. Reviser un traité ne signifie pas rompre avec une puissance mais, bien au contraire, affermir, consolider les bonnes relations sur un pied d'égalité. »

M. Tcheng Loh, ancien ministre de Chine à Paris, dans une déclaration à la presse du mois de juin 1925, disait que « la cause profonde de ces événements (la collision entre les manifestants et la police anglaise à Changhaï) n'est qu'une manifestation du réveil de la dignité nationale chinoise. Les relations de notre pays avec les nations étrangères reposent encore sur des bases surannées, des traités qui remontent à la guerre de l'opium de 1842 et successivement imposés à la Chine à des moments où elle ne possédait plus son entière liberté d'action. Ce fut une série d'abus dont l'histoire rendra justice à la Chine.

« Depuis l'établissement de la République en Chine, notre diplomatie est ouverte, en ce sens que l'opinion publique chinoise est parfaitement au courant de tout ce qui se passe ; on ne peut donc pas critiquer les Chinois, mais leur patience a dépassé toute limite, et, lorsque le peuple chinois réclame la revision des traités, il ne fait que demander l'application pure et simple d'un principe de droit international public reconnu de tout temps, même par le pacte de la Société des Nations. »

M. Wan-King-Ky, ancien professeur de droit international public à l'Université de Pékin et ministre de Chine à Bruxelles, écrivit un article fort juridique et très intéressant intitulé « La Chine et ses traités ». D'après ce Ministre, ce serait grâce à l'influence de Confucius

que les Chinois auraient pu supporter si longtemps la situation imposée par les traités inégaux. Selon Confucius, dit-il, tout homme est mortel mais quand il s'agit d'un Etat, si celui-ci ne professe pas, avant tout, le respect de la parole donnée, s'il ne tient pas ses engagements, il ne pourra pas continuer d'exister.

C'est grâce à cet enseignement, d'une si haute moralité, que nous n'avons pas abrogé, jusqu'à présent, de notre propre initiative, les traités et conventions qui nous placent dans un état de dépendance vis-à-vis de l'étranger.

Supportable jadis, cette servitude ne l'est plus, maintenant que les contacts entre nous et les étrangers sont devenus plus fréquents et plus directs. Il n'est pas nécessaire d'être Bolcheviste ou Xénophobe pour le comprendre.

Et il conclut : « dans l'intérêt supérieur de l'humanité, comme dans son propre intérêt, la Chine désire sincèrement un rapprochement et une collaboration de plus en plus intimes avec l'Europe, mais ce rapprochement et cette collaboration ne pourront se réaliser qu'après l'abrogation des traités inégaux qui lui furent imposés il y a près d'un siècle. »

Dans chaque province, il existe un comité pour l'abolition des traités inégaux qui comprend des personnalités influentes. Aucune association scientifique ou professionnelle ne s'occupe de cette question.

Il n'est pas inutile de dire ici quelques mots sur les trois principes du peuple de Sun-Yat-Sen, dont on parle fréquemment dans la presse européenne. Nous n'avons pas le temps de les étudier en détail, cela sortirait d'ailleurs du domaine de notre sujet, mais nous nous bornerons seulement à citer les paroles de M. Hang-Lih-Ou, éditeur et membre associé de l'Université Fuh-Tan de Changhaï, qui résumant bien l'esprit de Sun-Yat-Sen et les buts du Kuomintang.

« La triple doctrine nationale élaborée par M. Sun est une foi et un mouvement. Elle tend à réaliser l'égalité nationale (du peuple) à l'extérieur, l'égalité politique (par le peuple) à l'intérieur et une égalité économique correspondant au « pour le peuple de Lincoln ».

Sun-Yat-Sen désirait l'égalité nationale pour le développement, non pas d'un impérialisme, fondé sur le nationalisme, mais d'un nationa-

lisme conduisant à l'internationalisme. Il pensait que si la paix devait être le but poursuivi par l'humanité, il faudrait que la Chine cessât d'être, comme elle l'est aujourd'hui, un des enjeux de la diplomatie internationale, qu'elle fût libérée d'abord de ses traités inégaux.

« Par égalité politique, Sun-Yat-Sen entendait un large système, dont la mise en œuvre exige la séparation constitutionnelle des cinq pouvoirs : les pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire, de contrôle, d'instruction, il est accordé quatre droits au peuple : le droit électoral, le droit de révocation, le referendum et le droit d'initiative. »

Pour ce qui est de l'égalité économique, Sun-Yat-Sen préconise deux grands principes de contrôle du capital et la nationalisation des plus-values foncières.

Ces trois principes ont été bien accueillis par le peuple chinois. Que pensait donc Sun-Yat-Sen à des traités entre la Chine et les puissances ? Quelques passages d'un discours qu'il prononça au Japon, en 1924, nous en donneront une idée très claire.

« Depuis la révolution, dit-il, la Chine est déchirée par des guerres qui se succèdent sans interruption. Si elle ne peut être unifiée, ce n'est pas la faute des Chinois, mais à cause des étrangers. Pourquoi ceux-ci sont-ils les principaux auteurs de la scission de notre pays ? Parce qu'entre la Chine et les Puissances Etrangères, il existe des traités inégaux. Chaque étranger en Chine, en vertu de ces traités, jouit de droits spéciaux. Mais actuellement la chose va de mal en pis. Quelques étrangers, non contents de jouir de ces droits, dépassent la mesure des traités et en abusent. Ces gens-là ne s'occupent que de leurs propres intérêts sans avoir égard ni à la conscience ni à la raison. Ils ne font que créer des troubles en Chine.

« Ces fauteurs de troubles étrangers ne manquent pas en Chine. Chaque étranger s'y comporte comme un Empereur. Cet empereur est capable de servir d'une partie des Chinois et de grands chefs militaires chinois qui lui obéissent avec docilité. C'est pourquoi je dis que, non seulement les étrangers tirent profit des traités inégaux, mais encore qu'ils vont plus loin et en abusent. Leur gouvernement et les partisans de la Justice dans leur pays ne savent peut-être pas les agissements des étrangers en Chine. Et c'est précisément grâce à cette

ignorance que ceux-ci osent faire tout ce qu'ils veulent et, de ce fait, les Chinois sont en proie aux souffrances indicibles !

« Ces traités inégaux ne sont point équitables, les gouvernements étrangers et leurs nationaux le savent depuis beau temps. Blessés par la voix de la conscience, ils ont quelquefois suggéré de reviser ou même d'abolir les traités. Par exemple, dans la Conférence de Washington, il a été question de relâcher un peu les traités qui enchaînent la Chine. Nous pouvons en déduire que tous ceux qui ne sont pas sourds à la voix de la conscience, ont des opinions équitables.

« Au surplus, pour qu'il y ait une vraie paix ici-bas et que les Puissances étrangères ne se disputent pas les intérêts en Chine, il est de toute nécessité d'abolir les traités inégaux. Le chemin qui nous conduit à cette fin, offre deux difficultés qui sont : 1° les étrangers dans leur pays ne connaissent pas à fond que ces traités sont iniques : 2° les étrangers en Chine ne peuvent vivre sans ces traités. Ce dernier point est à retenir. Car, munis de tels traités, les étrangers en Chine sont capables de mener un grand train de vie. Si, un jour, les traités étaient abolis, leurs moyens d'existence seraient profondément affectés. Pour vivre à leur guise en Chine, les étrangers regardent les traités comme le talisman des magiciens (qui peut, dit-on, garantir l'homme contre tout danger). Et ils en usent pour troubler la Chine et l'empêcher de se donner un gouvernement unique. Cela se conçoit. Ils ont peur que la Chine, une fois unifiée, notifie aux Puissances Etrangères d'abolir les traités. Si celles-ci consentent à le faire, les étrangers en Chine resteront sur le tapis !

« Je suis sûr que les étrangers, partisans de la justice, sympathisent avec nous en vue d'abolir les traités inégaux. Seuls, les étrangers qui sont fonctionnaires, détectives et commerçants en Chine, pour pouvoir mener leur train de vie, désirent les maintenir. Aussi s'en servent-ils pour créer des troubles. »

« Dans un autre discours intitulé « le Japon doit aider la Chine à abolir les traités inégaux », le Docteur Sun exposa la situation fâcheuse de la Chine résultant des traités inégaux.

« Avant notre révolution, qui eut lieu il y a treize ans, l'influence européenne et américaine gagnait déjà du terrain en Asie Orientale. La

Chine était environnée de Grandes Puissances, c'est-à-dire qu'elle rencontrait partout des obstacles. Voulait-elle réaliser quelque travail, elle devait d'abord surmonter bien des difficultés. Même après les avoir dominées toutes, elle n'était pas encore en état d'atteindre le but escompté. Aussi, la révolution chinoise, qui a duré treize ans jusqu'ici, ne peut-elle aller jusqu'au bout. Notre parti, pendant ces dernières années, a renversé tour à tour le monarque mandchou, Yuan Che-Kaï, et des obstacles de toutes sortes. Nous avons même jeté bas les grands militaristes Tsao-Koun et Ou-Pei-Fou. Nous avons donc, pour ainsi dire, aplani toutes les entraves de la révolution à l'intérieur du pays. Mais alors notre révolution devrait réussir et pourquoi, comme nous avons dit plus haut, ne peut-elle aller jusqu'au bout ? C'est parce qu'à l'extérieur du pays, il existe des obstacles qui n'ont pas encore été détruits. Ces obstacles sont les traités inégaux que la Chine a conclus avec les Puissances Etrangères. Au point de vue des termes, ces traités sont faciles à comprendre. Quant au contenu, non seulement les Chinois ne les comprennent pas du tout, mais encore, il est difficile pour vous, Japonais, qui regardez la chose en spectateurs, de le concevoir. Pour parler succinctement, ces traités ont été conclus entre la Chine et les Puissances Etrangères. En signant ces traités, celles-ci ont placé notre pays dans une situation inégale.

« Au surplus, elle s'en servent pour faire pression sur la Chine, en jouissant de droits spéciaux. Après la Grande Guerre Européenne, l'Allemagne et l'Autriche ont été privées des traités inégaux, ne pouvant plus avoir de droits spéciaux en Chine. Si ces deux puissances ont aboli les traités, c'est qu'elles ont été des pays vaincus et elles les ont abrogés sur l'exigence de notre pays. Dernièrement, la Russie elle-même a renoncé aux traités inégaux. Si elle a agi de cette façon, c'est parce qu'après la révolution de 1917, elle est devenue partisane de la Justice. Trouvant que les traités dont jouissent les Pays Etrangers en Chine, sont trop inégaux et trop iniques, elle les a abrogés de grand cœur, se désistant ainsi de droits spéciaux pour sa part. Jusqu'à présent, il y a trois Puissances qui ont aboli les traités inégaux, tandis que les autres en sont encore détenteurs et continuent à léser la souveraineté chinoise.

« Mais enfin qu'est-ce que les traités inégaux ? A parler avec simpli-

cité, ce sont des contrats d'esclavage : autrefois, la Chine avait vendu notre peuple aux Puissances Etrangères et avait écrit ces contrats. Actuellement, il y a encore plus de dix Puissances qui détiennent ces contrats, c'est-à-dire que nous avons, nous autres Chinois, plus de dix maîtres, nous sommes esclaves de plus de dix Puissances et notre pays est la colonie de plus de dix Puissances ! Etre la colonie d'une seule Puissance, passe encore, mais être la colonie de plus de dix Puissances, cela est horrible ! L'Australie est la colonie de l'Angleterre seule, le Canada, l'Afrique du Sud et la Nouvelle-Zélande le sont également. Mais, en temps ordinaire, les Anglais, à l'égard de ces colonies, ont plus de devoirs que de droits et, au contraire, les peuples des colonies ont des droits considérables dans leur mère-patrie. Quant à la Chine, bien qu'elle soit la colonie de plus de dix Puissances, ces dernières ne sont venues que pour user de leurs droits spéciaux et n'ont rempli aucun devoir envers notre pays. C'est pourquoi les Chinois, tout en étant esclaves des autres, ne reçoivent nulle faveur de la part des maîtres. Ne voyant que la persécution et la souffrance, ils sont dans l'impossibilité de vivre en Chine et sont forcés d'aller à l'étranger pour être esclaves d'une seule Puissance. Par exemple, les Kongtonais se sont rendus à Hongkong et, plus loin, à Singapour ou en Amérique. Une fois à l'étranger, ils ne songent point à regagner leur pays natal. Certes, ils trouvent qu'il est plus agréable d'être esclaves d'un seul pays que d'être esclaves de plus de dix pays. A l'heure actuelle, la Chine n'étant pas un pays libre, est la colonie de plus de dix Puissances et elle est même pire qu'une colonie. Aussi l'appelè-je « intercolonie ».

« Notre territoire est plus vaste que les Etats-Unis et nos populations, qui comptent 400.000.000 d'âmes, sont plus nombreuses que les Etats-Unis. Les Etats-Unis sont la contrée la plus riche et la plus forte qu'il y ait en ce monde. Mais la Chine, qui possède un territoire si immense et des populations si compactes, n'est pas à même d'être un Etat indépendant. Quelles en sont les causes ? Elles sont nombreuses, en effet, mais la principale est dans les traités inégaux... »

Avant de terminer ce chapitre, nous devons expliquer l'attitude du Kuomintang vis-à-vis des traités sino-étrangers. Le Kuomintang ou « parti du peuple », est, en Chine, le seul parti politique qui groupe

plus d'un million de partisans. Son fondateur est Sun-Yat-Sen, décédé à Pékin en 1925, en léguant à ses partisans ses trois Principes du peuple « et son testament politique ». Peu avant sa mort, en 1924, lors du premier Congrès du Kuomintang, le Docteur Sun-Yat-Sen traduisit les aspirations du peuple chinois dans le programme politique suivant :

1°) Tous les traités inégaux accordant aux puissances étrangères des concessions par fermage, des tribunaux consulaires et l'autonomie douanière, en général, tous les traités lésant la souveraineté chinoise, doivent être abolis et remplacés par de nouveaux traités établis sur l'égalité et la réciprocité ;

2°) Les Etats qui renonceront volontairement à leurs privilèges et aboliront les traités violant la souveraineté de la Chine bénéficieront de la clause de la nation la plus favorisée ;

3°) Les autres traités violant les intérêts chinois doivent être réglés sur la base de la réciprocité ;

4°) Tous les emprunts contractés par la Chine à l'étranger et qui ne présentent aucun danger du point de vue politique ou économiquement seront reconnus ;

5°) Les emprunts accordés aux gouvernements chinois non soutenus par le peuple, comme le gouvernement de Tsao-Kun, c'est-à-dire les emprunts ne contribuant pas au bien-être du peuple, mais favorisant les velléités de domination des potentats militaires, ne seront pas remboursés ;

6°) Une conférence des organisations économiques et sociales devra être convoquée en vue de délibérer sur la garantie et le remboursement des emprunts dans le plus court délai possible.

Tel est le programme de politique extérieure du Kuomintang tout imprégné d'esprit pacifique et conciliant, ainsi qu'il est observé et poursuivi avec fidélité par ses partisans. Sun-Yat-Sen a laissé un testament dont la dernière phrase souligne tout spécialement qu'il faut abolir les traités inégaux dans le plus bref délai.

En août 1926, l'armée du Kuomintang, partie de Canton, entreprit une expédition contre le gouvernement du Nord. Grâce à son excellente discipline et à l'enthousiasme de la population, l'armée du Sud remporta victoire sur victoire et elle prit Pékin le 10 juin 1928. Le Kuomintang

fit unifier la Chine au bout de deux années de sa campagne contre le Nord et il établit à Nankin le nouveau gouvernement, qui représente la Chine toute entière vis-à-vis des puissances. Il va de soi que le Gouvernement national de Nankin doit exécuter fidèlement le programme de politique extérieure et intérieure du Kuomintang.

CHAPITRE · II

LES ASPIRATIONS DE LA CHINE AU MOMENT DE SA PARTICIPATION A LA GRANDE GUERRE ET LA QUESTION DU CHAN-TOUNG DEVANT LA CONFERENCE DE LA PAIX

A cause de sa faiblesse militaire au cours du dernier siècle, la Chine avait subi mille injustices, et elle désirait la paix plus sincèrement que n'importe quel autre pays. Au début de la grande guerre, en 1914, elle fit une déclaration de neutralité. Au cours des hostilités, l'Empire Allemand ayant pratiqué la guerre sous-marine interdite par le droit des gens, elle eut pour conséquence de nombreuses pertes de vie et de biens appartenant aux Etats neutres. Exaspérés par cette manière de guerre barbare et cruelle de faire la guerre, les Etats-Unis rompirent les relations diplomatiques avec l'Allemagne, le 3 février 1917, et lancèrent en même temps un appel à tous les pays neutres pour les inviter à suivre son exemple. La Chine répondit la première à cet appel, et protesta, le 7 février, auprès du gouvernement Allemand contre la guerre sous-marine. La réponse de l'Empire Allemand à la protestation du gouvernement Chinois n'étant pas satisfaisante, la Chine rompit elle-même les relations diplomatiques avec l'Allemagne le 14 mars 1917. Mais le Japon usa de tous les moyens pour empêcher la Chine de se joindre aux puissances de l'Entente et le gouvernement chinois ne put déclarer la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche, que le 14 août 1917,

après que le Japon se fut assuré dès le mois de février de la même année, l'adhésion du gouvernement Impérial Russe à ses revendications concernant la cession éventuelle au Japon des droits appartenant à l'Allemagne au Chantoung et sur les îles allemandes de l'Océan Pacifique (au nord de l'Equateur), déjà occupées par les forces japonaises. Le Japon avait également d'autres promesses d'appui de la Grande-Bretagne, le 16 février, de la France, le 1^{er} mars, et enfin de l'Italie, dont le Ministre des Affaires Etrangères avait déclaré verbalement, le 28 mars que « le gouvernement Italien n'avait aucune objection à formuler ».

La Chine respecte le droit des gens et les conventions internationales en temps de paix aussi bien qu'en temps de guerre. « La grande guerre de (1914-1919) a fourni à la Chine, dit M. Paul Fauchille, dans sa préface d'un ouvrage du docteur Nagao Ariga intitulé : *La Chine et la grande guerre*, une occasion nouvelle de montrer au monde ses sentiments à l'égard du droit des gens. Pendant la durée de cette guerre, elle se trouva successivement dans trois situations différentes, neutre, en état de rupture des relations diplomatiques et par son entrée dans la guerre aux côtés des puissances de l'Entente, contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Dans chacune de ces situations, elle s'efforça toujours de respecter les règles du droit international, et elle y parvint généralement. La déclaration de neutralité que le gouvernement chinois fit le 6 août 1914 est un modèle, elle constitue l'une des plus complètes et des plus correctes qu'un Etat neutre ait jamais édictée. »

La Chine, après avoir déclaré la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche, organisa immédiatement un corps expéditionnaire de trois divisions et quatre brigades mixtes, et offrit de transférer en France une armée de 100.000 hommes pour renforcer les effectifs alliés et associés, mais ce projet ne fut pas réalisé à cause de la pénurie des moyens de transports. Cependant le gouvernement chinois a fourni aux alliés, à l'arrière des lignes, surtout dans le Nord de la France 200.000 travailleurs environ dont un certain nombre furent tués ou blessés. Toutes les usines de guerre françaises employaient alors des ouvriers chinois. En plus de ces ouvriers, la Chine fournit aussi des auxiliaires aux corps expéditionnaires en Mésopotamie et en Afrique orientale allemande et

des marins chinois furent employés sur des navires britanniques. « A cette heure critique et décisive, la Chine déclara la guerre à l'Allemagne » dit M. A. Gérard dans son ouvrage : « L'Extrême-Orient et la Paix », la Chine a compris et senti que la cause des alliés était la sienne, celle que lui recommandaient et imposaient toutes ses doctrines et traditions, l'enseignement de son grand philosophe, les longs siècles de son histoire, sa psychologie même et jusqu'à la notion de la guerre telle que, je le rappelais au début de cette étude, sa langue l'a définie, c'est la guerre contre la guerre, contre le despotisme militaire. Nulle puissance n'était, par tout son passé et par son idéal, mieux préparée et prédestinée que la Chine à prendre rang parmi les alliés et à mener avec nous le bon combat ».

En dehors de la cause commune avec les nations alliées, la Chine avait été amenée à participer à la grande guerre par deux motifs principaux : d'une part elle espérait reprendre tous les privilèges que les Empires centraux lui avaient arrachés indûment, et d'autre part elle désirait être traitée sur pied d'égalité par les puissances alliées et associées.

Une fois la guerre terminée, le gouvernement chinois envoya le 21 janvier 1919, à la conférence de la Paix, une délégation comprenant MM. Lou-Tsen-Tsiang, Vi-Kyuin, Wellington Koo, Cheng-Ting, Thomas Wang, Sao-Ke, Alfred Sye et Wei-Sing-Tchéou comme plénipotentiaires de la République Chinoise. Les demandes présentées à la Conférence de la Paix par la délégation chinoise, se divisent en deux catégories : l'une concernant la révision des traités généraux conclus avec toutes les puissances, l'autre, l'abolition des traités spéciaux imposés par l'Empire nippon pendant la grande guerre.

La délégation chinoise présenta au Conseil Supérieur, un mémoire dans lequel elle exposait d'abord la légitimité de ses revendications et ensuite, comme conclusion, énumérait sept points de ses mêmes revendications. De plus, la délégation adressa une requête spéciale au même Conseil Suprême pour demander à la Conférence d'abolir les traités conclus, et les notes échangées entre la Chine et le Japon le 25 mai 1915. Le Conseil Suprême reconnut l'importance des revendications chinoises, mais il répondit à la délégation, que la Conférence de la

Paix était incompétente pour résoudre cette question, et promit de la transmettre au Conseil de la Société des Nations, lorsque ce dernier serait constitué.

La délibération sur la question du Chantoung eut lieu le 27 janvier, le plénipotentiaire japonais demanda au Conseil d'autoriser le Japon à se substituer à l'Allemagne, quant aux droits de cette dernière sur le Chan-Toung, tandis que les délégués chinois adressèrent une longue note au même Conseil en lui réclamant de restituer directement à la Chine le territoire à bail de Kiao-Tchéou, ainsi que tous les droits détenus auparavant par l'Allemagne dans la province du Chan-Toung. Cette note se divisait en quatre parties : la première traitant des origines de l'étendue du bail et des autres droits de l'Allemagne concernant le Chan-Toung, la seconde de l'origine et de l'étendue de l'occupation militaire du Japon au Chan-Toung, la troisième et la quatrième que je citerai plus bas, exposent les raisons pour lesquelles la Chine demande la restitution et pourquoi cette restitution devra être faite directement à la Chine.

« La délégation japonaise soutint la thèse que la question de Kiao-Tchéou était déjà réglée en droit au moment où la Chine déclara la guerre à l'Allemagne, non pas par la convention allemande du 6 mars 1898, mais par les accords sino-japonais du 25 mai 1915, qui substituaient le Japon à l'Allemagne en ce qui concerne les droits de cette dernière dans le Chantoung. L'argument japonais est complètement faux. Tout le monde sait que les traités sino-japonais du 25 mai 1915 imposés à la Chine par l'ultimatum du Japon n'ont jamais été ratifiés par le parlement chinois, ni reconnus par le peuple chinois. Le délégué japonais prétendit encore que le Japon devait, en toute équité, être récompensé des sacrifices par lui consentis pour délivrer Kiao-Tchéou et chasser les Allemands du territoire chinois. Cette thèse n'est pas davantage fondée. Si le Japon avait eu le droit de réclamer Kiao-Tchéou comme récompense, la France et l'Angleterre auraient pu réclamer le territoire belge, puisqu'elles avaient aidé les Belges à chasser les Allemands. »

La délégation japonaise sentit bien la faiblesse de ses arguments et, pour cette raison, s'empressa de présenter au Conseil Suprême une

proposition sur l'égalité des races. Ceci n'était qu'une manœuvre. Profitant de la situation difficile de la Conférence résultant du rappel des plénipotentiaires italiens à cause de l'attitude prise par les Alliés dans la question de Fiume, les représentants japonais informèrent le Conseil Suprême que, s'il ne leur donnait pas satisfaction quant à leurs propositions concernant l'égalité des races et la succession aux droits allemands sur le Chan-Toung, le Japon serait obligé de suivre l'exemple de l'Italie. Sans considération pour la Chine, le Conseil Suprême sacrifia la province du Chantoung pour se ménager les Japonais.

Lorsque le Conseil Suprême accepta la demande japonaise : à savoir que les clauses stipulant le transfert au Japon des droits de l'Allemagne au Chan-Toung, seraient insérées dans le traité de Paix, la délégation chinoise protesta contre cette décision, et écrivit au Conseil Suprême que la Chine (faisant toute réserve sur les articles relatifs au Chan-Toung) signerait le traité de Paix. Le 24 juin M. Clemenceau, Président de la Conférence de la Paix, répondit à la délégation chinoise qu'il n'était pas possible de signer le traité avec une réserve quelconque.

Les affaires chinoises sont traitées dans la partie IV « droits et intérêts allemands hors de l'Allemagne » du traité de Versailles. La Chine occupe la section II, art. 128 à 134. Après les sections consacrées au Siam, à Libéria, au Maroc, à l'Égypte, à la Turquie et à la Bulgarie, on arrive à la section VIII, consacrée au Chan-Toung, art. 156 à 158. On est en droit de se demander pourquoi le règlement de la question du Chan-Toung, partie intégrante de la Chine depuis l'époque la plus reculée, est séparé de celui des autres questions chinoises. Par l'art. 128 l'Allemagne renonce en faveur de la Chine à tous les privilèges et avantages résultant des dispositions du protocole final de 1901 et à toute réclamation d'indemnité en vertu du dit protocole postérieurement au 14 mars 1917. Par l'art. 129, la Chine ne sera plus tenue d'accorder à l'Allemagne les avantages ou privilèges qu'elle lui a consentis dans l'arrangement du 29 août 1902 relatif aux nouveaux tarifs douaniers chinois, l'arrangement du 27 septembre 1905 relatif à Houang-Pou, et l'arrangement provisoire complémentaire du 4 avril 1912. Par l'art. 130, sous réserve des dispositions de la section VIII, l'Allemagne cède à la Chine les propriétés allemandes de toutes sortes en Chine, mais les

bâtiments employés comme résidences diplomatiques n'y sont pas compris ; en outre, la Chine ne pourra pas disposer des propriétés allemandes situées à Pékin dans le quartier dit des Légations sans le consentement des représentants diplomatiques des puissances qui restent parties au protocole final de 1901. Par l'art. 131, l'Allemagne s'engage à rendre à la Chine tous les instruments astronomiques que ses troupes ont, en 1900 et 1901, enlevés de Chine. Par l'art. 132, l'Allemagne restitue les concessions allemandes à Han-Kéou et à Tien-Tsin à la Chine et cette dernière s'engage de les ouvrir à l'usage de résidence internationale et du commerce. Par l'art. 133, l'Allemagne renonce à toute réclamation contre la Chine ou contre toute puissance alliée ou associée, en raison de l'internement en Chine de ressortissants allemands et de leur rapatriement, en raison de la saisie, de la liquidation, de la mise sous séquestre des propriétés allemandes de toutes sortes en Chine depuis le 14 août 1917. Par l'art. 134, l'Allemagne renonce en faveur de l'Angleterre aux biens de l'Etat allemand dans la concession britannique de Chameen à Canton et, en faveur des gouvernements français et chinois conjointement, à la propriété de l'école allemande, située sur la concession française de Changhaï. C'est ici qu'auraient dû être intercalées les clauses relatives au Chan-Toung ; on s'en est bien gardé et l'on a disposé de cette province de la Chine, entre l'Allemagne et le Japon, comme si elle ne lui appartenait pas :

Art. 156. L'Allemagne renonce en faveur du Japon à tous ses droits, titres et privilèges concernant notamment le territoire de Kiao-Tchéou, les chemins de fer, les mines et les câbles sous-marins — qu'elle a acquis, en vertu du traité passé par elle avec la Chine, le 6 mars 1898, et tous autres actes concernant la province du Chan-Toung.

« Tous les droits allemands dans le chemin de fer de Tsing-Tao à Tsi-Nan-Fou, y compris ses embranchements, l'ensemble des dépendances de toutes natures, gares, magasins, matériel fixe et roulant, mines, établissements et matériel d'exploitation des mines sont et demeurent acquis au Japon, avec tous les droits et privilèges qui s'y rattachent.

Les câbles sous-marins de l'Etat allemand, de Tsing-Tao à Changhaï et de Tsing-Tao à Tché-Fou, avec tous les droits, privilèges et

propriétés qui s'y rattachent, restent également acquis au Japon, francs et quittes de toutes charges.

Art. 157. — Les droits mobiliers et immobiliers que l'Etat allemand possède dans le territoire de Kiao-Tchéou, ainsi que tous les droits qu'il pourrait faire valoir par suite de travaux ou aménagements exécutés ou de dépenses engagées par lui, directement ou indirectement, et concernant ce territoire, sont et demeurent acquis au Japon, francs et quittes de toutes charges.

Art. 158. — L'Allemagne remettra au Japon, dans les trois mois qui suivront la mise en vigueur du présent traité, les archives, registres, plans, titres et documents de toute nature concernant les administrations civile, militaire, financière, judiciaire ou autres, du territoire de Kiao-Tchéou, à quelque endroit qu'ils se trouvent.

Dans le même délai, l'Allemagne notifiera au Japon tous les traités, arrangements ou contrats concernant les droits, titres ou privilèges visés aux deux articles ci-dessus.

Le traitement injuste infligé à la Chine par la Conférence de la Paix provoqua un grand mécontentement dans l'opinion publique chinoise, amèrement déçue.

La délégation chinoise ne se présenta pas à Versailles, le 28 juin 1919, jour de la signature du traité de Paix, et adressa à la Conférence un mémorandum exposant les raisons de son refus de signer le traité de Versailles et soumit son attitude à l'appréciation de l'opinion mondiale.

« Sentant l'injustice du règlement de la question du Chan-Toung, établi par la Conférence, la délégation chinoise envoya une protestation formelle au Conseil des premiers ministres, à la date du 4 mai, et fit une réserve à la session plénière du 6 mai dernier sur les clauses des conditions de paix relatives à cette question, qui, prenant ce règlement comme base, ont pour but de transférer les droits allemands dans la province chinoise du Chan-Toung au Japon, au lieu de les restituer à la Chine, souveraine légitime du territoire et loyale cobelligérante aux côtés des puissances alliées et associées dans la guerre.

« Le règlement annoncé en Chine souleva la protestation de la nation entière, protestation à laquelle s'est jointe celle des Chinois résidant

dans toutes les parties du monde. Vu l'opposition unanime de l'opinion publique, le gouvernement chinois n'avait rien d'autre à faire que de décliner l'acceptation des clauses en question. A cet effet, il instruisit les délégués chinois à Paris, qui, en conséquence, notifièrent au président de la conférence, le 26 mai dernier, par une communication formelle, qu'ils signeraient le traité de paix avec l'Allemagne sous la réserve faite le 6 mai dernier. Le 28 mai suivant, le secrétaire général de la conférence accusa réception de la notification, et déclara qu'elle avait été transmise aux délégations des principales puissances alliées et associées représentées au Conseil suprême. Depuis ce jour, la délégation chinoise ne reçut mot de la conférence au sujet de la réserve. Ce ne fut pas avant le 24 juin courant que la délégation chinoise fut informée, par le secrétaire général, de la part du président de la conférence, que des réserves dans le traité de paix n'étaient pas permises, par suite du manque de précédent, bien qu'il y eut un précédent notable dans le traité de Vienne du 9 juin 1815, qui fut signé par le plénipotentiaire suédois, avec une réserve sur trois articles du traité, apposée sous sa signature.

« Ce que les délégués chinois proposèrent d'abord de faire, c'était simplement d'écrire dans le traité, au-dessus de leurs signatures, les mots : « Sous la réserve faite à la session plénière du 6 mai 1919, et relative à la question du Chan-Toung (art. 156, 157 et 158). »

« Quand cette insertion fut refusée, la délégation chinoise proposa de faire de la réserve, une annexe au traité. Ceci lui ayant été refusé, elle proposa d'envoyer le matin, au président de la conférence, avant de se rendre à Versailles, une déclaration écrite séparée, portant que les plénipotentiaires chinois signeront le traité avec la réserve faite le 6 mai, destinée à permettre à la Chine de demander, après la signature du traité, un nouvel examen de la question du Chan-Toung.

« Ceci encore fut rejeté, et le refus fut expliqué par le fait que le Conseil suprême avait décidé de n'admettre aucune réserve d'aucun genre, ni dans le texte du traité, ni en dehors du texte, avant qu'il fût signé, mais que la délégation pourrait lui envoyer une déclaration après sa signature. Comme la validité d'une déclaration faite après la signature du traité aurait été douteuse, la délégation insista sur le droit

d'en faire une par avance, mais par déférence pour la décision du Conseil de n'admettre aucune réserve, elle proposa une autre modification de la rédaction, en ce sens que la signature du traité par les plénipotentiaires chinois ne pût être interprétée comme empêchant la Chine de demander, à un moment approprié, un nouvel examen de la question du Chan-Toung. Cette proposition, à la surprise de la délégation, fut encore refusée.

« Après avoir échoué dans toutes ces tentatives sérieuses de conciliation, et ayant vu rejeter tout compromis honorable, la délégation chinoise n'avait d'autre voie ouverte à elle que de faire son devoir vis-à-vis de son pays. Plutôt que d'accepter, par sa signature, les art. 156, 157 et 158 du traité, contre lesquels se heurtait son sentiment de droit et de justice, elle s'abstint de signer le traité tout entier.

« Les plénipotentiaires chinois regrettent d'avoir eu à suivre la voie qui semble porter atteinte à la solidarité des puissances alliées et associées, mais ils ont, cependant, la ferme conviction que la responsabilité de cet acte ne retombe pas sur eux-mêmes, qui n'avaient pas d'autre voie honorable à suivre, mais plutôt sur ceux qui les ont privé injustement et sans nécessité du droit de faire une réserve pour se sauvegarder contre toute interprétation qui pourrait empêcher la Chine de demander, à un moment approprié futur, un nouvel examen de la question du Chan-Toung, dans l'espoir que l'injustice faite à la Chine puisse être réparée plus tard, dans l'intérêt de la paix permanente en Extrême-Orient.

« La Conférence de la Paix ayant refusé de rendre justice à la Chine dans le règlement de la question du Chan-Toung et l'ayant, par ce fait, empêchée aujourd'hui de signer le traité sans sacrifier le sentiment de droit, de justice et de devoir patriotique, les délégués chinois soumettant leur cas au jugement impartial du monde. »

La Chine avait fidèlement collaboré avec les puissances alliées et associées aux heures difficiles et critiques de la grande guerre, et c'est avec la plus grande confiance qu'elle avait envoyé une délégation à la Conférence de la Paix, tant elle était persuadée que toutes les injustices qu'elle avait subies avant et pendant la grande guerre, seraient redressées par les puissances assemblées à la Conférence de la Paix. Malheu-

reusement la déception ne se fit pas attendre : non seulement ses demandes de révision des traités généraux ne furent pas acceptées par la Conférence ; mais encore la province du Chan-Toung, un territoire purement chinois, fut sacrifiée au profit de l'Empire nippon pour assurer le succès de la Conférence. « L'attitude de l'Entente au sujet du Chan-Toung, dit M. Henri Cordier, est inexcusable, tant au point de vue du droit qu'au point de vue de l'intérêt ; elle a cédé à la crainte que le Japon ne suivît l'exemple de l'Italie et ne quittât brusquement la Conférence de la Paix, si on ne lui accordait pas ce qu'il demandait. » La délégation chinoise, par respect pour l'opinion publique de son pays, avait refusé de signer le traité de Versailles. « Depuis la guerre de l'opium, en 1840, dit M. Wong-Ching-Wai, ancien président du Comité exécutif central du Kuomintang, c'est la première fois que la délégation chinoise oppose une résistance énergique à l'impérialisme, c'est une chose admirable ». Du moment où la Chine s'était abstenue de signer le traité, toutes les questions soumises à la Conférence par la délégation chinoise restèrent naturellement en suspens.

CHAPITRE III

LA CHINE ET LA CONFERENCE DE WASHINGTON

Deux ans et demi après la Conférence de la Paix, les Etats-Unis prirent l'initiative de convoquer une conférence internationale à Washington. Le 10 juillet 1921, le Président Harding adressa officiellement aux divers gouvernements des pays alliés et associés (Grande-Bretagne, France, Japon, Italie et Chine) l'invitation suivante :

« Le président est profondément satisfait de la cordialité avec laquelle les puissances intéressées ont répondu à la suggestion qu'il a émise au sujet d'une conférence où l'on discutera la limitation des armements en même temps que les problèmes du Pacifique et de l'Extrême-Orient. Le monde du travail chancelle sous un fardeau si lourd, qu'il est de toute nécessité de réduire les grandes charges financières des Etats, et il est vain de rechercher la stabilité et de songer à garantir la justice sociale, la sécurité et la paix tant que les dépenses improductives brisent l'espoir de sa juste récompense et détruisent toute espérance raisonnable de progrès.

« Les énormes dépenses nécessitées par les rivalités d'armement constituent manifestement une grande part des charges qui pèsent sur les entreprises et la prospérité nationale, et des dépenses extravagantes, qu'il serait facile de réduire, ne sont pas impossibles à justifier au point de vue économique, mais elles constituent une menace constante à la paix du monde et non une garantie de sa conservation. Et cependant, il semblerait qu'il n'y a pas de raison de s'attendre à un arrêt de

l'accroissement de ces dépenses, à moins que les puissances les plus grandement intéressées ne trouvent une base satisfaisante pour un accord qui assure cette limitation.

« Nous croyons que le moment est venu pour ces puissances d'aborder ce sujet directement et en conférence. S'il est naturel que, dans une discussion sur la limitation des armements, la question des armements navals occupe la première place, nous avons pensé, d'autre part, qu'il ne convenait pas d'exclure les problèmes relatifs aux armements d'une autre nature, de telle façon que toutes les mesures susceptibles d'alléger les charges financières puissent être examinées ainsi qu'il convient.

« Peut-être trouvera-t-on aussi qu'il serait utile de formuler des propositions, grâce auxquelles on organiserait un contrôle efficace des nouvelles méthodes de guerre, cependant, il est tout à fait clair qu'il ne saurait y avoir dans le monde aucune garantie définitive de tranquillité s'il ne s'y manifestait point un réel désir de paix, et il est bien certain que le projet de réduire les armements n'aurait aucune chance de succès si cette volonté pacifique ne trouvait son expression dans un constant effort efficace en vue d'écarter tous les cas de mésentente et de rechercher un terrain d'accord aussi bien en ce qui concerne les principes que leur application.

« Le Gouvernement des Etats-Unis souhaite ardemment que, par un échange de vues et grâce aux facilités que permettra la conférence, il devienne possible de résoudre les problèmes du Pacifique et de l'Extrême-Orient, dont l'importance est indiscutée.

« Le Gouvernement américain espère qu'un accord sur ces questions affectant des intérêts internationaux, contribuera à créer une amitié durable entre les nations qui prendront part à la conférence. »

Parmi ces gouvernements, certains adoptèrent une attitude différente des autres invités, mais tous acceptèrent la proposition. Seul, le Japon, envoya, le 26 juillet, son adhésion avec la réserve suivante : « En vue d'assurer le succès de la conférence, le gouvernement japonais estime désirable que le programme en soit établi en accord avec l'objet principal des discussions qui n'intéressent que certaines puissances en particulier, ou que des points qui peuvent être regardés comme des faits accomplis, soient scrupuleusement évités. » L'invitation officielle

à la Conférence de Washington fut lancée, le 11 août, par le Président Harding. Neuf puissances y participèrent (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon, Italie, Chine, Belgique, Hollande et Portugal, ces trois dernières puissances conviées ultérieurement).

Le programme officiel de la Conférence était le suivant :

1° Limitation des armements navals :

a) Principes servant de base à cette limitation.

b) Etendue de cette limitation.

c) Exécution des décisions prises.

2° Mesures à prendre pour contrôler les nouveaux procédés de guerre.

3° Limitation des armements terrestres.

Questions concernant le Pacifique et l'Extrême-Orient

1° Questions concernant la Chine :

a) Principes à adopter.

b) Leur application.

Les différents sujets à traiter seraient :

Intégrité administrative.

La porte ouverte (open door), égalité de droit pour le commerce et l'industrie (equality of commercial and industrial opportunities).

Concessions, monopoles ou privilèges économiques préférentiels.

Développement des lignes de chemin de fer, y compris les projets concernant le chemin de fer de l'Est Chinois.

Etat actuel des engagements pris par la Chine (statuts of existing committments).

2° La Sibérie (mêmes subdivisions).

3° Mandats sur les îles du Pacifique.

Le désarmement ne peut avoir lieu tant que les difficultés, en prévision desquelles on arme précisément, ne seront pas réglées. Le gouvernement américain tenta de régler amicalement les différends qui subsistaient en Extrême-Orient, afin d'éviter un conflit possible par un ajustement pacifique des antagonismes politiques et des intérêts internationaux. Le programme de la Conférence s'inspirait de cet esprit.

La délégation chinoise comprenait MM. Sao-Ké, Alfred Szé, ministre aux Etats-Unis ; Vi-Kyuin-Wellington-Koo, ministre en Angleterre ; Chung-Hui-Wang, président de la Cour suprême, et Chao-Chu-Wu.

Le domaine de la discussion à la conférence fut assez vaste, et nous nous bornerons à traiter seulement ici les questions concernant la Chine.

La Chine, sans s'inquiéter si les puissances représentées à la conférence avaient un réel et sincère désir de paix, voulut saisir cette occasion pour proposer des solutions justes et radicales afin d'éviter une nouvelle catastrophe mondiale.

Au cours de la première séance de la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, le 16 novembre 1921, M. A. Szé exposa, au nom de la délégation chinoise, qu'il y avait à peine dix ans que la révolution avait substitué au gouvernement conservateur d'une vieille autocratie, un régime républicain démocratique et que les difficultés actuelles du nouveau gouvernement n'étaient que trop naturelles. Toutefois, elles n'ont pas empêché la Chine de faire des progrès remarquables aussi bien dans le domaine économique et administratif que dans le domaine politique. Son libre développement a été seulement retardé par un certain nombre de mesures d'ordre international, legs du passé, dues à des circonstances qui n'existent plus aujourd'hui, ou provenant d'abus récents qui ne se justifient pas ni en équité ni en droit. En conséquence, il présenta la déclaration suivante :

« En considération du fait que la Chine doit nécessairement jouer un rôle important dans les délibérations de cette Conférence relative à la situation politique en Extrême-Orient, la délégation chinoise a jugé bon de saisir la première occasion de formuler certains principes généraux, qui, à son avis, doivent guider la Conférence dans les déterminations qu'elle aura à prendre. Quant aux applications spécifiques que la Conférence pourrait éventuellement faire de ces principes, nous en proposerons quelques-unes plus tard, mais, pour le moment, nous pensons qu'il suffit d'énoncer simplement des principes dont je vais donner lecture. En formulant ces principes, nous avons toujours eu pour but d'établir des règles suivant lesquelles les problèmes politiques et économiques, présents et futurs, de l'Extrême-Orient et du Pacifique

pourraient être résolus le plus justement, en tenant compte dans toute la mesure convenable des droits et des intérêts légitimes de toutes les puissances intéressées. Nous avons ainsi cherché à mettre en harmonie les intérêts particuliers de la Chine avec les intérêts généraux du monde entier. La Chine est désireuse de jouer son rôle, non seulement pour le maintien de la paix, mais en vue de promouvoir le progrès matériel et le développement culturel de toutes les nations. Elle désire mettre ses vastes ressources naturelles à la disposition des peuples qui en ont besoin et recevoir en échange le bénéfice de libres relations, sur un pied d'égalité. En vue d'arriver à ce résultat, il est nécessaire qu'elle puisse avoir toutes les occasions de développer ses institutions politiques en conformité avec le génie et les besoins de son propre peuple. La Chine est actuellement aux prises avec certains problèmes difficiles, qui se posent nécessairement quand un pays apporte un changement radical à la forme de son gouvernement. Elle sera en mesure de résoudre ces problèmes, si on lui donne la possibilité de le faire. Ceci ne signifie pas seulement qu'elle doit être mise à l'abri du danger et de la menace d'une agression étrangère ; il faut aussi, autant que les circonstances le permettent, qu'elle soit affranchie des restrictions qui la privent actuellement de son autonomie administrative et qui l'empêchent de s'assurer des revenus publics convenables.

« Conformément à l'ordre du jour de la Conférence, le gouvernement chinois propose à l'examen et à l'adoption de la Conférence les principes généraux suivants, qui pourraient s'appliquer dans le règlement des questions relatives à la Chine.

1° a) Les puissances s'engagent à respecter et observer l'intégrité territoriale ainsi que l'indépendance politique et administrative de la République chinoise.

b) La Chine, de son côté, est prête à prendre l'engagement de n'aliéner ou céder à bail aucune portion de son territoire, ni de son littoral, à aucune puissance.

2° La Chine, étant en plein accord avec le principe dit de la porte ouverte ou de l'égalité des chances pour le commerce et l'industrie de toutes les nations ayant des relations par traités avec la Chine, est

prête à accepter et à appliquer ce principe dans toutes les parties de la République chinoise sans exception.

3° En vue de renforcer la confiance mutuelle et de maintenir la paix dans le Pacifique et l'Extrême-Orient, les puissances conviennent de ne conclure entre elles aucun traité ni accord affectant directement la Chine ou la paix générale de ces régions, sans en faire au préalable notification à la Chine et lui fournir les moyens d'y participer.

4° Tous droits, privilèges, immunités ou engagements spéciaux, quels que soient leur caractère ou leur base contractuelle, revendiqués par l'une des puissances en Chine, ou ayant trait à la Chine, devront être soumis à un examen en vue de déterminer leur portée et leur validité et, s'ils sont valides, de les mettre en harmonie tant entre eux qu'avec les principes proclamés par la présente Conférence.

5° Immédiatement, ou aussi rapidement que les circonstances le permettront, les restrictions apportées actuellement à la liberté de la Chine, en matière politique, juridictionnelle et administrative, devront être supprimées.

6° En ce qui concerne les engagements actuellement contractés par la Chine, sans limitation de temps, une durée déterminée, raisonnable et précise sera fixée.

7° Pour l'interprétation des textes accordant des droits spéciaux ou des privilèges, on appliquera le principe généralement connu d'après lequel les dits droits doivent être strictement interprétés dans le sens le plus favorable à celui qui les a concédés.

8° Les droits de la Chine, en tant que puissance neutre, devront être pleinement respectés au cours des guerres futures, auxquelles elle ne serait pas partie.

9° Des dispositions seront arrêtées pour le règlement pacifique des contestations internationales dans le Pacifique et l'Extrême-Orient.

10° Des dispositions seront arrêtées en vue de la réunion de conférences ultérieures à tenir de temps à autre, pour discuter les questions internationales ayant trait au Pacifique et à l'Extrême-Orient, afin de servir de base à la définition à leur égard, d'une politique commune des puissances signataires. »

Cette déclaration était trop vague. Non seulement la presse chinoise

la critique très sévèrement, mais encore les personnes étrangères aux habitudes de la diplomatie chinoise s'étonnèrent de l'imprécision de ses revendications ? Nous ne partageons pas tout à fait cet avis, parce qu'il y eut des difficultés et des raisons spéciales qui s'imposèrent aux délégués de la République chinoise. Les grandes puissances et en particulier le Japon, dont la mauvaise volonté s'était clairement manifestée dans sa réserve concernant l'adhésion à la conférence, n'avaient pas l'intention de renoncer aux privilèges spéciaux qu'elles avaient acquis en Chine. Si la délégation chinoise leur avait énergiquement demandé d'y renoncer, elle aurait été assurée d'un refus à peu près certain. Une fois ces principes admis officiellement par la conférence, la délégation chinoise aurait pu proposer des questions spéciales et préciser ses revendications au fur et à mesure que les circonstances l'auraient permis.

Les délégués de toutes les puissances exprimèrent leur sympathie pour les revendications chinoises, et M. Elihu Root, délégué des Etats-Unis, proposa et fit adopter le 2 novembre par la commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient quatre principes généraux, qui furent consacrés plus tard dans la réunion plénière du 10 décembre.

Les puissances s'engageaient :

1° A respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale et administrative de la Chine.

2° A donner à la Chine la possibilité de se développer et de s'assurer un gouvernement stable et efficace.

3° A établir et à maintenir le principe de l'égalité pour le commerce et l'industrie de toutes les nations.

4° A s'abstenir de rechercher des privilèges spéciaux en profitant de l'anarchie actuelle en Chine.

Au cours des travaux de la conférence, la délégation chinoise soumit, successivement, à la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, des questions telles que « l'abolition de l'exterritorialité », la renonciation aux sphères d'influence, l'abandon des territoires cédés à bail, le retrait des troupes et de la police étrangères en Chine, l'autonomie douanière de la Chine, la suppression des Bureaux de poste étrangers et celle des communications radiotélégraphiques étrangères, le chemin de fer

de l'Est chinois et l'unification des chemins de fer en Chine, le retour du Chan-Toung à la Chine et l'annulation des 21 demandes japonaises.

La discussion diplomatique entre les délégués des puissances pour chaque question fut assez longue, je la passe et donne seulement la résolution de chaque demande chinoise.

Au sujet de l'autonomie douanière, un projet d'accord fut présenté par Sir Borden et adopté par la Commission du Pacifique et d'Extrême-Orient comme base de la solution. Ce projet prévoyait : une conférence spéciale pour préparer l'abolition des « likins » et l'accomplissement des autres conditions stipulées à l'article 8 du traité commercial sino-anglais du 5 septembre 1902, une revision du tarif actuel, par l'intermédiaire d'une commission spéciale à réunir à Changhaï de manière à ramener ce tarif au taux effectif de 5 pour cent, la possibilité par la Conférence spéciale d'établir une surtaxe de 2,5 pour cent en outre d'une augmentation plus élevée pour certains articles de luxe, des revisions périodiques des droits de douane, l'égalité de traitement pour toutes les nations, la suppression des réductions applicables aux marchandises entrant et sortant par les frontières terrestres.

A propos de la juridiction consulaire, la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient adopta la résolution qu'une commission de juristes serait créée afin d'enquêter, sur les pratiques actuelles de la juridiction extraterritoriale, sur la législation, l'organisation et l'administration judiciaire en Chine, en vue de soumettre aux gouvernements des diverses puissances leurs constatations en ces matières et de leur recommander les moyens qu'ils pourraient juger convenables pour améliorer les conditions actuelles de l'administration de la justice en Chine, pour aider et encourager les efforts tentés par le gouvernement chinois en vue d'introduire des mesures législatives et des réformes judiciaires qui justifieraient l'abandon par les diverses puissances, soit d'une façon progressive, soit sous tout autre forme, de leurs droits d'extraterritorialité en Chine et celles qui n'étaient pas représentées à la Conférence, telles que l'Espagne, la Norvège et la Suède, pourraient avoir accès à cette commission, qui devait se réunir dans les trois mois suivant la clôture de la Conférence de Washington.

La même commission passa la résolution de supprimer les bureaux

de poste étrangers en Chine à partir du 1^{er} janvier 1923, exception faite pour les bureaux des territoires à bail ou pour ceux qui auraient fait l'objet de dispositions expresses de traités, les stations radiotélégraphiques en Chine seraient maintenues, mais le champ de leur activité serait limité. Elles ne devraient être utilisées que pour la réception et l'expédition des messages d'Etat, mais elles ne devraient ni recevoir ni expédier des messages commerciaux, personnels ou non officiels, y compris des messages de presse.

Quant à la question des troupes étrangères en Chine, la Commission accepta un projet transactionnel qui ne comportait pas le principe du retrait des troupes, envisageant seulement le retrait conditionnel des troupes non autorisées par traité, et suivant ce projet la commission chargée de l'enquête était constituée par les représentants diplomatiques des puissances à Pékin, mais les puissances précitées avaient la liberté d'accepter ou de rejeter tout ou partie des constatations de fait ou des opinions exprimées dans le rapport de cette commission.

Aucune résolution ne fut prise relativement à la demande chinoise de la restitution des territoires à bail. M. Viviani offrit de rétrocéder Kouang-Tchéou-Wan à la Chine, sous réserve que les autres puissances intéressées feraient de même. M. Balfour, le délégué anglais, se déclara prêt également à rétrocéder Wei-Haï-Wei dans les mêmes conditions que celles proposées par la France.

Quant à la question des chemins de fer, la Commission du Pacifique et d'Extrême-Orient déclara qu'elle ne prenait aucune décision, en concluant que cette question devrait être traitée par la voie diplomatique appropriée.

Maintenant, nous verrons comment la Conférence de Washington résolut la question du Chan-Toung.

La Chine avait refusé de signer le traité de Versailles, parce que la Conférence de la Paix avait rejeté sa demande légitime et avait admis que l'Allemagne renoncerait à tous ses droits, titres et privilèges au Chan-Toung en faveur du Japon, par les art. 156, 157 et 158 du traité de Paix. Depuis, le Japon demanda à plusieurs reprises à la Chine de régler directement cette question, mais le gouvernement chinois s'y refusa toujours.

Cette vieille question, dont la solution eût satisfait tous les intérêts et qui apparaissait de plus en plus difficile à résoudre, aurait dû être discutée par la Conférence de Washington. Mais à la suggestion de MM. Hughes et Balfour, elle fut retirée du programme pour faire l'objet de pourparlers directs entre les délégués chinois et japonais.

Le 1^{er} décembre 1921, commencèrent des conversations directes entre les plénipotentiaires de la Chine et du Japon, en présence d'un observateur officieux anglais et d'un observateur américain. Les conversations directes furent très longues et laborieuses, elles furent rompues plusieurs fois, et reprises grâce aux bons offices des délégués anglais et américain. Le 25 janvier, le Président Harding lui-même dut intervenir et, le 26, l'accord était conclu. Un traité fut signé le 4 février 1922 entre la Chine et le Japon, comprenant les clauses essentielles suivantes.

1° Dans les six mois de la signature du traité, le Japon restituera à la Chine le territoire de Kiao-Tchéou avec le domaine public qu'il comporte, sans indemnité, sauf pour les améliorations apportées pendant l'occupation japonaise. Les troupes japonaises seront retirées en même temps. La douane de Tsing-Tao sera incorporée au système général des douanes chinoises.

2° Le chemin de fer du Chan-Toung sera transféré à la Chine, au plus tard, dans les neuf mois à compter de la signature du traité. Sa valeur sera fixée par une commission sur la base approximative de 55 millions de dollars-or et le montant en sera payé au Japon par bons du Trésor chinois garantis par les biens et les revenus du chemin de fer. La ligne sera placée sous le contrôle d'un directeur et d'un contrôleur financier japonais jusqu'au paiement complet.

3° Les mines de charbon et de fer appartenant antérieurement à la compagnie allemande du chemin de fer du Chan-Toung seront exploitées par une compagnie chinoise dans laquelle les capitaux seront partagés entre la Chine et le Japon.

4° Le Japon renonce à l'établissement d'une concession japonaise dans le territoire à bail et la Chine ouvre l'ensemble du territoire au commerce international.

5° La Chine pourra racheter, pour les incorporer à la gabelle du sel, les marais salants exploités par les Japonais dans le territoire à

bail, sous réserve qu'une quantité raisonnable de sel sera accordée à l'exploitation japonaise.

6° Le Japon renonce à toute réclamation sur les câbles Tsing-Tao-Tchéfou et Tsing-Tao-Changhai, et transfère à la Chine les stations de T. S. F. de Tsing-Tao et de Tsi-Nan-Fou. Il renonce à tous droits préférentiels touchant la protection étrangère des personnes, des capitaux et des matériaux, stipulés entre la Chine et l'Allemagne dans la convention de 1893.

A la séance du 14 décembre, M. Chung-Hui-Wang déposa, à la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient, des stipulations restrictives dont la Chine désirait être libérée. Les traités sino-japonais et les notes échangées du 25 mai 1915 étaient inscrits en tête de cette liste, M. Wang exposa les raisons suivantes :

1° Le traité de 1915 et les notes qui ont été échangées à son sujet sont contraires à l'esprit de la Conférence de Washington et incompatibles avec les quatre principes Root consacrés par la Conférence du 10 décembre 1921.

2° Le traité et les notes échangées attentent à l'intégrité nationale du territoire de la Chine et à la garantie d'indépendance qu'ont signée en faveur de la Chine la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France, la Russie et le Japon lui-même.

3° Le traité et l'échange de notes, auquel il a donné lieu, ont été imposés à la Chine par le Japon sous menace d'un ultimatum de ce dernier en date du 7 mai 1915.

Le délégué japonais, M. Hanihara, déclara que « s'il s'agissait de faire de la validité du traité ou des accords de 1915, ou bien de la modification ou de l'abrogation de ceux-ci, un sujet de discussion à cette conférence, la délégation japonaise ne pourrait accepter une telle procédure. Cette question doit être traitée directement, si elle doit jamais l'être entre le Japon et la Chine, et non à cette Conférence. »

En présence de ces difficultés, M. Hughes ajourna la discussion *sine die*, sous prétexte de faciliter l'avancement de la solution de la question du Chan-Toung et celle de la limitation des armements.

Dans la séance du 3 février 1922, le Baron Shidehara, délégué

japonais, déclara à la Commission du Pacifique et de l'Extrême-Orient qu'il renonçait aux trois points suivants :

1° Le Japon est prêt à livrer à l'activité du Consortium financier international, récemment organisé, le droit d'option accordé exclusivement au capital japonais, en ce qui concerne : premièrement, les emprunts pour la construction de chemin de fer dans la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure orientale et, deuxièmement, les emprunts à garantir sur les impôts de cette région, étant bien entendu que rien dans la présente déclaration ne pourra être interprété comme entraînant aucune modification ou annulation de l'accord consigné dans les notes et memorandum officiellement annoncés, qui ont été échangés entre les gouvernements des pays représentés dans le consortium et aussi entre les groupes financiers nationaux composant le consortium relativement au but et à l'activité commune de cette organisation.

2° Le Japon n'a aucune intention d'insister sur son droit préférentiel en vertu des arrangements sino-japonais en question, concernant par la Chine de conseillers ou d'instructeurs japonais en matière politique, financière, militaire ou de police en Mandchourie méridionale.

3° Le Japon est, en outre, disposé à retirer la réserve qu'il a formulée en procédant à la signature des traités et notes de 1915 entre la Chine et le Japon, à l'effet que le groupe V des propositions originales du gouvernement japonais soit ajourné en vue de négociations ultérieures.

La délégation chinoise ne fut pas satisfaite des concessions partielles et secondaires du Japon et elle déclara que la Chine ne renonçait pas à l'idée de l'abolition du traité de 1915.

En dehors des solutions sur les questions spéciales entre la Chine et les puissances, un traité sur les principes généraux à appliquer en Chine, fut signé à Washington, le 6 février 1922, entre les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire Britannique, la Chine, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal.

La Chine crut qu'elle pourrait obtenir satisfaction de la Conférence de Washington, relativement à ses demandes rejetées précédemment par la Conférence de la Paix, mais elle fut déçue une fois de plus. On

dit souvent à tort que la Chine avait retiré bien des avantages de cette Conférence, mais, en réalité, les revendications chinoises ne furent acceptées que partiellement. Le traité des neuf puissances est trop abstrait et il ne présente pour la Chine aucun intérêt pratique. La politique de l'égalité et de la porte ouverte en Chine avait été déjà proposée depuis longtemps par les Etats-Unis et reconnue par les puissances au début du xx^e siècle, mais le gouvernement chinois n'avait jamais donné son adhésion à cette politique concernant son pays. La Chine est donc obligée de maintenir la politique de l'égalité et de la porte ouverte depuis la Conférence de Washington, parce qu'elle est une des neuf puissances signataires de l'accord intervenu.

Les privilèges des étrangers ne furent pas affectés et, pratiquement, les avantages accordés à la Chine par la dite Conférence consistent seulement dans la restitution du Chan-Toung, l'augmentation des revenus douaniers et la suppression partielle des bureaux de poste étrangers.

L'échec de la Chine à la conférence est très naturel, parce que la cause principale de l'offre Américaine et de l'acceptation des puissances navales, était de résoudre avant tout leurs embarras financiers, les difficultés extérieures subsistant entre elles, et aussi d'empêcher le renouvellement de l'alliance anglo-japonaise.

Evidemment, avant d'aborder ces problèmes difficiles à résoudre, les grandes puissances avaient réglé, au préalable, la question de leurs intérêts respectifs, laquelle était susceptible d'engendrer d'un moment à l'autre un nouveau conflit dans le Pacifique. « La restitution à la Chine d'une partie de ses droits souverains, arrachés par la violence, dit le Docteur Sao-Fong-Wou, n'était, aux yeux des puissances, qu'une chose accessoire, bien qu'elle fût réellement indispensable pour permettre à la Conférence de Washington d'arriver à un bon résultat. »

La politique poursuivie par les Etats-Unis en Chine est beaucoup moins impérialiste que celle des autres puissances. Ils n'ont jamais réclamé une portion du territoire chinois, et ils ont remis à la Chine une partie de l'indemnité des Boxers de 1901, indûment reçue, pour instruire de jeunes étudiants chinois.

La décision injuste prise par la Conférence de la Paix au sujet de la question du Chan-Toung, est une des raisons pour lesquelles

le Sénat américain a refusé de ratifier le traité de Versailles. La politique américaine en Chine n'est pas territoriale, mais purement économique. Quand il s'agit de leurs intérêts particuliers, les Américains n'hésitent pas à sacrifier les principes proposés par eux-mêmes, comme le dit M. André Duboscq : « Les Américains ont, pour ainsi dire, donné carte blanche au Japon en Mandchourie, pour obtenir son acceptation de la proportion navale 5, 5, 3 et éloigner un conflit évidemment menaçant, comme à la Conférence de la Paix ils lui donnèrent carte blanche au Chan-Toung pour obtenir son désistement dans l'épineuse question de l'égalité des races. »

L'histoire diplomatique nous démontre très clairement que, ni la Conférence de la Paix, ni la Conférence de la Haye, ni la Conférence de Washington, n'ont fait aucun cas des desiderata des Etats faibles. Pour réaliser ses aspirations et obtenir justice, la Chine ne doit désormais compter que sur elle-même.

CHAPITRE IV

LES NOUVEAUX TRAITES DE LA CHINE AVEC LES PUISSANCES

Depuis que la grande guerre de 1914 a rompu le front unique des puissances en Extrême-Orient, leur attitude politique respective vis-à-vis de la Chine est devenue essentiellement différente. L'Allemagne, que le traité de Versailles a privé de tous ses privilèges en Chine, cherche toutes les occasions d'un rapprochement avec les Chinois dans le but de développer son influence économique dans leur pays. Le 20 mai 1921, la Chine et l'Allemagne ont signé un accord qui contient sept articles : l'art. 3 de l'accord en question stipule : « que l'Allemagne renonce à son droit d'exterritorialité en Chine », et l'art. 4 déclare : « que le gouvernement allemand reconnaît l'autonomie douanière chinoise. » Il est stipulé en outre que les relations entre les deux pays doivent être basées sur les principes du respect de la souveraineté territoriale, d'une parfaite égalité et d'une réciprocité absolue conforme aux règles générales du droit des gens.

Après la révolution de 1917, la Russie renonça à sa politique agressive pour sympathiser, au moins en apparence, avec les aspirations du peuple chinois. Le 31 mai 1924, un traité de 15 articles fut conclu entre les deux pays. D'après l'art. 3, tous traités, accords, conventions, protocoles, contrats, etc... entre le gouvernement chinois et le gouvernement tsariste sont annulés, et remplacés par de nouveaux accords conclus sur la base de l'égalité, de la réciprocité et de la justice. Par l'art. 4, le gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Sovi-

tiques déclare « que tous les traités, accords, etc... conclus entre l'ancien gouvernement tsariste et une ou plusieurs tierces parties, et affectant les droits souverains ou les intérêts de la Chine, sont nuls et non avenue. »

La renonciation du gouvernement russe à son droit d'exterritorialité en Chine est spécialement stipulé à l'art. 12 et l'autonomie douanière chinoise reconnue par l'art. 13. La conclusion de l'accord sino-russe inaugure une ère nouvelle dans les relations diplomatiques entre la Chine et les puissances. La différence est frappante, si l'on compare ce nouvel accord avec tous les autres traités sino-étrangers conclus depuis la guerre de l'opium. Jusqu'à présent, la Russie est la seule puissance contractante qui ait renoncé de plein gré à tous ses droits spéciaux en Chine, et conclu un accord basé, complètement, sur le principe de l'égalité et de réciprocité.

Les puissances admettent ainsi la nécessité de conclure de nouveaux traités avec la Chine parce que les anciens ne sont plus conformes à la situation actuelle. L'existence parallèle de deux gouvernements en Chine, fournit aux puissances un excellent argument pour refuser de négocier de nouveaux traités, malgré plusieurs tentatives faites du côté chinois. L'entrée des troupes du Kuomintang à Pékin, le 12 juin 1928, a mis fin à l'existence du gouvernement nordiste. A l'occasion de l'unification de la Chine, le nouveau gouvernement national de Nankin a fait, le 15 juin dernier, une déclaration très importante relative à la politique extérieure. Nous croyons utile de reproduire ci-dessous le texte intégral de cette déclaration.

Déclaration du gouvernement de Nankin aux puissances (15 juin).

« Maintenant que l'unification de la Chine est en train de s'accomplir, le gouvernement nationaliste de la République Chinoise a l'honneur de faire aux nations amies la déclaration suivante :

« La Révolution telle que la dirige le gouvernement nationaliste, a pour objet primordial, la construction d'un nouvel état, vu que la période militaire de la Révolution touche à sa fin, le gouvernement

« nationaliste entreprend, dès à présent, l'œuvre de régénération et de reconstruction de façon à pouvoir créer bientôt ce nouvel Etat ».

« Par un nouvel Etat, nous voulons dire — mettre en pratique les trois principes posés par notre chef défunt, le D^r Sun-Yet-Sen, — afin de gagner pour notre peuple la possibilité de la liberté et de l'indépendance, et, pour la Chine, la paix internationale sur une base d'égalité.

« Naturellement nous écarterons toute forme de gouvernement militariste rappelant le passé et nous ne tolérerons aucune personne visant à la destruction des institutions sociales modernes, tels que les communistes.

« Pour réaliser ce vœu de créer un nouvel Etat, le gouvernement nationaliste doit placer ses relations internationales sur une base nouvelle.

« Durant 80 ans, la Chine a été sous les chaînes des traités inégaux. Ces restrictions sont en contradiction avec le principe de droit international de respect mutuel et de souveraineté et nul Etat souverain ne les tolère. C'est pourquoi, dans ses diverses déclarations, la Chine a fait appel à l'attention sympathique des nations amies.

« Nous sommes heureux de constater qu'au cours des derniers mois de 1926 les gouvernements des puissances étrangères ont exprimé leur intention de négocier de nouveaux traités équitables. Maintenant que l'unification de la Chine est un fait accompli, nous pensons que le temps est venu de prendre de nouvelles mesures et de commencer à négocier de nouveaux traités, conformément à la procédure diplomatique sur la base d'une complète égalité et du respect mutuel de la souveraineté de chaque contractant.

« Le gouvernement nationaliste croit fermement que lorsque ce but aura été atteint, les relations amicales entre la Chine et les autres puissances ainsi que son commerce international et les facilités de transport, se développeront progressivement, qu'en outre, la vie et les biens des étrangers en Chine seront encore mieux protégés que par le passé. Le gouvernement nationaliste désire faire savoir également aux puissances amies qu'il n'ignorera et n'a jamais ignoré aucune responsabilité internationale résultant d'accords et d'ententes

« légalement conclus sur une base d'égalité. Lorsque les restrictions
« apportées par les traités auront été supprimées, la collaboration
« mutuelle, morale et matérielle entre la Chine et les autres puissances
« favorisera, sans nul doute, le progrès.

« En toute sincérité, le gouvernement nationaliste, au nom de la
« nation chinoise toute entière, fait la déclaration ci-dessus au monde
« entier dans l'espoir que les nations amies accueilleront, avec la plus
« grande sympathie, le programme d'un nouveau gouvernement comme
« une mesure visant à un idéal d'entr'aide mutuelle pour la gloire de
« l'humanité et la paix permanente de l'univers ».

Dans sa déclaration, le gouvernement national a exprimé sa bonne volonté de s'entendre avec toutes les puissances et a pour conclure des nouveaux traités qui restitueraient à la Chine son indépendance complète pour lui permettre d'organiser un nouvel Etat sur des bases modernes. Les Etats-Unis ont été les premiers à témoigner leur sympathie au nouveau gouvernement chinois en signant un traité, qui n'est cependant que provisoire et incomplet et ne comprend que deux articles, envisage seulement le tarif douanier sans toucher aucune autre question. Le premier article stipule :

« Toutes les clauses contenues dans les traités jusqu'ici conclus, et qui sont encore en vigueur entre les Etats-Unis et la Chine relativement aux droits d'importation ou d'exportation des marchandises, drawbacks, des droits de transit et de tonnage en Chine, seront annulées et deviendront inopérantes, et le principe d'autonomie nationale complète de tarif s'appliquera ici, sujet, cependant, à la condition que chacune des Hautes Parties Contractantes jouira dans les territoires de l'autre; en ce qui concerne les clauses stipulées ci-dessus et autres questions s'y rapportant, d'un traitement qui ne devra être nullement distinct de celui accordé à tout autre pays.

Les nationaux de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes ne seront forcés, sous aucun prétexte, à payer sur les territoires de l'autre aucuns droits, charges ou taxes internes sur les marchandises importées ou exportées autres ou plus élevés que ceux payés par les Chinois ou par les nationaux de tout autre pays.

Les clauses ci-dessus deviendront effectives le 1^{er} janvier 1929, à la condition que l'échange des ratifications ait eu lieu à cette date, sinon dans un délai de quatre mois, après un tel échange de ratifications. »

Les Etats-Unis reconnaissent l'autonomie douanière de la Chine, et les deux pays s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. Toute l'importance du traité réside dans le fait que les Etats-Unis reconnaissent pour la première fois le gouvernement de Nankin. Le New-York Herald Tribune du 28 juillet 1928 écrivait, en commentant le nouveau traité sino-américain, « que l'administration du Président Coolidge avait donné l'exemple aux autres gouvernements en admettant qu'une ère nouvelle s'ouvrait en Chine, où la souveraineté et l'indépendance seront susceptibles de devenir autre chose que de vains mots. Le même journal ajoute que les Etats-Unis renonceront également à leurs droits d'extraterritorialité si les dirigeants chinois se montrent disposés à sauvegarder les vies et les biens des étrangers.

Au cours des six derniers mois, le gouvernement chinois a signé avec les puissances toute une série de nouveaux traités. Le nouveau traité sino-allemand signé à Nankin le 19 août 1928, il a complété les arrangements du 20 mai 1921 intervenus entre l'Allemagne et la Chine, en admettant le traitement réciproque de la nation la plus favorisée pour les deux parties contractantes. Un nouveau traité entre la Chine et la Norvège a été conclu le 13 novembre, entre la Chine et la Belgique le 22 novembre, entre la Chine et le Danemark, entre la Chine et l'Angleterre le 20 décembre, entre la Chine et la France le 22 décembre, entre la Chine et l'Espagne le 28 décembre, les nouveaux traités entre la Chine et l'Italie, la Suède, le Portugal ont déjà été rédigés, mais ils ne sont pas encore signés à cause des amendements à apporter à certains points. Maintenant, le Japon est la seule puissance qui n'a pas encore signé un nouveau traité avec la Chine. Au cours des derniers mois, des négociations eurent lieu à plusieurs reprises entre les deux gouvernements, mais sans aucun résultat, à cause de la mauvaise volonté du gouvernement Japonais. La Chine exigeait que le Japon retirât ses troupes du Chan-Toung avant la conclusion du nouveau traité, au contraire, le Japon maintenait ses prétentions de n'évacuer le territoire national chinois qu'après la signature du traité.

Au nom de quel principe du droit international, les troupes japonaises occupent-elles un territoire purement chinois ? En refusant d'évacuer ses troupes avant la conclusion du traité, le Japon peut-il nous faire croire à sa bonne foi ? Ne nourrit-il plus aucune arrière-pensée à l'égard de ce gouvernement national de Nankin, qu'il accable si généreusement de son mépris, jusque dans la grande presse européenne ? Cette tactique semble confirmer une fois de plus notre appréhension que l'Empire nippon n'est pas décidé à abandonner de si tôt la politique agressive habituelle à l'égard de la Chine, ce qui n'est pas fait pour tranquilliser les amis de la Paix dans le Pacifique.

Tous ces traités ont une clause commune, qui reconnaît l'autonomie douanière de la Chine et stipule que les parties contractantes s'accordent un traitement égal et réciproque en ce qui concerne la question douanière seulement. Dans le traité sino-français, la Chine accorde à la France le traitement de la nation la plus favorisée, tandis que la Chine ne bénéficie du tarif minimum français que pour certains de ses produits. Dans le nouveau traité sino-belge, l'art. 2 consacre la renonciation de la Belgique à son droit de juridiction consulaire, mais par un échange de lettres annexées au traité, le gouvernement chinois s'engage à n'appliquer cette clause qu'à partir du 1^{er} janvier 1930 et à négocier immédiatement avec le gouvernement belge des « arrangements » concernant l'application, aux Belges résidant en Chine, de la juridiction chinoise. A défaut de tels arrangements à la date du 1^{er} janvier 1930, les sujets Belges, passé cette date, seront soumis aux juridictions chinoises dès que la majorité des puissances jouissant actuellement du privilège d'extraterritorialité en Chine auront consenti à y renoncer. L'art. 2 du nouveau traité sino-italien contient une clause analogue, à la seule différence que l'Italie ne renoncera à son droit d'extraterritorialité qu'après que les signataires du traité de Washington de 1922 auront consenti eux-mêmes à y renoncer.

Les stipulations ci-dessus laisseraient croire qu'en réalité la Belgique et l'Italie n'ont pas l'intention sincère de renoncer à leur droit d'extraterritorialité en Chine. On ne s'explique vraiment pas la nécessité de négocier des arrangements spéciaux concernant l'application de la juridiction chinoise aux sujets étrangers résidant en Chine.

Dans les nouveaux traités sino-danois et sino-portugais, il est stipulé également que les deux pays renonceront à leur droit d'exterritorialité à partir de janvier 1930.

Si nous analysons les clauses des nouveaux traités sino-étrangers, et étudions la situation sociale de chacune des parties contractantes, nous n'aurons pas de difficulté à découvrir plusieurs points discutables. A propos du régime douanier, tous les traités ont été conclus sur la base du principe d'égalité et de réciprocité. En apparence, la Chine est traitée sur un pied d'égalité, du point de vue des relations douanières, mais en fait, elle est placée dans une situation moins avantageuse que l'autre partie contractante parce que la puissance économique de toutes les autres parties contractantes est plus forte que celle de la Chine, leur permettent de faire prévaloir leurs intérêts. Non seulement il existe des points faibles dans les nouveaux traités entre la Chine et les puissances, mais encore beaucoup de lacunes. A l'exception de quelques légères modifications douanières entre les parties contractantes, les autres questions importantes de la juridiction consulaire, des concessions, des territoires à bail, des troupes étrangères en Chine ont été « réservées. » Ce sont là des restrictions politiques qu'aucun Etat souverain ne saurait tolérer. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le peuple chinois désire s'en libérer depuis longtemps. Dès leur publication, les nouveaux accords ont été très sévèrement critiqués par la presse chinoise et l'opinion chinoise, de son côté, ne s'est pas déclarée satisfaite des résultats obtenus.

CONCLUSION

Dans les quatre parties de notre étude, nous avons exposé l'histoire et le caractère des Traités inégaux de la Chine, les réformes du gouvernement chinois et l'esquisse de mouvement national chinois pour la liberté et l'indépendance du pays.

Si nous examinons de plus près tous les traités inégaux entre la Chine et les puissances, leur imperfection se révèle immédiatement. Le caractère du traité de commerce et de navigation est temporaire parce que les conditions économiques des deux parties se modifient sans cesse. Une coutume internationale s'est établie d'après laquelle, tout Etat a le droit de l'invoquer et, par suite, de se refuser à contracter des traités de commerce qui seraient qualifiés de perpétuels. La plupart des anciens traités sino-étrangers comprenaient une clause commune stipulant que le traité pourra être révisé de dix ans en dix ans. Mais, en général, le droit de révision n'appartient généralement qu'à la partie contractante avec la Chine.

L'art. 40 du traité sino-français de Tien-Tsin du 27 juin 1858 stipulait que si, dorénavant, le gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français jugeait convenable d'apporter des modifications à quelques-unes des clauses du présent traité, il sera libre d'ouvrir, à cet effet, des négociations avec le gouvernement chinois, après un intervalle de douze années révolues à partir de l'échange des ratifications. »

L'art. 46 de l'ancien traité sino-belge, du 2 novembre 1865, déclare que seul le gouvernement belge a le droit de provoquer, dans certaines conditions, la revision des clauses qu'il jugeait utile de modifier.

La disposition ci-dessus constitue ainsi un privilège injuste et unilatéral, une violation de la coutume internationale.

Dans certains traités, il est stipulé que la revision des clauses du traité, après un certain intervalle, peut avoir lieu par le consentement des deux parties. Mais comme les traités conclus sont toujours avantageux aux puissances étrangères, la Chine n'a jamais pu obtenir la revision des traités inégaux en dépit de ses efforts réitérés, surtout durant ces dernières années.

En outre, les anciens traités contiennent des clauses obscures et équivoques qui ont fréquemment soulevé des difficultés, toutes fois qu'il s'est agi d'appliquer les traités il en a résulté des dissensions entre la Chine et les puissances à l'égard de la frontière des concessions, parce que les clauses stipulant cette question ne sont pas claires.

Comme MM. Th. Funck-Brentano et Albert Sorel dans leur ouvrage « Précis du droit des gens » l'écrivent clairement : « Les traités tombent tous parce qu'ils sont mal faits et tombent d'autant plus vite qu'ils ont été plus mal faits ».

Les anciens traités ont été conclus à un moment où la Chine n'avait pas la liberté de manifester librement sa volonté ce qui permettait aux puissances de lui imposer telles ou telles conditions même avec l'appui de la force. Les traités de commerce furent toujours conclus parallèlement à des traités de paix. Or, si un contrat entre individus liant l'un à l'autre, est nul et non avenué en droit, lorsqu'il a été conclu sans le libre consentement de la victime, à plus forte raison, ce même principe s'applique à tout traité ou toute convention entre Etats civilisés qui tend à soumettre une des parties à la domination de l'autre, soit par l'interdiction de certaines activités ou en lui imposant des obligations arbitraires. De tels accords unilatéraux perdent toute valeur juridique et peuvent être abrogés à tout moment.

Un certain nombre de traités sino-étrangers ont été conclus pour des causes qui ont cessé d'exister maintenant. Les concessions étrangères ont été établies en Chine pour éviter les conflits entre Chinois et étrangers, et par suite du refus de la Chine, à ouvrir son territoire tout entier aux Etrangers qui désiraient y faire du commerce. Actuellement, les négociants étrangers vivent en bons termes avec les Chinois

dans toutes les grandes villes où il n'existe pas de concessions. Ainsi à Nankin, Tchang-Cha, etc.

En 1897, l'Empire Allemand contraignit la Chine à lui louer la baie de Kiao-Tchéou, et les puissances, la Russie, la France et l'Angleterre, réclamèrent immédiatement les mêmes faveurs du gouvernement chinois, pour leur louer Port-Arthur, Talienwan, Kouang-Tchéou-Wan et Kowloon, sous prétexte de maintenir l'équilibre des puissances vis-à-vis de l'Allemagne.

Depuis que la baie de Kiao-Tchéou a été restituée à la Chine, il n'existe plus de menace allemande pour la paix en Extrême-Orient.

Le régime de la juridiction consulaire fut introduit en Chine à cause des différences entre les lois et tribunaux de ce pays avec les pays occidentaux. Depuis longtemps, la Chine a réalisé des réformes dans les domaines judiciaire et législatif et il n'y a plus ou peu de différence entre la Chine actuelle et les pays occidentaux.

« Il y a une fin pour les traités et les plus solides », dit M. Albert Sorel, « il faut comprendre la raison d'être de ce fait, car c'est là que se trouve la sanction des traités. Les traités finissent avec les causes qui les ont produits ».

Si l'on voulait maintenir les traités dont les causes sont déjà disparues, cela engendrerait des conséquences fâcheuses et nuisibles aux deux parties. Les nombreux et récents cas de conflits entre la Chine et les puissances, nous en donnent une preuve. Les traités expriment les rapports qui existent au moment où ils sont négociés entre les forces morales et matérielles des Etats qui les concluent. Mais les rapports des forces morales et matérielles des parties contractantes peuvent se modifier.

Les traités perdent leur valeur juridique lorsqu'ils ne correspondent plus aux circonstances. Par conséquent, dans tous les traités, il y a une clause sous-entendue : c'est la clause *rebus sic stantibus*. L'Etat ayant devant lui un temps indéfini », dit M. le Professeur de Lapradelle, dans son cours de Doctorat de 1925, « ne peut pas être accepté d'être toujours lié par la convention qu'il a formée. Il le peut d'autant moins que les intérêts qu'il a en jeu sont des intérêts considérables, et que les circonstances peuvent être telles qu'à un moment donné,

c'est la vie même de l'Etat qui se trouve en cause. Aussi va-t-on sous-entendre dans l'engagement de l'Etat qu'il n'est lié qu'autant que les circonstances qui ont donné naissance au contrat demeurent les mêmes ».

« La grande majorité des publicistes, « dit M. L. Oppenheim, dans son traité du Droit International », aussi bien que tous les gouvernements des membres de la famille des Nations, défend le principe *Convento Omnis intellegitur rebus sic stantibus*, et ils admettent, en conséquence, que tous les traités sont conclus sous la condition tacite *rebus sic stantibus*. On ne peut nier que cette condition n'implique un certain danger, car on peut en abuser et l'on en a déjà abusé dans le but de masquer des violations de traités, derrière le bouclier de la loi, et de couvrir des actes honteux sous le manteau de la justice. Mais tout cela ne peut rien changer, au fait que cette condition exceptionnelle, est aussi nécessaire dans le droit des gens que dans les relations internationales comme étant le véritable principe *pacta sunt servanda*. Quand, par exemple, l'existence ou l'évolution du développement nécessaire d'un état est en conflit inévitable avec les obligations qu'il a contractées par ces mêmes traités, ceux-ci doivent disparaître. C'est un devoir primordial, pour chaque état, d'assurer sa propre défense et son développement, d'accord avec les progrès et les exigences légitimes de la nation.

« Aucun état n'accepterait un traité qui mettrait obstacle à l'accomplissement de ces devoirs primordiaux. Le consentement d'un état à un semblable traité présuppose la conviction qu'il ne met pas son existence et son développement en danger et n'implique pas une condition suivant laquelle au cas d'un changement de circonstances, les obligations stipulées dans le traité peuvent mettre en péril l'existence de l'état en question et son développement nécessaire et bien que le traité, de par sa nature, ne soit pas révisable, il faut néanmoins le réviser ».

Non seulement la clause *Rebus sic Stantibus* a été reconnue comme principe légitime par des savants qui font autorité en matière de droit international, mais encore certains Etats qui l'avaient déjà appliquée. Au début de la guerre de 1870, la Russie dénonça la clause du traité de Paris de 1856, qui neutralisait la Mer Noire par application de la clause

Rebus sic Stantibus. En octobre 1908, l'Autriche annexa la Bosnie et Herzégovine en violation de la stipulation de l'art. 25 du traité de Berlin de 1878. Ce principe fut confirmé surtout par l'art. 31 du traité de Versailles. Les puissances signataires des traités de Paix ont affirmé que les traités qui avaient créé la neutralité belge ne correspondaient plus aux circonstances actuelles. C'est la constatation pure et simple que ces traités ont pris fin par l'application de la clause *Rebus sic Stantibus*.

La conclusion du traité de Nankin, entre la Chine et la Grande-Bretagne, remonte à plus de 80 ans, 60 ans se sont écoulés depuis la signature des traités de Tien-Tsin et de Pékin, et une trentaine d'années, déjà, depuis la ratification du Protocole de Pékin, après l'affaire des Boxers. Au cours de cette longue période, la situation intérieure et extérieure de la Chine s'est considérablement modifiée. La monarchie a été renversée avec la dynastie Mandchoue, à la suite de la révolution de 1911, et la République établie. La Chine est sortie de son isolement traditionnel et participe actuellement à toutes les activités internationales.

Il est évident que les anciens traités ne répondent plus à la situation actuelle de la Chine.

Le 6 novembre 1926, le gouvernement chinois a dénoncé le traité sino-belge, de novembre 1865, en déclarant : « Il est à peine nécessaire de faire remarquer qu'aucune nation soucieuse de sa destinée et consciente de sa dignité, ne peut être liée, pour toujours, par des traités qui entravent son libre et légitime développement, et sont opposés aux meilleures traditions des rapports internationaux. Source féconde de malentendus et de conflits, ils sont, de par leur nature même, destinés à prendre fin tôt ou tard. S'efforcer de les maintenir, en dépit de conditions radicalement changées, et malgré le progrès de la vie et de la pensée internationales modernes, c'est oublier l'histoire et ses enseignements. C'est afin d'écarter l'injustice et le danger de tels traités, que l'article 19 du pacte de la Société des Nations stipule expressément qu'il sera possible de les reviser de temps en temps. »

Nous n'hésiterons pas à déclarer que la Chine a le droit de dénoncer

les traités inégaux et injustes par l'application de la clause *Rebus sic Stantibus*, au cas où les Puissances inspirées par l'égoïsme, se refuseraient encore à négocier de nouveaux accords.

Vu : *Le Président de Thèse*
GEOUFFRE DE LA LAPRADELLE.

Vu : *Le Doyen*
BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLETY.

ANNEXE

Texte des nouveaux traités entre la Chine et les Puissances

ACCORD GERMANO-CHINOIS DU 20 MAI 1921

Le gouvernement de la République chinoise et le gouvernement de la République allemande, animés du désir de rétablir les relations d'amitié et de commerce par un accord entre les deux pays, en prenant comme base la déclaration de la République allemande, datée de ce jour, et reconnaissant que l'application des principes du respect de la souveraineté territoriale, de l'égalité et de la réciprocité, est le seul moyen de maintenir la bonne entente entre les peuples, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le gouvernement de la République chinoise : M. W. W. Yen, ministre des Affaires étrangères ;

Le gouvernement de la République allemande : M. H. von Borch, consul général.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les hautes parties contractantes auront le droit d'envoyer mutuellement des agents diplomatiques dûment accrédités, qui jouiront réciproquement dans le pays de leur résidence des privilèges et immunités que leur accorde le droit des gens.

Art. 2. — Les deux hautes parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer, dans toutes les localités où s'est établi un consulat ou un vice-consulat d'une autre nation, des consuls, vice-consuls et agents consulaires, qui seront traités avec la considération et les égards qui sont accordés aux agents de la même catégorie des autres nations.

Art 3. — Les ressortissants d'une des deux Républiques, résidant sur le territoire de l'autre, auront la faculté, conformément aux lois et règlements du pays, de voyager, de s'établir et d'exercer le commerce ou l'industrie, dans toutes les localités où des ressortissants d'une autre nation peuvent le faire.

Ils sont placés, tant leurs personnes que leurs biens, sous la juridiction des tribunaux locaux ; ils doivent se conformer aux lois du pays où ils résident. Ils ne payeront aucun impôt, taxe ou contribution supérieur à des nationaux du pays.

Art. 4. — Les deux hautes parties contractantes reconnaissent que toutes les matières douanières sont réglées uniquement par la législation intérieure de chacune d'elles. Toutefois, aucun droit supérieur à ceux acquittés par les nationaux du pays, ne sera prélevé sur les produits bruts ou manufacturés d'origine d'une des deux Républiques, ou d'un autre pays, à leur importation, exportation ou transit.

Art. 5. — La déclaration de la République allemande de ce jour et les stipulations du présent accord, seront prises comme base pour la négociation du traité définitif.

Art. 6. — Le présent accord est rédigé en chinois, en allemand et en français ; en cas de divergence d'interprétation, le texte français fera foi.

Art. 7. — Le présent accord sera ratifié le plus tôt possible et entrera en vigueur dès le jour où les deux gouvernements ont fait connaître, l'un à l'autre, que les ratifications ont été effectuées.

Fait à Pékin, en double exemplaire, le vingtième jour du cinquième mois de la dixième année de la République chinoise, correspondant au vingt mai mil neuf cent vingt et un.

Signé : W. W. YEN et H. von BORCH.

LE TRAITE SINO-RUSSE DU 31 MAI 1924

La République de Chine et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, désireuses de rétablir des relations normales entre les deux pays, se sont entendues pour conclure un arrangement établissant les principes généraux du règlement des questions en litige, et ont nommé, à ces fins, leurs plénipotentiaires, à savoir :

S. E. le Président de la République de Chine, M. Vi-Kyua Wellington Koo ;

Le gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, Lev Mikhaïlovitch Karahan.

Qui, après s'être communiqués mutuellement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Article premier. — Immédiatement après la signature du présent accord, les relations normales, diplomatiques et consulaires, seront rétablies entre les deux parties contractantes.

Le gouvernement de la République chinoise accepte de prendre les mesures nécessaires pour transférer au gouvernement de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes les immeubles de la légation et des consulats ayant auparavant appartenu au gouvernement impérial.

Art. 2. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour tenir, dans un délai d'un mois, à partir de la date de la signature du présent accord, une conférence devant élaborer un arrangement détaillé, suivant les principes établis dans les articles du présent accord, relatif aux questions en litige.

Cet arrangement doit être accompli dans le plus bref délai possible et, en tout cas, pas plus tard que six mois à partir de la date de l'ouverture de la conférence, ainsi que stipulé dans le paragraphe suivant.

Art. 3. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour annuler à la conférence, ainsi que stipulé dans le paragraphe suivant, toutes les conventions, traités, arrangements, protocoles,

contrats, etc..., conclus entre le gouvernement de la Chine et le gouvernement impérial, et pour les remplacer par de nouveaux traités, arrangements, etc..., sur les bases d'égalité, de réciprocité et de justice, ainsi que dans l'esprit des déclarations du gouvernement des soviets des années 1919 et 1920.

Art. 4. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, d'accord avec sa politique, et d'accord avec les déclarations faites par lui en 1919 et 1920, déclare que tous les traités, arrangements, etc..., passés entre l'ancien gouvernement impérial et quelque autre tierce partie que ce soit, qui sont de nature à affecter les droits souverains ou les intérêts de la Chine, deviennent nuls et non avenue.

Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent, qu'à l'avenir, aucun des deux gouvernements ne conclura quelque traité ou arrangement que ce soit, qui porterait atteinte aux droits souverains ou aux intérêts d'une des deux parties contractantes.

Art. 5. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes reconnaît que la Mongolie extérieure fait partie intégrale de la République chinoise, et s'engage à respecter les droits souverains de la Chine, sur ce territoire.

Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes déclare que, aussitôt que les questions se rapportant au retrait de toutes les troupes soviétiques de la Mongolie extérieure, notamment celle de la date du retrait de ces troupes et celle des mesures à adopter dans les intérêts de la sécurité des frontières, seront réglées à la conférence, comme stipulé dans l'article 2 du présent accord, il effectuera le retrait complet de ses troupes de la Mongolie extérieure.

Art. 6. — Les gouvernements des deux parties contractantes s'engagent mutuellement à ne pas admettre, sur leurs territoires respectifs, l'existence ou l'activité de quelque organisation que ce soit, qui aurait pour but de lutter, par des actes de violence, contre le gouvernement d'une des parties contractantes.

De plus, les gouvernements des deux parties contractantes s'engagent à ne pas mener de propagande dirigée contre le système politique ou social régnant dans un des deux pays.

Art. 7. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont

d'accord pour revoir la démarcation de leurs frontières nationales à la conférence, comme stipulé à l'art. 2 du présent accord, et, en attendant, de maintenir les présentes frontières.

Art. 8. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour régler, à la conférence mentionnée plus haut, les questions se rapportant à la navigation sur les rivières, lacs et eaux avoisinant leurs frontières respectives, ceci, sur une base d'égalité et de réciprocité.

Art. 9. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour régler, à la conférence sus-mentionnée, la question du Chemin de fer Chinois de l'Est, conformément aux principes ci-dessous établis :

1° Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent que le Chemin de fer Chinois de l'Est représente une entreprise purement commerciale.

Les gouvernements des deux parties contractantes déclarent conjointement, qu'à l'exception des affaires ayant droit à son fonctionnement, qui se trouvent sous le contrôle direct du Chemin de fer Chinois de l'Est, toutes les autres affaires relevant des droits du gouvernement national, ainsi que des gouvernements locaux de la République chinoise, telles que questions judiciaires, questions se rapportant à l'administration civile et militaire, la police, l'administration municipale, la perception des taxes et la location des terrains (sauf les terrains indispensables au chemin de fer), seront sous l'administration des autorités chinoises ;

2° Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent au rachat du Chemin de fer Chinois de l'Est par le gouvernement chinois, avec des capitaux chinois, et de tous les biens, meubles et immeubles lui appartenant, ainsi qu'au transfert à la Chine de toutes les actions et obligations du dit Chemin de fer ;

3° Les gouvernements des deux parties contractantes régleront, à la conférence, comme stipulé à l'article 2 du présent accord, le montant et les conditions du rachat, ainsi que la procédure à adopter pour le transfert du Chemin de fer Chinois de l'Est ;

4° Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socia-

listes consent à faire face à toutes les réclamations des actionnaires, obligataires et créanciers du Chemin de fer Chinois de l'Est, antérieures à la révolution du 9 mars 1917 ;

5° Les gouvernements des deux parties contractantes consentent mutuellement à ce que l'avenir du Chemin de fer Chinois de l'Est soit fixé par la République chinoise et l'Union des Républiques soviétiques socialistes, à l'exclusion de toute tierce partie ;

6° Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour établir un arrangement pour l'administration provisoire du Chemin de fer Chinois de l'Est jusqu'au règlement de la question traitée dans le paragraphe 3 du présent article ;

7° Les droits des deux gouvernements découlant du contrat du 27 août-8 septembre 1896, pour la construction et l'exploitation du Chemin de fer Chinois de l'Est, qui ne sont pas en contradiction, ni avec le présent accord, ni avec l'arrangement pour l'administration provisoire du dit chemin de fer et qui ne sont pas préjudiciables aux droits souverains de la Chine, seront maintenus jusqu'au moment où les diverses questions concernant le Chemin de fer Chinois de l'Est seront réglées à la conférence, ainsi que stipulé à l'article 2 du présent accord.

Art. 10. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent à renoncer aux droits et privilèges spéciaux se rapportant à toutes les concessions acquises, dans quelque partie de la Chine que ce soit, par le gouvernement impérial, par des conventions, traités, arrangements, etc...

Art. 11. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent à renoncer à la tranche russe de l'indemnité des Boxers.

Art. 12. — Le gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes consent à abandonner les droits d'exterritorialité et de juridiction consulaire.

Art. 13. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont d'accord pour établir, en même temps qu'ils concluront un traité commercial, à la conférence, stipulée à l'art. 2 du présent accord, un tarif douanier, qui serait conforme aux principes d'égalité et de réciprocité.

Art. 14. — Les gouvernements des deux parties contractantes sont

d'accord pour discuter, à la conférence susmentionnée, les questions relatives aux réclamations pour compensation des pertes.

Art. 15. — Le présent accord entre en vigueur à partir de la date de la signature.

En fait de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord, en deux exemplaires, rédigés en langue anglaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Pékin, ce trente et unième jour du cinquième mois de la treizième année de la République de Chine, soit le 31 mai 1924.

(Sceau) : V. K. WELLINGTON KOO.

(Sceau) : L. M. KARAHAN.

LE TRAITE ENTRE LA CHINE ET LES ETATS-UNIS

DU 27 JUILLET 1928

Les Etats-Unis d'Amérique et la République de Chine, animés tous deux du désir sincère de maintenir les bonnes relations qui subsistent, heureusement, entre les deux pays, et désireux d'étendre et de consolider les rapports commerciaux entre eux, ont, dans le but de négocier un traité de nature à faciliter ces objets, nommé, pour être leurs plénipotentiaires, le Président des Etats-Unis d'Amérique, M. J. A. Mac-Murray, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique en Chine, et le Conseil des ministres du gouvernement nationaliste de la République de Chine, M. T. V. Soong, ministre des Finances du gouvernement national de la République de Chine, lesquels, s'étant réunis, et ayant échangé, comme il convient, leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont signé, d'un commun accord, le traité ci-dessous, entre les deux pays.

Art. 1^{er}. — Toutes les dispositions figurant dans les traités conclus jusqu'ici, et qui sont en vigueur entre les Etats-Unis d'Amérique et la Chine, en ce qui concerne les droits perçus sur les marchandises à l'importation ou à l'exportation, les ristournes, les droits de transit et

les droits de tonnage, en Chine, sont et demeurent annulés et inopérants, et il sera appliqué le principe d'une entière autonomie douanière nationale, sous réserve, toutefois, que chacune des hautes parties contractantes jouira, sur le territoire de l'autre, par rapport aux points spécifiés ci-dessus, et autres questions connexes, d'un traitement qui n'établira aucune discrimination par rapport au traitement accordé à n'importe quel autre pays.

Les nationaux, ni de l'une ni de l'autre des hautes parties contractantes, ne seront contraints, sous n'importe quel prétexte, de payer, sur le territoire de l'autre partie, des redevances ou impôts d'aucune sorte, qui soient différents ou plus élevés que ceux payés par les nationaux du pays lui-même, ou par les nationaux de n'importe quel autre pays.

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1929, à condition que l'échange de ratifications, prévu ci-dessous, ait été effectué avant cette date et autrement, à une date postérieure de quatre mois, au dit échange de ratifications.

Art. 2. — Les textes, en Anglais et en Chinois, du présent traité, ont été attentivement comparés et contrôlés, mais, au cas où il y aurait une différence de signification entre les deux textes, le sens exprimé dans le texte anglais prévaudra.

Le présent traité sera ratifié par les hautes parties contractantes, selon leurs méthodes constitutionnelles respectives, et les ratifications seront échangées le plus tôt possible.

En fait de quoi, les soussignés, en vertu de leurs pouvoirs respectifs, ont signé, en double, le présent traité, en langue anglaise et chinoise, et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Péiping, le 25 juillet 1928, soit le vingt-cinquième jour du septième mois de la dix-septième année de la République de Chine.

Signé : J. V. A. MAC-MURRAY, T. V. SOONG.

LE TRAITE SINO-ALLEMAND DU 17 AOUT 1928

Le Reich allemand et la République chinoise, animés du désir de consolider encore plus les liens d'amitié qui existent heureusement entre les deux pays, de développer et de faciliter les relations commerciales entre eux, ont résolu de conclure un traité à cet effet, et ils ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Le Président du Reich allemand : M. H. von Borch, ministre plénipotentiaire du Reich allemand en Chine, en mission extraordinaire ;

Le Président du Conseil du gouvernement nationaliste : M. le Docteur Chanting T. Wang, ministre des Affaires étrangères.

Qui, après s'être communiqués leurs pouvoirs, et les ayant reconnus en bonne et due forme, ont convenu l'accord ci-après, entre les deux pays :

Art. 1^{er}. — En vue de réaliser l'égalité complète dans les questions douanières et de compléter les conventions du 20 mai 1921, entre l'Allemagne et la Chine, les deux hautes parties contractantes conviennent que, dans toutes les questions douanières et analogues, aucune des deux hautes parties contractantes ne sera traitée plus mal ni désavantagée, sur le territoire de l'autre, par rapport à aucun autre pays.

Dans aucun cas, les ressortissants de l'une des deux hautes parties contractantes ne seront obligés d'acquitter, sur le territoire de l'autre, des droits de douane, impôts intérieurs, taxes d'importation ou d'exportation sur les marchandises, différents ou supérieurs à ceux que paient les citoyens du pays ou les ressortissants d'aucun autre pays étranger.

Sont abrogées, les dispositions résultant de l'échange de notes concernant l'accord germano-chinois, du 20 mai 1921, en vertu desquelles les marchandises importées d'Allemagne sont soumises aux droits du tarif général, jusqu'au moment où des dispositions particulières seront généralement mises en vigueur.

Art. 2. — Les deux hautes parties contractantes entameront, dans le plus bref délai possible, des négociations, en vue de conclure un traité de commerce et de navigation, sur la base de l'égalité complète de situation et de droits.

Art. 3. — Le présent traité est rédigé en langue allemande, en langue chinoise et en langue anglaise. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais fera foi.

Art. 4. — Le présent traité sera ratifié, dans le plus bref délai possible, et entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront informés mutuellement de l'exécution des ratifications.

Signé : H. von BORCH, Docteur C. T. WANG.

TRAITE SINO-NORVEGIEN SIGNE A CHANGHAI

LE 12 NOVEMBRE 1928

Le Royaume de Norvège et la République chinoise, animés, l'un et l'autre, du désir sincère de maintenir les bonnes relations qui existent heureusement entre les deux pays et désireux d'étendre et de consolider entre eux les rapports commerciaux, ont, afin de négocier un traité destiné à faciliter ces objets, nommé comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi de Norvège : M. N. Aall, chargé d'affaires de Norvège en Chine ;

Et le président du gouvernement national de la République chinoise : le Docteur Changting T. Wang, ministre des Affaires étrangères du gouvernement national de la République chinoise ; lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Toutes les dispositions contenues dans les traités conclus jusqu'ici, et actuellement en vigueur entre la Norvège et la Chine, par rapport aux droits de douane à l'importation et à l'exportation des marchandises, aux ristournes, aux droits de transit et aux droits de tonnage en Chine, seront annulées et deviendront inopérantes, et le principe de l'autonomie nationale complète, en matière douanière sera appliqué, sous réserve, toutefois, que chacune des hautes parties contractantes jouira, sur les territoires de l'autre, par rapport aux questions spécifiées ci-dessus, et aux autres questions s'y rapportant,

d'un traitement tout à fait égal à celui qui aura été accordé à n'importe quel autre pays.

Les nationaux de l'une et de l'autre des hautes parties contractantes ne seront astreints, sous aucun prétexte, à payer, sur les territoires de l'autre partie, aucun droit, redevance intérieure ou taxe à l'importation ou à l'exportation, autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux du pays en cause ou par les nationaux de n'importe quel autre pays.

Art. 2. — Le texte anglais et le texte chinois du présent traité ont été comparés et vérifiés avec attention, mais, au cas où il existerait, entre ces deux textes, une différence quelconque de signification, le sens exprimé dans le texte anglais fera foi.

Le traité actuel sera ratifié, aussitôt que possible, et entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront avisés, réciproquement, que la ratification a été effectuée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, en double exemplaire, en langue chinoise et en langue anglaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Changhaï, ce douze novembre mil neuf cent vingt-huit, correspondant au douzième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

Signé : N. AALL, Changting T. WANG.

ANNEXES

1) Note adressée par le ministre des Affaires étrangères du gouvernement national, le Docteur C. T. Wang, à M. N. Aall

15 novembre 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de déclarer qu'il s'est passé plus de trois quarts de siècle depuis la conclusion du traité de paix, d'amitié et de commerce de 1847, entre la Chine et la Norvège, et que, au cours de cette longue période, les conditions, dans nos deux pays, se sont modifiées à tel point qu'un grand nombre des dispositions du dit traité ont fait leur

temps, et si on les laissait subsister sous leur forme actuelle, elles feraient naître des difficultés et des complications. C'est pourquoi je désire que votre gouvernement entre bientôt en négociations avec le gouvernement national chinois, en vue de la conclusion d'un nouveau traité, à la place du traité de 1847, sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté nationale.

Signé : C. T. WANG.

*2) Note adressée par le chargé d'affaires de Norvège, M. N. Aall,
au ministre des Affaires étrangères
du gouvernement national, M. C. T. Wang*

17 novembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE.

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date du 15 courant, suggérant que mon gouvernement entre en négociations pour un nouveau traité, en place d traité de 1847, sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté nationale.

Le fait même que mon gouvernement a répondu avec tant d'empressement aux désirs exprimés dans la note de Votre Excellence, en date du 12 septembre 1928, proposant un nouveau traité relatif aux questions douanières et autres s'y rapportant, suffirait amplement, à mon avis, à témoigner des sentiments amicaux dont on est animé en Norvège à l'égard de la République chinoise, et ces sentiments s'étant traduits par la conclusion du nouveau traité douanier entre les deux pays, je suis persuadé que l'attitude amicale de mon gouvernement s'avérera inchangée lorsque le moment sera venu d'examiner la question de la révision de tout le traité de 1847, sur la base de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté nationale.

Signé : N. AALL.

TRAITE PRELIMINAIRE D'AMITIE ET DE COMMERCE
ENTRE L'UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET LA REPUBLIQUE CHINOISE
SIGNE A NANKIN, LE 22 NOVEMBRE 1928

Sa Majesté le roi des Belges, agissant en son nom et au nom de S. A. R. la grande-duchesse de Luxembourg, en vertu des accords existants, et le gouvernement national de la République chinoise, étant animés mutuellement du désir de renforcer encore les liens d'amitié, déjà heureusement établis entre l'Union Belgo-Luxembourgeoise et la Chine, ont décidé de conclure un traité préliminaire d'amitié et de commerce, et ont, à cette fin, nommé comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi des Belges : le baron J. Guillaume, chargé d'affaires intérimaire de Belgique en Chine ;

Et Son Excellence, le président du gouvernement national de la République chinoise : le Docteur Changting T. Wang, ministre des Affaires étrangères du gouvernement national de la République chinoise ; lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu et arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les deux hautes parties contractantes, reconnaissant que, en ce qui concerne les douanes et toutes les questions s'y rapportant, elles sont placées sur un pied de parfaite égalité et, sur la base de ce principe, elles admettent que ces questions devront être réglées exclusivement par leurs lois nationales respectives.

Il est convenu, d'autre part, que, en ce qui concerne toutes les questions de douanes et toutes les questions s'y rapportant, ni l'une ni l'autre des deux hautes parties contractantes ne sera soumise, sur le territoire de l'autre, à un traitement moins favorable que le traitement accordé à un autre pays quelconque.

En aucun cas, les nationaux de l'une des hautes parties contractantes ne seront astreints à payer, sur le territoire de l'autre, à l'importation comme à l'exportation des marchandises, des droits de douane, droits de transit, ou taxes d'aucune autre sorte, autres ou plus élevées

que ceux que doivent payer les nationaux de la dite partie, ou de tout autre pays.

Art. 2. — Les nationaux de chacune des deux hautes parties contractantes seront soumis, sur le territoire de l'autre, aux lois et à la juridiction des tribunaux de la dite autre partie.

Art. 3. — Les deux hautes parties contractantes entreront en négociations, aussitôt que possible, en vue de conclure un traité de commerce et de navigation fondé sur le principe de la réciprocité et de l'égalité du traitement.

Art. 4. — Le présent traité est rédigé en français, en chinois et en anglais ; en cas de désaccord sur l'interprétation, le texte anglais fera foi.

Art. 5. — Le présent traité sera ratifié, aussitôt que possible, et les ratifications seront échangées à Nankin. Il entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront réciproquement avisés que les ratifications ont été effectuées.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, en double, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin, ce vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit, correspondant au vingt-deuxième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

Signé : Baron J. GUILLAUME, Changting T. WANG.

ANNEXES

I

*Lettre du ministre des Affaires étrangères chinois au
chargé d'Affaires de Belgique*

Nankin, 22 novembre 1928.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Au nom du gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer que l'article 2 du traité signé aujourd'hui, entre

la Chine et la Belgique, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le gouvernement chinois conclura, avec le gouvernement belge, des accords détaillés pour l'extension de la juridiction chinoise sur les sujets belges. Si ces accords n'étaient pas conclus à la date indiquée, les sujets belges seront soumis, à partir de ce moment, aux lois et à la juridiction chinoises, dès que la majorité des puissances possédant actuellement le privilège de l'exterritorialité en Chine auront accepté d'y renoncer.

Signé : Changting T. WANG.

Réponse du chargé d'affaires de Belgique

Nankin, 22 novembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date d'aujourd'hui, qui est conçue en ces termes :

(Suit le texte de la note ci-dessus)

J'ai l'honneur d'exprimer à Votre Excellence l'adhésion du gouvernement de Sa Majesté à cette proposition.

Signé : Baron J. GUILLAUME.

II

Déclaration chinoise

J'ai l'honneur de déclarer que, à partir du 1^{er} janvier 1930, au plus tard, le code civil et le code commercial, venant s'ajouter aux autres codes et lois actuellement en vigueur, seront dûment promulgués par le gouvernement national de la République chinoise.

III

Déclaration commune

Les gouvernements chinois et belges déclarent qu'il ne leur a pas paru nécessaire d'insérer, dans le traité sino-belge, signé aujourd'hui, une clause garantissant aux nationaux belges et luxembourgeois en Chine, et aux nationaux chinois en Belgique et au Luxembourg, l'application de leur loi nationale respective, en ce qui concerne leur statut personnel, étant donné que les hautes parties contractantes reconnaissent, d'une manière générale, ce principe, fondé sur le droit privé international, sauf dans le cas où ces lois seraient contraires à l'ordre public du pays auquel il incomberait de les appliquer.

Signé : Baron J. GUILLAUME, Changting T. WANG.

IV

Déclaration chinoise

Au nom du gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer que, quand les nationaux belges cesseront de jouir des privilèges de l'exterritorialité consulaire et quand les relations entre les deux pays seront sur un pied de parfaite égalité, le gouvernement chinois, étant donné que les ressortissants chinois sont autorisés à vivre, à faire du commerce et à acquérir des propriétés dans toute l'étendue des territoires belges et luxembourgeois, permettra aux nationalistes belges et luxembourgeois de jouir des mêmes droits en Chine, sous réserve des limitations qui seront prescrites dans ses lois et règlements.

Signé : Changting T. WANG.

V

Déclaration belge

Au nom de mon gouvernement, j'ai l'honneur de déclarer que les sujets belges et luxembourgeois, en Chine, paieront les taxes qui seront

prescrites dans les lois et règlements dûment promulgués par le gouvernement national chinois, à condition que les mêmes taxes soient payées par les nationaux de toutes les puissances ayant des traités avec la Chine.

Signé : Baron J. GUILLAUME.

TRAITE SINO-ITALIEN SIGNÉ A NANKIN LE 27 NOVEMBRE 1928

Le royaume d'Italie et la République de Chine, étant également animés du désir de renforcer les liens d'amitié qui, heureusement, subsistent entre les deux nations, et de développer et de consolider leurs relations commerciales, ont décidé de conclure un traité préliminaire d'amitié et de commerce, et ont, à cette fin, nommé comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi d'Italie : M. Daniele Varé, commandeur de l'ordre de la Couronne d'Italie, officier de l'ordre des Saints Muerice et Lazare, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi d'Italie, en Chine ; Son Excellence, le président du gouvernement national de la République de Chine ; le Docteur Changting T. Wang, ministre des Affaires étrangères du gouvernement national de la République de Chine.

Qui, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu et arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les deux hautes parties contractantes déclarent que, le tarif douanier et toutes les questions qui s'y rapportent, seront déterminés et réglés par leurs législations nationales respectives.

Il est, en outre, admis que chacune des hautes parties contractantes jouira, sur le territoire de l'autre, en ce qui concerne les douanes et tout ce qui s'y rapporte, d'un traitement non moins favorable que le traitement accordé à tout autre pays.

Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes ne seront tenus, sous aucun prétexte, de payer, sur les territoires de l'autre partie, des droits, impôts intérieurs ou taxes à l'importation et à l'exportation des marchandises, autres ou plus élevés que ceux qui sont payés par les ressortissants de tout autre pays.

Art. 2. — Les ressortissants de chacune des hautes parties contractantes seront soumis, sur le territoire de l'autre, aux lois et à la juridiction des tribunaux de cette partie, auxquels ils auront libre accès pour exiger le respect de leurs droits et pour défendre ceux-ci.

Art. 3. — Les deux hautes parties contractantes ont décidé d'engager, le plus tôt possible, des négociations, en vue de la conclusion à un traité de commerce et de navigation, basé sur les principes d'égalité absolue et de non discrimination dans leurs relations commerciales et pour le respect mutuel de leur souveraineté.

Art. 4. — Le présent traité a été rédigé, en doubles exemplaires, en chinois, en italien et en anglais. Dans le cas de désaccord sur l'interprétation, le texte anglais fera foi.

Art. 5. — Le présent traité sera ratifié, aussitôt que possible, et entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront notifiés que la ratification a été effectuée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin, le vingt-septième jour de novembre dix neuf cent et vingt-huit la septième année de l'ère fasciste), correspondant au vingt-septième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République de Chine,

Signé : Daniele VARÉ, Changting T. WANG.

ANNEXES

I

Lettre du ministre des Affaires étrangères chinois au ministre d'Italie, à Pékin

Nankin, 27 novembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'article 2 du traité, signé ce jour, entre la Chine et l'Italie, est considéré comme devant entrer en

vigueur le 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le gouvernement chinois s'entendra, avec le gouvernement italien, pour prendre toutes les mesures nécessaires afin que la Chine puisse appliquer sa juridiction aux sujets italiens. Au cas où ces mesures ne seraient pas prises à la date indiquée, les sujets italiens seraient soumis aux lois et à la juridiction chinoises, à partir d'une date qui sera fixée par la Chine, après avoir conclu un accord pour l'abolition de l'exterritorialité avec toutes les puissances signataires des traités de Washington, étant entendu que cette date sera valable également pour les autres puissances.

Par « puissances signataires des traités de Washington », il faut comprendre les puissances autres que la Chine qui ont directement pris part à la discussion des questions du Pacifique et d'Extrême-Orient à la Conférence sur la limitation des armements à Washington en 1921-1922.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Signé : Changting T. WANG.

Réponse du ministre d'Italie

Nankin, le 27 novembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date d'aujourd'hui :

(suit le texte de la note ci-dessus)

J'ai l'honneur de vous annoncer que le gouvernement italien approuve entièrement cette déclaration.

Je profite de cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Daniele VARÉ.

II

Déclaration chinoise

J'ai l'honneur de déclarer que le 1^{er} janvier 1930 ou avant cette date, le code civil et le code de commerce, qui s'ajoutent aux autres codes et lois en vigueur, seront promulgués par le gouvernement national de la République de Chine.

Signé : Chanting T. WANG.

III

Déclaration chinoise

Au nom du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de déclarer que, lorsque les sujets italiens cesseront de bénéficier des privilèges de la juridiction consulaire et des autres privilèges spéciaux et lorsque les relations entre les deux nations seront basées sur le principe de parfaite égalité, le gouvernement chinois, prenant en considération ce fait que les citoyens chinois, sous réserve des restrictions prescrites dans les lois et règlements italiens, ont le droit de vivre, de faire du commerce et d'acquérir des propriétés dans tout le territoire italien, accordera les mêmes droits aux sujets italiens en Chine, sous réserve des restrictions qui seront prescrites par ses lois et ses règlements.

Signé : Chanting T. WANG.

IV

Déclaration commune

Il est entendu que les sujets italiens en territoire chinois et que les citoyens chinois en territoire italien, paieront, à l'avenir, les taxes et impôts qui pourront être prescrits dans les lois ou règlements promulgués par les gouvernements chinois et italien, respectivement, à la

condition que ces taxes et impôts ne soient pas autres ou plus élevés que ceux qui sont payés par les ressortissants de tout autre pays.

Signé : Daniele VARÉ, Changting T. WANG,

TRAITE SINO-BRITANNIQUE, SIGNÉ A NANKIN,

LE 20 DECEMBRE 1928

Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques, au-delà des mers, empereur de l'Inde, et Son Excellence le président du gouvernement national de la République de Chine, désirant renforcer les bonnes relations qui existent déjà entre les deux pays, faciliter et développer l'industrie et le commerce entre eux, ont décidé de conclure un traité, à cette fin, et ont nommé, comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au-delà des mers, empereur de l'Inde : pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, Sir Milles Wedderburn Lampson K. C. m. G., C. B. m. V. O., envoyé extraordinaire de Sa Majesté et ministre plénipotentiaire auprès de la République de Chine ;

Son Excellence, le président du gouvernement national de la République de Chine ; Son Excellence, le Docteur Changting T. Wang, ministre des Affaires étrangères du gouvernement national de la République de Chine, qui, ayant échangé leurs pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu et arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Il est convenu que toutes les dispositions des traités existant entre les hautes parties contractantes, qui limitent, sous une forme quelconque, le droit, pour la Chine, d'établir son tarif national douanier comme elle entend le faire, sont abrogées et que le principe d'une complète autonomie douanière nationale est appliqué.

Art. 2. — Les ressortissants de l'une et l'autre des hautes parties contractantes ne seront obligés, sous aucun prétexte, de payer en Chine et sur les territoires de Sa Majesté britannique, auxquels s'applique ce traité, respectivement des droits, impôts intérieurs ou taxes sur les produits importés ou exportés par elles, autres ou plus élevés que ceux

qui sont payés sur les produits de la même origine par les ressortissants chinois ou britanniques, respectivement, ou par les ressortissants de tout autre pays étranger.

Art. 3. — Sa Majesté britannique consent à abroger toutes les dispositions des traités existant entre les hautes parties contractantes qui limitent le droit, pour la Chine, d'imposer des taxes de tonnage d'après le taux qu'elle croit devoir imposer.

En ce qui concerne les taxes de tonnage et toutes les questions qui s'y rapportent, les navires britanniques en Chine et les navires chinois dans les territoires de Sa Majesté britannique, auxquels s'applique le présent traité, recevront un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux navires de tout autre pays étranger.

Art. 4. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres, le plus tôt possible. Il sera mis en vigueur à la date à laquelle les deux parties se seront notifié que la ratification a été effectuée.

Les textes anglais et chinois du présent traité ont été soigneusement comparés et vérifiés, mais, dans le cas où il y aurait désaccord sur l'interprétation, le texte anglais fera foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité, en double, et ont apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin, le vingtième jour de décembre mil neuf cent vingt-huit, correspondant au vingtième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République de Chine.

Signé : M. W. LAMPSON, Changting T. WANG.

ANNEXES

I

Lettre du ministre britannique au ministre des Affaires étrangères de Chine

Comme suite au traité conclu aujourd'hui entre Sa Majesté britannique et le président du gouvernement national de la République de

Chine, j'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de vouloir bien confirmer mon interprétation, à savoir que :

1. Les articles produits ou manufacturés dans les territoires de Sa Majesté britannique, auxquels s'applique le présent traité, et importés en Chine, et réciproquement, les articles produits ou manufacturés en Chine, et importés sur les dits territoires de Sa Majesté britannique, de quelque endroit qu'ils viennent, recevront, en ce qui concerne les taxes d'importation, les impôts intérieurs, les taxes de transit et toutes les questions qui s'y rapportent, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

2. Les articles produits ou manufacturés en Chine et exportés sur les territoires de Sa Majesté britannique, auxquels le présent traité s'applique, et réciproquement, les articles produits ou manufacturés sur les dits territoires de Sa Majesté britannique, et exportés en Chine, recevront, en ce qui concerne les taxes d'exportation, les impôts intérieurs, les taxes de transit, perçus avant l'exportation, et toutes les questions qui s'y rapportent, un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux articles exportés vers tout autre pays étranger.

(M. Wang accuse réception de la note ci-dessus, et déclare que le gouvernement chinois en approuve entièrement les termes).

II

1) *Lettre du ministre britannique, à Pékin, au ministre des Affaires étrangères de Chine*

Comme suite au traité signé aujourd'hui entre Sa Majesté britannique et le président du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, au nom des gouvernements de Sa Majesté, du Canada, du Commonwealth d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-Africaine, de l'Etat libre d'Irlande et du gouvernement de l'Inde, que le droit, pour ces gouvernements, de bénéficier des dispositions des traités existant, qui limitent, sous une forme quelconque, le droit, pour la Chine, d'établir son tarif douanier ou d'imposer des taxes de tonnage au taux qu'elle croit

devoir imposer, est annulé par Sa Majesté, à dater de la mise en vigueur du traité.

J'ai aussi l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que Sa Majesté renonce également à ces droits pour Terre-Neuve, la Rhodésie du Sud, et pour tous ses protectorats, et pour toutes ses colonies qui n'ont pas de gouvernement particulier.

Je serais heureux de recevoir l'assurance du gouvernement national de la République de Chine, que les articles produits ou manufacturés dans l'une des parties du territoire de Sa Majesté, mentionnés ci-dessus, ou dans l'un des territoires placés sous leur administration, ou sur tout territoire placé sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou sur tous les territoires sur lesquels le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande et dans l'Union Sud-Africaine, exerce un mandat, recevront le traitement de la nation la plus favorisée en Chine, tant que les articles produits ou manufacturés en Chine, recevront, sur ces territoires, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

Je serais également heureux de recevoir l'assurance du gouvernement national de la République de Chine, que les articles produits ou manufacturés en Chine et exportés vers l'un des territoires indiqués ci-dessus, recevront le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les taxes d'exportation, les impôts intérieurs, les taxes de transit, perçues avant l'exportation, ou les questions qui s'y rapportent, aussi longtemps que les articles produits ou manufacturés sur ces territoires, et exportés en Chine, recevront un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles exportés vers tout autre pays étranger.

2) *Lettre du ministre des Affaires étrangères de Chine au
ministre britannique, à Pékin*

Je prends acte de la renonciation, par Sa Majesté britannique, aux droits de ses gouvernements du Canada, du Commonwealth d'Australie,

de Nouvelle-Zélande, de l'Union Sud-Africaine, de l'Etat libre d'Irlande, et du gouvernement de l'Inde, à dater de la mise en vigueur du traité signé, aujourd'hui, entre Sa Majesté britannique et le président du gouvernement national de la République de Chine, qui permettaient à ces gouvernements de bénéficier des dispositions des traités existant limitant, d'une manière quelconque, le droit, pour la Chine, d'établir un tarif douanier, ou d'imposer des taxes de tonnage au taux qu'elle croît devoir imposer. Je prends acte de la renonciation, par Sa Majesté, à ses droits, en ce qui concerne Terre-Neuve, la Rhodésie du Sud, les protectorats et ses colonies, qui n'ont pas de gouvernement particulier.

J'ai l'honneur, au nom du gouvernement national de la République de Chine, de vous faire savoir que les articles produits ou manufacturés dans l'une des parties quelconques des territoires de Sa Majesté, indiqués ci-dessus, dans les territoires sous leur administration, dans les territoires sous la suzeraineté de Sa Majesté, ou dans les territoires sur lesquels un mandat est exercé par le gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne, dans le Commonwealth d'Australie, en Nouvelle-Zélande, dans l'Union Sud-Africaine, recevront le traitement de la nation la plus favorisée en Chine, tant que les articles produits ou manufacturés en Chine recevront, dans ces territoires, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

Je vous fais également savoir, au nom du gouvernement national de la République de Chine, que les articles produits ou manufacturés en Chine, et exportés vers l'un quelconque des territoires indiqués ci-dessus, recevront le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les taxes d'exportation, les impôts intérieurs, les taxes de transit perçues avant l'exportation ou les questions qui s'y rapportent, aussi longtemps que les articles produits ou manufacturés dans ces territoires, et exportés en Chine, recevront un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles exportés vers tout autre pays étranger.

III

1) *Lettre du ministre britannique, à Pékin, au ministre des Affaires étrangères de Chine*

Me référant au traité conclu, aujourd'hui, entre Sa Majesté britannique et le président du gouvernement national de la République de Chine, j'ai l'honneur de vous faire savoir que je comprends que le taux *ad valorem* des droits ou les taux basés sur la valeur du tarif national douanier qui doit être adopté par le gouvernement national, sont les mêmes que ceux qui ont été discutés, et provisoirement acceptés à la Conférence douanière de 1926, et qu'ils représentent le maximum de ce qui peut être appliqué aux articles britanniques ; en outre, que ces taux continueront à représenter le maximum pendant une période d'au moins une année, à dater de la mise en vigueur du tarif et que la mise en vigueur de ce tarif fera l'objet d'un préavis de deux mois.

Je serais heureux de savoir que Votre Excellence veut bien confirmer cette interprétation.

Etant donné les doutes et les appréhensions que pourraient éprouver mes compatriotes pour leur commerce, par suite de la mise en vigueur du nouveau tarif, si les taxes diverses, autres que les droits de douane perçus actuellement demeurent en vigueur après l'application du tarif national, je me permets de rappeler à Votre Excellence la proclamation du gouvernement de la République de Chine, formulée à Nankin, le 20 juillet 1927, annonçant son intention de prendre, au plus tôt, les mesures nécessaires pour abolir effectivement le *likin*, taxes douanières indigènes, taxes de cabotage, et toutes autres taxes sur les articles importés en transit ou parvenus à destination, et je serais heureux de recevoir quelque assurance, au nom du gouvernement national, que ce gouvernement a l'intention de libérer ces articles, le plus tôt possible, de toute taxe du caractère défini dans la proclamation que je viens de citer, lorsque ces articles auront acquitté la taxe d'importation aux douanes maritimes, d'après le taux imposé dans le nouveau tarif ou dans tout tarif national futur.

2) *Lettre du ministre chinois des Affaires étrangères de Chine au ministre britannique, à Pékin*

Me référant à la note de Votre Excellence, à la date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de confirmer votre interprétation, à savoir que le taux des taxes *ad valorem* ou le taux spécifique, basés sur la valeur du tarif douanier national, qui doit être adopté par le gouvernement national, sont les mêmes que ceux qui ont été discutés, et provisoirement acceptés à la Conférence douanière de 1926, et qu'ils représentent le maximum de ce qui peut être imposé aux articles britanniques : en outre, qu'ils continueront à représenter le maximum, pour ces articles, pendant une période d'au moins une année, à dater de la mise en vigueur du tarif, et que la mise en vigueur du dit tarif fera l'objet d'un préavis de deux mois.

D'autre part, je suis heureux de pouvoir confirmer, au nom du gouvernement national, les termes de la proclamation de ce gouvernement, du 20 juillet 1927, et de vous donner l'assurance que vous demandez, que ce gouvernement a l'intention de libérer les articles de toute taxe du caractère indiqué dans la proclamation mentionnée, le plus tôt possible, dès qu'ils auront acquitté la taxe d'importation aux douanes maritimes, d'après le taux imposé dans le nouveau tarif ou dans tout tarif national futur.

IV

L'annexe IV est une lettre adressée à Sir Miles Lampson, dans laquelle M. Wang, au nom du gouvernement national, déclare que « ce gouvernement se propose d'appliquer le nouveau tarif douanier d'une manière uniforme sur toutes les frontières terrestres ou maritimes de la Chine et, qu'à dater de la mise en vigueur du nouveau tarif, le taux préférentiel actuellement perçu sur les articles importés ou exportés par les frontières terrestres sera aboli ».

En accusant réception de la note, Sir Miles Lampson écrit que le gouvernement britannique approuve entièrement cette déclaration.

(Du *Times*, 28 décembre).

*TRAITÉ DE COMMERCE FRANCO-CHINOIS, SIGNÉ A NANKIN,
LE 22 DECEMBRE 1928*

Art. 1^{er}. — Toutes les dispositions existant dans les traités conclus et jusqu'ici encore en vigueur, entre la France et la Chine, au sujet des taux des droits d'importation et d'exportation des marchandises, des drawbacks, des droits de transit et de tonnage en Chine, seront annulées et deviendront inopérantes, et le principe de l'autonomie complète sera désormais appliqué en ce qui concerne le tarif des douanes et les questions connexes, à la condition, toutefois, que chacune des hautes parties contractantes jouira, dans les territoires, possessions, colonies et protectorats de l'autre, quant aux questions spécifiées ci-dessus, et autres questions connexes, d'un traitement qui ne sera en rien moins favorable que celui dont bénéficie effectivement toute autre puissance.

Art. 2. — Les nationaux de chacune des hautes parties contractantes ne pourront, sous aucun prétexte, être obligés de payer, dans les limites des territoires, protectorats, possessions et colonies de l'autre, aucuns droits, charges et taxes intérieurs sur leurs importations ou exportations autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux du pays ou par les nationaux de toutes autres puissances.

Art. 3. — Le présent traité a été rédigé en français et en chinois, et les deux textes ont été soigneusement comparés et vérifiés. Mais, au cas où il existerait une différence de sens entre les deux, le texte français devra prévaloir.

Le présent traité sera ratifié, aussitôt que possible, et l'échange des ratifications aura lieu à Paris. Il entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront, mutuellement, notifié que la ratification a été effectuée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, en double exemplaire, et y ont apposé leurs sceaux.

ANNEXES

1) *Première lettre du ministre de France, à Nankin, au ministre des Affaires étrangères chinois*

Nankin, le 22 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à l'article premier de l'accord qui vient d'être conclu, à la date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le tarif minimum français continuera d'être appliqué aux marchandises chinoises énumérées à la liste ci-jointe, jusqu'à la conclusion de l'accord prévu au paragraphe suivant.

Pour les autres articles en faveur desquels le gouvernement chinois désire obtenir le bénéfice du tarif minimum français, il est entendu qu'il convient, en raison de l'impossibilité, pour le gouvernement français, d'accorder son tarif minimum en bloc, de négocier un accord séparé établissant un tarif conventionnel réciproque.

Liste des marchandises admises au tarif minimum, à l'entrée en France :

Tissus de soie pure,
Foulards de soie pure,
Crêpes de soie pure,
Tulles de soie pure,
Passementeries de soie pure,
Poivre, piment, cannelle, muscade en coque, girofle, thé.
Veuillez agréer, etc...

2) *Réponse du ministre des Affaires étrangères chinois*

Nankin, le 22 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, relative à l'application de l'article premier du traité, qui vient d'être conclu, entre le gouvernement national et le gouvernement français.

Je m'empresse de porter à votre connaissance, que je suis pleinement d'accord sur les dispositions contenues dans cette communication.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, les assurances de ma très haute considération.

3) *Deuxième lettre du ministre de France au ministre
des Affaires étrangères chinois*

Nankin, le 22 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui viennent heureusement d'aboutir, nous avons étudié, dans un esprit également amical, diverses questions pendantes, entre nos deux pays, et je crois devoir préciser, pour la suite, le résultat de notre échange de vues :

Le gouvernement français est disposé à entamer, sans délai, les négociations pour la conclusion d'une convention nouvelle, destinée à remplacer la convention additionnelle de commerce, du 26 juin 1887, et la convention complémentaire de cette convention, en date du 10 juin 1895.

Dans l'intérêt des deux gouvernements, aucun changement ne sera apporté à l'état de choses actuel, en ce qui concerne l'Indochine, pendant la durée des négociations, étant entendu, qu'en matière douanière, le principe de l'uniformité de tarif aux frontières maritimes et terrestres de la Chine, demeure acquis, de sorte que le tarif en vigueur sur les frontières maritimes chinoises, s'appliquera, en même temps, aux frontières indochinoises. Toutefois, les taux actuels de réduction des droits pour les importations et les exportations, resteront en vigueur, pendant la durée des négociations, que le gouvernement français est disposé, pour sa part, à conclure rapidement.

Dans l'intérêt du développement des relations économiques franco-chinoises, il est nécessaire que les marchandises ne supportent pas de taxes excessives. C'est dans ce but que la suppression des likins a paru désirable, aussi bien au gouvernement nationaliste qu'au gouvernement français. De même, la superposition de taxes provinciales aux taxes douanières, proprement dites, destinées à remplacer les likins, serait

de nature à paralyser les affaires. Le gouvernement français ne doute pas que le gouvernement nationaliste ne supprime les likins, dès la mise en vigueur du nouveau régime douanier, et n'empêche effectivement l'établissement des taxes dites provinciales.

Le service de certains emprunts, intéressant l'épargne française, conclu par le gouvernement chinois, se trouve actuellement interrompu, faute de ressources. L'affectation d'une partie des fonds supplémentaires, fournis par les douanes, à la consolidation de ces emprunts, constitue une mesure propre à développer, heureusement, l'activité des rapports économiques franco-chinois, et le gouvernement français ne doute pas que le gouvernement nationaliste ne prenne, à cet effet, les mesures nécessaires.

Veuillez agréer, etc...

4) Réponse du ministre des Affaires étrangères chinois

Nankin, 23 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre de ce jour, relative :

1° A l'application prochaine du nouveau tarif douanier chinois aux frontières indochinoises et au maintien de l'état de choses actuel en Indochine, jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention ;

2° A l'opportunité de la suppression des likins ;

3° A l'avantage qu'il y aurait à prendre des mesures appropriées, pour assurer le service régulier de certains emprunts.

Je m'empresse de porter à votre connaissance que je suis pleinement d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le ministre, les assurances de ma très haute considération.

*5) Lettre du ministre chinois des Affaires étrangères
au ministre de France*

Le gouvernement nationaliste espère que la nouvelle convention,

concernant l'Indochine, dont la négociation prochaine a été prévue, sera conclue avant le 31 mars 1929.

Toutefois, la disposition relative à la réduction des droits d'importation et d'exportation à la frontière indochinoise, disposition dont il est fait mention dans la lettre de Votre Excellence, en date de ce jour, cessera de s'appliquer à partir du 31 mars 1929, même si la nouvelle convention ne se trouve pas encore conclue.

6) *Réponse française*

Votre Excellence m'a adressé, à la date de ce jour, une note, pour me faire connaître que les taux actuels de réduction des droits pour les importations et les exportations à la frontière Indochinoise, cesseront d'être appliquées le 31 mars 1929, même si, à cette date, les négociations pour la conclusion d'une nouvelle convention n'ont pas encore abouti. Je m'empresse d'acuser réception de cette communication, à toutes fins utiles.

TRAITE SINO-ESPAGNOL DU 27 DÉCEMBRE 1928

Art. 1^{er}. — Les parties contractantes consentent à ce que le tarif des douanes, et les matières en relevant, soient régis exclusivement par leurs législations nationales respectives.

Aucune des parties contractantes jouira, sur le territoires de l'autre, en ce qui concerne les douanes, d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux nationaux des autres pays.

Les nationaux de chacune des parties contractantes ne seront pas obligés de payer, sur le territoire de l'autre, des taxes, impôts, etc..., plus élevés que ceux que paient les nationaux des autres pays.

Art. 2. — Les nationaux de chacune des puissances contractantes, vivant sur le territoire de l'autre partie, seront sujets aux lois et juridictions de cette partie.

Art. 3. — Des parties contractantes ont décidé d'entrer en négociations, aussitôt que possible, pour la conclusion d'un traité de

commerce et de navigation, basé sur les principes d'égalité et de respect de la souveraineté.

Annexe I. — L'article 2, cité plus haut, deviendra en force le 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le gouvernement chinois fera des arrangements pour que les sujets espagnols passent sous sa juridiction, à défaut de tels arrangements, à la date stipulée, les Espagnols seront sujets aux lois et juridictions chinoises, à une date qui sera fixée par la Chine, après conclusion d'un accord pour l'abolition de l'extraterritorialité avec toutes les puissances signataires des traités de Washington.

Annexe II. — Déclaration du Docteur C. T. Wang.

Je déclare que les nationaux espagnols, quand ils cesseront de jouir des privilèges de la juridiction consulaire, et que les relations entre la Chine et l'Espagne seront sur un pied de parfaite égalité, et que les Chinois auront le droit de vivre, de commercer, et de posséder des propriétés en territoire espagnol, je déclare que le gouvernement chinois accordera les mêmes droits aux Espagnols.

Annexe III. — Les Espagnols, en Chine, paieront les taxes et impôts prescrites par les lois chinoises.

BIBLIOGRAPHIE

- CORDIER (Henri). — *Histoire Générale de la Chine et de ses relations avec les pays étrangers*. 4 vol. Libraire Paul Geuthner, 1920.
- MORSE (H.-B.). — *The International relations of the Chinese Empire*. 3 vol. London, Longmans, Green and C^o, 1910.
- LUI-YAIN. — *Histoire diplomatique contemporaine de la Chine* (en Chinois), Changhaï, Commercial Press, 1921.
- MAC-MURRAY. — *Treaties and agreements with and concerning China*, New-York, Oxford University Press, 1921.
- GEOUFFRE DE LAPRADELLE. — *Droit International*, Cours de Doctorat de la Faculté de Droit de Paris, 1925-1926.
- *La question chinoise*, Revue Générale du droit international public. Tome 1901-1902-1903.
- OPPENHEIM (L.). — *International Law* 2 vol. London, Longmans et C^o, 1912.
- FUNCK-BRENTANO (Th.) et SOREL (Albert). — *Précis du droit des gens*. E. Plon et C^{ie}, 1877.
- GÉRARD (A.). — *L'Extrême Orient et la Paix*. Paris, Payot, 1919.
- RIST. — *Economie politique*, cours de Doctorat de la Faculté de Droit de Paris, 1925-1926.
- PARKER (E.-H.). — *China*, London, 1917.
- WANG-CHUNG HUI. — *Law reform in China* (published in the Chinese social and political science review).
- *L'organisation judiciaire de la Chine*.
- L'INSPECTEUR GÉNÉRAL DE LA DOUANE MARITIME CHINOISE. — *Treaties*,

- conventions, etc, Between China and foreign States. 3 vol. Changhaï.
- HOULLAGUE (Emile). — *Les peuples d'Extrême-Orient, La Chine*. Paris, Ernest Flammarion, 1928.
- YOSHITOMI. — *Les zones exterritoriales soumises à l'administration étrangère en Chine au point de vue du droit international*. Paris, 1922.
- DELMAS (Ph.). — *Les douanes impériales chinoises*. Paris, Chamion, 1902.
- WELLINGTON-KOO (W.-K.). — *The Status of Aliens in China*. New-York, 1912.
- KIEN-PAN-KIANG. — *L'Autonomie douanière et l'avenir de la République chinoise* (en Chinois). Changhaï, The commercial Press, 1918.
- MIN-CHIEN-TYAU. — *The legal obligations arising out of treaty relations between China and other States*. Changhaï, Commercial Press, 1925.
- ESCARRA (Jean). — *Droits et intérêts en Chine*. Recueil Sirey, 1921.
- DUBOSCQ (A.). — *L'évolution de la Chine*. Paris, Bassard, 1921.
- PINON (René) et DE MARCILLAC (Jean). — *La Chine qui s'ouvre*.
- HOSCHIEU TCHEN. — *Etude sur les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon*. Paris.
- OUANG-FUNG-Y. — *Les rapports entre le commerce extérieur de la Chine et sa situation financière*.
- WANG-KING-KY. — *La voix de la Chine*. Bruxelles, Albert Dewit, 1927.
- WONG-CHING-WAI. — *La Chine et les Nations*. Paris, Librairie Gallimard, 1927.
- CHANG-CHUNG-SING. — *Les concessions en Chine*. Paris, 1925.
- BAUDEZ. — *Essai sur la situation juridique des Etrangers en Chine*. Paris, Pedone, 1913.
- KEUN-YEN-TSINE. — *Le régime des capitulations jusqu'à la Conférence de la Paix de 1919*.
- WILLONGHBY (W. W.). — *Foreign Rights and Interests in China*. Baltimore, 1927.
- HSU-SHIH-CHANG. — *La Chine après la guerre*. Paris, A. Pedone, 1922.
- NAGAO-ARIGA. — *La Chine et la Grande Guerre*.
- SARGENT. — *Anglo chinese commerce and diplomacy*.

MAO. — *Les relations politiques et économiques entre la Chine et les Puissances*. Lyon, 1923.

HAO-CHI-TSAI. — *Sur les bases conventionnelles des relations modernes entre la Chine et la Russie*. Paris, 1918.

SOULIÉ (Georges). — *Les droits conventionnels des étrangers en Chine*.

GUERLET (Pierre). — *Etude des divers procédés d'action politique des puissances en Chine*.

LIANG-CHI-CHAO. — *La Chine et la Paix mondiale*.

SAOFONG-WOU. — *La Chine et la Conférence de Washington*. Paris, les Presses Modernes, 1927.

WOU-KIENPONG. — *La Chine et les Grandes Puissances*. Gand, S. Hussein et C^{ie}, 1926.

DUBARBIER (G.). — *La Chine contemporaine, politique et économique*. P. Geuthner, 1926.

WEUCHINO-SACOUZAU. — *Les relations économiques entre la Chine et les Puissances* (en Japonais). Tokio, 1923.

SAO-TAO. — *Les relations entre la Chine et les Puissances* (en Japonais), 6^e édition, Paris, 1925.

RUSSELL (Bertrand). — *The problem of China*. 1922.

SUN-YAT-SEN. — *Les trois principes du peuple* (en Chinois). Changhaï, 1925.

CHIH-ZO-FIN. — *L'influence de l'impérialisme en Chine* (en Chinois). Changhaï, 1925.

PADOUX (G.). — *Conditions juridiques en Chine des étrangers ressortissant à des puissances sans traités*. Jour. de droit intern., 1920.

— *The consolidation of China's insecured indebtedness and the creation of a Chinese consolidated Budget*. Pékin, 1925.

DOCUMENTS. — *Le Mémoire de la délégation chinoise présenté à la conférence de la Paix de 1919*.

Statement of the Chinese Government and other official documents relating to the negotiation for the Termination of the Sino-Belgian Treaty of amity, commerce and navigation of November 1865. Règlement relatif à la Cour mixte de Changhaï. Exposé des revendications de la Chine touchant la restitution directe du territoire cédé à bail de Kiaochow, du chemin de fer de

Tsingtau à Canton et des autres droits allemands relatifs à la province du Chantung. Le rapport de la Commission d'exterritorialité.

PÉRIODIQUES. — *Politique de Pékin, L'Europe Nouvelle, Revue de Pacifique, The China Critic, The China Weekly review, The eastern misdellany, Revue des questions diplomatiques* (en Japonais)

Tokio, *Journal Officiel du Gouvernement chinois, The China year book*. Woodhead, éditeur, London et Tien-Tsin. *Asiatic review, La Chine et le Monde, Revue générale du droit international, Chinese social and political science review*.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
PREMIERE PARTIE. — APERÇU HISTORIQUE DES TRAITÉS INÉGAUX	
DE LA CHINE.....	11
Chapitre I : Première période (1842-58).....	12
Chapitre II : Deuxième période (1858-95).....	19
Chapitre III : Troisième période (1895-1915).....	40
DEUXIEME PARTIE. — LES FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'INÉGA-	
LITÉ DANS LES TRAITÉS SINO-ETRANGERS.....	63
Chapitre I : Juridiction consulaire.....	64
Chapitre II : Autonomie douanière.....	77
Chapitre III : Les concessions.....	86
Chapitre IV : Sphères d'influences et territoires à bail	95
Chapitre V : Clause de la nation la plus favorisée....	102
Chapitre VI : Le droit de navigation dans les fleuves	
intérieurs	107
TROISIEME PARTIE. — L'ÉVOLUTION DE LA CHINE PENDANT CE	
DERNIER DEMI-SIÈCLE	113
Chapitre I : Au point de vue politique.....	115
Chapitre II : Au point de vue judiciaire.....	120
QUATRIEME PARTIE. — LE MOUVEMENT NATIONAL POUR L'ABO-	
LITION DES TRAITÉS INÉGAUX.....	125

Chapitre I : L'opinion publique et les programmies des parties politiques.....	127
Chapitre II : Les aspirations de la Chine au moment de sa participation à la grande guerre, et la question du Chan- Toung devant la Conférence de la Paix	139
Chapitre III : Le problème chinois et la Conférence de Washington.....	149
Chapitre IV : Les nouveaux traités entre la Chine et les Puissances.....	163
CONCLUSION	171
ANNEXES	177
BIBLIOGRAPHIE	211

